

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES
DE
L'INDUSTRIE DU PAPIER EN FRANCE
A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le mardi 5 Juin 1928

PAR

MARCEL DESCHAMPS

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences Politiques

Président : M. GERMAIN-MARTIN, Professeur
Suffragants : MM. OUALID.
ROGER PICARD.

GRANDE IMPRIMERIE DE MEULAN
L. LAMBERT
37, rue Gambetta, 37

LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES
DE
L'INDUSTRIE DU PAPIER EN FRANCE
A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

*A ma Grand'mère,
A mes Parents,
A la mémoire
de mon cousin Jean Deschamps
mort pour la France*

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES
DE
L'INDUSTRIE DU PAPIER EN FRANCE
A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 5 Juin 1928

PAR

MARCEL DESCHAMPS

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences Politiques

Président : M. GERMAIN-MARTIN, Professeur

Suffragants : MM. OUALID.

ROGER PICARD.

GRANDE IMPRIMERIE DE MEULAN

L. LAMBERT

37, rue Gambetta, 37

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Une étude générale de l'industrie du papier tentée sans l'appui de connaissances très spéciales, ne tarderait pas à paraître téméraire, tant le champ est vaste et à la fois divers dans ses aspects. Et cela resterait vrai même dans une étude limitée à la France. Il faudrait, en effet, être historien pour évoquer les efforts des hommes s'ingéniant, au cours des siècles, à fixer toujours mieux la pensée fuyante sur la matière stable; hydrologue, pour parler avec fruit des eaux, de leur régime et de leurs qualités, des eaux sans lesquelles le papier, comme le pain, ne saurait se faire; ingénieur-mécanicien, ingénieur-électricien, pour expliquer la marche et l'utilité des machines puissantes et merveilleuses dont sont dotées les usines, ainsi que les progrès accomplis et ceux restant à réaliser encore; chimiste, pour faire pénétrer le lecteur dans les mystères des fibres, des pâtes et des combinaisons. Et tant de connaissances réunies ne seraient pas encore suffisantes; car il conviendrait surtout, pour projeter de la clarté sur l'ensemble, de posséder les vues larges du chef d'entreprise qui, tenu de tout voir et de tout prévoir, doit former, de membres épars, peut-on dire, un corps organisé fonctionnant utilement dans le domaine industriel, commercial et économique.

Vivement intéressé par ce que nous avions pu apprendre de cette industrie lors d'études techniques quelque peu lointaines, nous avons éprouvé le désir d'en savoir davantage et nous avons fait quelques pas de plus dans le champ entrevu, en nous attardant çà et là ; mais au fur et à mesure que nous avançons, nous constatons aussi que le temps allait nous faire défaut, comme nous faisaient défaut maintes connaissances particulières, et qu'il importait de se fixer enfin sur un point, puis de s'y tenir. Donc, à l'exemple de tels fabricants de papier qui, ne se trouvant pas organisés pour traiter toutes les fibres, n'abandonnent pas pour autant leur usine mais concentrent leur activité sur l'une d'elles, nous avons, comme eux, réduit notre ambition à la mesure de nos possibilités et renfermé notre travail dans le cercle de nos études récentes.

Les conditions économiques de l'industrie du papier en France s'offrirent donc, comme fond de sujet, tout naturellement à notre esprit. Et c'est à cette idée que nous décidâmes de nous arrêter, avec d'ailleurs l'intention modeste d'envisager la question presque exclusivement dans son histoire et encore seulement dans son histoire la plus proche.

L'année 1914 devait en être le point de départ, et en principe elle le reste. Mais le fait de ce que nous appellerons la continuité historique nous amena bientôt à reconnaître que la situation de l'industrie papetière depuis 1914 ne pouvait être bien comprise qu'à la condition de jeter plus en arrière tout au moins un coup d'œil. De là le chapitre III de la première partie de notre travail, sur lequel nous reviendrons tout à l'heure, car il nous faut justifier préalablement les deux chapitres qui le précèdent.

Ces deux chapitres (1), on pourrait à première vue les croire superflus. Ils nous ont cependant paru d'une opportu-

(1) Chapitres I et II de la première partie.

nité certaine. D'une part, en effet, nous avons cru bon de rappeler, de façon d'ailleurs très succincte, l'origine et l'évolution du papier, et même d'évoquer d'un simple mot quelques-uns de ses ancêtres, non point tant pour l'agrément du sujet et pour préparer à accepter ensuite plus facilement la sécheresse de nos chiffres et de nos déductions, que parce que l'histoire du papier et le problème des fibres, lequel domine notre sujet, sont en d'assez intimes rapports.

D'autre part, et sans vouloir certes nous donner les apparences d'un technicien, il nous a semblé indispensable de décrire en quelques pages l'œuvre de fabrication du papier, depuis la préparation des chiffons ou de leurs succédanés jusqu'aux produits achevés. Dans une étude en effet comme celle-ci, portant sur une industrie dont les éléments et les parties s'expriment en un langage assez particulier, comment ne point faire connaître au lecteur, au moins sommairement, le nom des matières premières employées, les procédés en usage pour leur transformation en pâtes de différentes espèces, les étapes du mélange liquide sur la machine d'où il sortira papier, enfin quelques termes de métier courants ?

Mais revenons à ce que nous disions, il y a un instant, pour expliquer notre chapitre III. Nous disions que, bien que désirant faire partir de 1914 notre étude historico-économique, nous nous sommes bien vite rendu compte qu'il nous fallait, à titre de préparation du moins, remonter un peu plus haut dans le passé. Mais jusqu'où ? Jusqu'en 1865 environ. Voici pourquoi.

Aux environs de 1865 — une plus grande précision dans la date est ici inutile — l'industrie papetière s'est trouvée devant une situation nouvelle. Fondée jusque-là sur le chiffon, elle voyait à cette époque s'ouvrir devant elle un champ d'activité magnifique par l'introduction des fibres de bois dans sa fabrication. Ce fut bien là une révolution

technique et économique, et telle que ces fibres devinrent rapidement la base et le type même de la matière première du papier. Les espèces de papier précédemment produites ne disparurent point pour cela, mais les espèces issues des pâtes de bois prirent la première place, tant par la quantité que par les possibilités d'utilisation, entraînant la création d'usines appropriées et une rénovation de l'industrie papetière. Pendant assez longtemps, les arbres propres à fournir les pâtes, car ce n'est le privilège que de certaines essences seulement, furent en suffisante abondance sur notre sol pour répondre aux besoins de la fabrication française. Quoique déjà utilisés pour d'autres fins, ces arbres formaient donc encore chez nous, point capital à noter, une réserve de matière première assez considérable pour permettre à l'industrie du papier de fonctionner dans l'indépendance, sans recourir aux apports de l'étranger. Mais, avec les années, par suite d'une consommation sans cesse accrue et faute d'une politique efficace d'exploitation des bois et de reboisement, nos essences forestières spéciales se firent plus rares, de sorte que, pour répondre aux demandes de produit fini, nos fabricants de papier durent se tourner vers d'autres pays plus favorisés, afin d'en obtenir soit les bois, soit les pâtes dont le supplément leur était nécessaire. Ceci toutefois doit être signalé. Des bois, nos fabricants auraient pu en importer assez largement, ou tout au moins en plus grande quantité qu'ils ne le firent, s'ils avaient eu pour souci principal de produire des pâtes; mais ils s'en trouvèrent détournés pour plusieurs raisons exposées dans notre travail. Aussi leurs importations se concentrèrent-elles sur les pâtes presque exclusivement et, dans tous les cas, sans comparaison possible entre celles-ci et les bois. Par contre, et par une conséquence toute naturelle, les fabricants étrangers de pâtes, encouragés par l'écoulement facile de leurs produits, développèrent à l'envi leur industrie dans ce sens, alors que chez

nous la même industrie de la fabrication des pâtes ou restait stationnaire, conditionnée par nos seules ressources en bois, jointes au faible apport de bois étrangers, ou périlait. Renversement des rôles extrêmement inquiétant : notre industrie papetière perd son caractère autonome et tombe, pour les pâtes notamment, et cela dans une très large mesure, à la merci de l'étranger, en attendant que, par une diminution de ses exportations de pâtes, celui-ci nous mette à sa discrétion pour le papier lui-même, lorsque son intérêt le lui conseillera.

Une politique douanière assez efficace pour encourager l'industrie française des pâtes aurait pu nous sauver du danger qui nous menaçait. Mais quand, au mois d'août 1914, la guerre éclata, il était trop tard et nous allions apprendre à nos dépens ce que peut coûter le fait de ne point protéger, en temps opportun, une industrie nationale nécessaire.

Ce que nous appelions tout à l'heure la continuité historique de notre sujet se manifestera de plus en plus dans le chapitre IV de la première partie et dans la deuxième partie toute entière de notre travail. En effet, avec la guerre de 1914, le problème des fibres prend toute son acuité. Les fabriques de papier sont détruites dans les pays envahis, désorganisées ailleurs, malgré les efforts de ces dernières pour se maintenir. Les bois, les pâtes ne nous parviennent plus qu'avec difficulté de l'étranger, le papier va nous manquer, et cependant il est indispensable que la voix de la Presse se fasse partout entendre, aussi bien chez nous, pour orienter l'opinion, qu'au dehors pour nous la rendre favorable. Sur le problème général des fibres vient de la sorte se greffer le « problème du papier journal », problème plus restreint mais non moins difficile à résoudre. Et c'est alors que, pour satisfaire dans la mesure du possible aux besoins de la Presse, le Gouvernement instaure au profit de

celle-ci un régime douanier de faveur pour l'introduction en France du papier nécessaire à son approvisionnement.

Ce régime de faveur survit à la guerre, l'Edition vient à y participer, des abus se produisent, nos fabricants de papier, menacés dans leur existence, s'en alarment, et c'est entre la majorité d'entre eux d'une part, et d'autre part la Presse d'abord, puis l'Edition, une série de désaccords et de discussions, dont l'écho n'est encore qu'atténué.

Le débat se déroule entre les intéressés autour de la catégorie des papiers à la mécanique de plus de 35 gr. au m², catégorie à laquelle appartiennent les papiers de presse et d'édition.

Là est le pivot de notre deuxième partie, et presque toutes nos considérations s'y ramènent directement ou en sont influencées, qu'il s'agisse de l'étude des faits en France seulement ou de nos investigations à l'étranger. Les lois et les décrets se succèdent ou s'enchevêtrent, des répercussions se font sentir sur une série d'années, répercussions difficiles à dater chacune d'un moment précis, les mêmes arguments ont tendance à revenir à l'occasion de tarifs douaniers modifiés, bref, dans cette partie de notre travail, nous nous sommes trouvé maintes fois pris comme dans un remous qu'il nous a fallu subir.

Notre troisième partie comprenant, sous un premier paragraphe, les fraudes occasionnées par l'admission de papiers aux droits réduits, et, sous un second paragraphe, les importations de pâtes et de papiers au titre des réparations, ainsi que les prestations en nature, a du être extraite pour ainsi dire de la situation que nous avons exposée dans la partie précédente. Celle-ci se termine en effet avec le tarif douanier de 1928; or, les fraudes et les questions soulevées, en ce qui concerne l'industrie papetière, par les réparations et les prestations en nature, se déroulent en une période qui prend

fin avec le même tarif douanier de 1928. En ne tenant compte que de la chronologie, nous aurions dû englober dans la deuxième partie les événements analysés dans la troisième, mais la logique aurait été satisfaite aux dépens de la clarté et nous avons préféré sacrifier la première.

Quant à la quatrième partie, qui clôt notre étude, peut-être se demandera-t-on, en compulsant simplement notre table et avant de nous avoir lu, quelles considérations ont pu nous porter à revenir sur le problème de la matière première. Nous avons dit, en effet, vers le début de cette introduction, que nous avions orienté notre travail dans le sens historique; or, passer en revue les fibres employées dans la fabrication, dire ce qu'elles sont ou ce qu'elles pourraient être, rappeler quelques lois de protection, paraît, à première vue, déceler quelque déviation de l'orientation indiquée. Pour répondre à l'objection, nous pourrions nous contenter de baptiser « appendice » ce que nous avons intitulé « problème de la matière première nationale », et nous ne verrions aucun inconvénient à le faire. Mais, si l'on veut bien parcourir les différents chapitres de notre travail, on ne tardera pas à remarquer que le problème des fibres est d'une importance capitale. Cella est si vrai que, s'il avait été résolu de manière à donner à notre industrie papetière une autonomie complète, une indépendance absolue vis-à-vis de l'étranger, notre sujet aurait été si simplifié que nous nous serions peut-être trouvé dans la situation d'un entrepreneur empêché de construire faute de matériaux; les questions générales de douane seraient restées presque seules à solliciter notre attention.

Quoi qu'il en soit, dans le cours de cette étude, nous nous sommes efforcé d'exposer sans parti-pris les principaux arguments des papetiers de même que ceux de la Presse et de l'Edition, en usant pour en marquer la valeur, plus

des chiffres que des mots. Et si, à propos des chiffres, on est tenté de nous faire quelque reproche en nous disant, soit que nous les avons pris à des moments mal choisis, soit qu'ils ne sont pas tous d'une exactitude parfaite, nous répondrons : sur la question des moments préférables, que nous avons constaté à ce sujet des manières de voir bien différentes selon les auteurs, et, sur l'exactitude des chiffres eux-mêmes, que nous n'avons rien inventé, encore que nous ayons dû parfois opter pour les uns plutôt que pour les autres. Quant aux calculs qui nous sont propres, si, en dépit de nos soins, quelque erreur s'y était glissée, nous ne pourrions qu'humblement le regretter.

Nous n'avons plus qu'à dire en peu de mots ceci qui nous est venu si souvent à l'esprit pendant les heures passées à notre travail. Est-il possible de concevoir ce qu'il adviendrait d'un pays, et tout particulièrement de la France, le jour où le papier s'y ferait si rare que la Presse et l'Édition y seraient presque condamnées au silence ? Tant de réflexions surgissent dès que l'on envisage pareille hypothèse, tant de répercussions s'entrevoient, qu'il serait vain de tenter seulement de les énumérer. Les journaux et les livres raréfiés, ce serait pour l'esprit ce que serait pour le corps la disette de nourriture. Pure chimère, pourront dire d'aucuns : du papier, il y en aura toujours et en abondance, car l'étranger est là pour suppléer à l'insuffisance de la production française. A quoi bon se tourmenter d'un rêve ? Ce rêve pourrait devenir une réalité pour plusieurs raisons qui ressortent implicitement de notre étude et il n'est besoin au surplus que de se souvenir de la dernière guerre. Si le blocus avait été plus complet, et le fait aurait pu se produire, si nous n'avions pu recevoir des neutres ou de nos alliés des pâtes et du papier, notamment du papier de presse, notre production intérieure aurait été trop faible pour répondre aux besoins des journaux. et beaucoup auraient dû cesser de

paraître. Sans doute aurait-il été souhaitable qu'il en fût ainsi pour quelques-uns, mais la très grande majorité a toujours servi, et à la France et au monde, l'aliment qui leur était nécessaire, et sans lequel des lassitudes ou des défections grosses de conséquences auraient pu se produire. Sans vouloir pousser aujourd'hui les choses à l'extrême, nous pouvons donc affirmer que, pour la France, le problème des fibres n'est pas un simple problème théorique mais bien un problème essentiellement pratique. Ajoutons que si notre industrie papetière en est à bon droit tout particulièrement préoccupée, cette préoccupation n'est pas moindre dans certaines autres sphères, quoique leur point de vue soit autre; toutes les nations n'ont-elles pas en effet besoin d'être assurées de cellulose pour les besoins de leur défense ?

Moderniser les usines, pratiquer une meilleure politique forestière, établir temporairement des droits protecteurs suffisants pour permettre à cette industrie nationale de mieux s'organiser dans sa lutte contre la concurrence étrangère, sont des moyens d'amélioration connus et que nous avons rappelés.

Une meilleure entente entre producteurs et consommateurs de papier pourrait en être un autre, la divergence des intérêts n'étant pas un obstacle absolu à un régime de conciliation raisonnablement avantageux à tous.

Si la Presse ne peut envisager pour ses papiers une augmentation des droits d'importation sans élever proportionnellement le prix des journaux, peut-être les arguments qu'elle fait valoir en ce qui la concerne ont-ils moins de force quand il s'agit de l'Edition, bien qu'elle aime à les faire siens en partie. L'Edition est moins à l'étroit que la Presse pour fixer ses prix de vente, et par ailleurs nous croyons avoir établi qu'une augmentation modérée du droit de douane n'aurait qu'une faible répercussion sur le prix du papier entrant dans la composition d'un livre.

Nous ne terminerons pas cette introduction sans nous acquitter d'un bien agréable devoir, celui d'adresser nos très vifs remerciements à tous ceux qui, dans notre tâche, nous ont aidé avec tant de bienveillance, soit en nous guidant de leurs conseils, soit en nous ouvrant leurs archives. Certes, c'était chez eux naturelle courtoisie, mais c'était en même temps autre chose et nous ne saurions dire combien nous avons été touché de leur évident désir d'encourager les jeunes en les faisant profiter de leur expérience.

PREMIÈRE PARTIE

LA PAPETERIE ANTÉRIEUREMENT A 1918

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique sur le papier et ses antécédents

Le besoin de matérialiser la pensée, de la fixer par un moyen quelconque sur une matière minérale ou végétale s'est fait sentir de tout temps : briques, pierres, feuilles de palmiers, planchettes enduites de cire, minces tablettes de bambou furent utilisées dans ce but. Vers l'an 336 avant J.C. les Egyptiens employaient déjà le papyrus, plante originaire des bords du Nil et qui croissait, comme aujourd'hui,

dans les marais au-dessus desquels elle élève ses hampes recouvertes d'une double pellicule. Une fois enlevée, cette pellicule était étendue sur une toile dans toute sa longueur, puis collée et recouverte en travers par d'autres pellicules de même espèce. Ces membranes, battues plusieurs fois et encollées avec une fine bouillie de mie de pain étaient d'une blancheur éclatante et parfaitement aptes à recevoir l'écriture.

Mais si estimable que fût, pour ces temps lointains, le papyrus, il est évident qu'il n'avait que de bien vagues rapports avec notre papier auquel il a cependant donné son nom et c'est vers le Céleste Empire qu'il faut se tourner pour y découvrir les véritables ancêtres du papier.

*
* *

Un ouvrage chinois qui fait autorité en la matière nous apprend qu'au deuxième siècle après J.C., Tsaï-Loun, mandarin de la province actuelle de Hou-Nan, pilait dans un mortier de jeunes pousses de bambou, des pointes de chanvre, des débris de vieux filets, quelquefois des chiffons et diluait ce mélange dans une cuve. Il plongeait ensuite dans ce récipient un tamis formé de minces baguettes de bois et le retirait en le secouant horizontalement. La pâte se répandait alors régulièrement sur ce châssis et, en se condensant et en s'égouttant lentement, donnait la feuille de papier. Le papier « à la forme », nom donné plus tard au tamis plus perfectionné qui remplaça le primitif appareil de Tsaï-Loun, était inventé.

Le secret de cette fabrication fut jalousement gardé, mais il n'est pas de secret, qui, avec le temps, ne finisse par être divulgué. De même que les cocons du ver à soie quittèrent, dit-on, la Chine, cachés dans les cannes de jonc de deux pèlerins, également le procédé de la fabrication du papier passa à l'étranger par l'intermédiaire de Chinois, papetiers de profession, qui furent faits prisonniers par les Arabes vers l'an 751 de notre ère, sur les confins du Turkestan.

*
* *

Changeant de pays, le papier changea de caractère à un double point de vue.

Alors qu'en Chine le papier était au service d'une littérature toute pacifique, les Arabes, au contraire, l'employèrent comme instrument de propagande, véhicule de leurs idées de conquête. C'était là une utilisation toute nouvelle et qui explique la rapide diffusion du papier de l'Orient vers l'Occident. Aux mains des Arabes, autre différence quant à la nature du papier.

En Chine, la fabrication en était surtout végétale, ainsi que le montrent les mélanges opérés par Tsai-Loun dans son mortier. Les Arabes, rayonnant surtout dans le désert et détruisant systématiquement les arbres des pays conquis, utilisèrent principalement le chiffon. C'est avec ce caractère que la fabrication du papier s'implanta à Bagdad en se substituant au parchemin, puis au Caire, où elle détrôna le papyrus. A l'instar des commerçants d'aujourd'hui, les Egyp-

tiens se servirent dès lors de papier pour envelopper les acquisitions qui leur étaient faites ; bien macabre cependant était l'origine du papier employé ! L'histoire nous rapporte en effet que celui-ci était en partie fabriqué avec les bandelettes des momies.

*
* *

La production arabe alla toujours en s'accroissant ; le papier gagna le Maroc, Fez en particulier compta jusqu'à 400 papeteries et le mortier et le pilon disparurent devant la meule.

Cette industrie papetière fut introduite en Espagne au début du ^{xii}^e siècle ; les communautés juives spécialisées dans cette fabrication l'importèrent en France au début du ^{xiv}^e siècle, puis en Allemagne et en Italie.

Mais il est important et curieux de remarquer que, fidèle héritière des procédés arabes, l'Europe n'utilisa presque exclusivement que le chiffon. « Le papier est un dérivé du chiffon, tel est le credo empirique et fondamental sur lequel se base la religion entière de l'Europe » (1). Le papier ainsi obtenu était très résistant. Il venait ainsi détrôner à la fois le parchemin, fait de peau de mouton, et le vélin, provenant de la peau de veau mort-né, à la solidité desquels les écrivains de cette époque étaient habitués.

Réduite à ne compter qu'avec le chiffon comme

(1) *La Papeterie* de R. Bouvier, extrait de l'ouvrage *Dix ans d'efforts scientifiques et industriels*. Paris, 1926.

seule matière première, l'industrie papetière connaît des moments difficiles. De grands marchands spéculèrent sur les besoins des provinces, drainant les chiffons par quantités énormes d'une région vers une autre, provoquant des hausses ou des baisses considérables dans les cours. Il est vrai que ces crises étaient loin d'avoir l'ampleur de celles qu'il nous est donné de contempler de nos jours et ne mettaient en jeu que des rivalités de province à province, sans franchir les frontières.

Au point de vue national, les ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ont vu un essor merveilleux de la papeterie. Abondance et qualité des chiffons, perfectionnement du ramassage et du triage, conséquence de la vertu d'épargne qui a de tout temps distingué la ménagère française, eurent une grande influence.

Nos « marques » étaient réputées au dehors ; l'imprimerie qui commençait à se développer allait fournir de nouveaux débouchés au papier et, en 1554, le recteur de l'Université de Paris pouvait écrire au roi « ... est par le moyen de la papeterie plus que par « autre trafic de marchandises qui se fasse en France, « tiré l'or étranger ». Il ajoutait « qu'il n'y a en « France, mine d'or ni d'argent et n'avons moyen « de trafiquer avec l'étranger et d'avoir leur or et « leur argent que par le moyen de la manufacture « de la papeterie » (1).

(1) Cité par M. Auguste Biclet, secrétaire général du Syndicat professionnel des fabricants de pâtes à papier, de cellulose et de leurs dérivés dans une conférence faite le 14 mars 1917 à la chambre de commerce de Grenoble.

Sully et Colbert avaient établi autour de cette industrie, véritable orgueil national, une barrière douanière efficace, lui permettant de se développer largement.

*
* *

Les procédés s'étaient peu à peu perfectionnés. Les martinets garnis de clous qui servaient jusqu'alors à déchiqueter les chiffons étaient remplacés par de grands cylindres armés de lames tranchantes qui broyaient la matière première et permettaient une meilleure préparation de la pâte. Enfin, en 1798 Louis Robert, ouvrier au moulin d'Essonnes, fit franchir un pas considérable à la papeterie en inventant la « machine à papier sans fin ». Faute de ressources, l'appareil ne put être exploité en France et c'est l'Angleterre qui en bénéficia la première. Vers 1811, la machine fut installée en France, son pays d'origine, et apporta une grande régularité dans la fabrication du papier, ainsi qu'une diminution notable du prix de revient.

Cette circonstance jointe aux perfectionnements que subissait parallèlement l'imprimerie, permet de comprendre la grande extension que prirent les journaux quotidiens ou périodiques et les éditions à grand tirage.

Comment répondre dès lors aux demandes de papier avec une des seules matières dont on disposait jusqu'à ce jour ? Le chiffon devenait insuffisant et il fallait, comme jadis l'avaient fait les Chinois, recou-

rir de nouveau aux fibres végétales. Il n'était plus question, certes, d'utiliser des écorces ou des bambous que l'Europe ne possédait pas; mais on songea dès ce moment à la paille ou aux fibres de bois.

De nombreuses recherches avaient été déjà entreprises par des savants français, Guêtard et Gléditsch; vers le milieu du xviii^e siècle; et des essais furent même tentés sur la sciure de bois, les orties, les mauves, les algues, etc...

Vers 1840 l'apparition de la paille et du bois dans la fabrication, véritable révolution technique, allait faire jaillir au profit de notre industrie papetière une source abondante de progrès et d'activité.

Avant d'examiner comment notre pays a pu s'adapter économiquement à ce nouvel état de choses, il nous semble utile d'ouvrir une parenthèse et de donner un aperçu de la fabrication moderne du papier.

CHAPITRE II

Aperçu technique de la fabrication

§ 1. — Structure du papier

« Le papier est une sorte de feutre mince résultant « de l'enchevêtrement de fibres végétales dont la « matière composante est la cellulose » (1). Il semble donc, à première vue, que toute matière formée de cellulose puisse donner du papier; mais ce n'est là qu'une demi-vérité, car la structure nettement fibreuse de la matière première joue un rôle prépondérant dans la qualité du papier achevé. De cette structure dépendent également la nature et la variété des opérations successives que l'on fait subir aux diverses fibres pour les débarrasser de la matière ligneuse rigide qui les entoure, sauf évidemment pour les matières textiles.

(1) *Fabrication et mise en œuvre du papier et du carton*. Royaume de Belgique. Ministère de l'industrie et du travail. XIV. Industrie du papier. Bruxelles 1906.

Les matières premières utilisées nous sont déjà connues en partie; ce sont les chiffons de lin et de coton, les toiles, cordes et fils, puis les succédanés : l'alfa, la paille, les bois, les vieux papiers, etc...

L'industrie papetière emploie également de grandes quantités de produits chimiques, de matières minérales ou organiques servant au blanchiment, à la coloration des pâtes, au collage et à la charge du papier.

Les diverses matières premières subissent, au préalable, une série d'opérations qui les mettent à l'état de pâte, appelée « demi-pâte », car d'autres manipulations seront encore nécessaires pour rendre cette demi-pâte apte à faire du papier de telle ou telle qualité.

§ 2. — Appropriation des matières premières pour l'obtention de la demi-pâte

A) Les chiffons qui n'entrent que pour 5 % environ dans la production du papier constituent toujours la matière première la plus précieuse.

Débarrassés de leurs poussières par un battage énergique, les chiffons sont triés suivant la nature de la fibre, en lin, coton, etc... puis d'après leur couleur.

Après le triage vient le délissage ou coupage des chiffons en morceaux, à l'aide de coupeuses mécaniques.

Le blutage succède au coupage et consiste à nettoyer les chiffons à sec avant de les faire passer dans des bouilleurs contenant soit de la soude caustique, soit du carbonate de sodium. Les chiffons sont ensuite transportés vers des piles défileuses, vastes cuves remplies d'eau et armées d'un cylindre à lames tournant presque en contact avec les couteaux d'une platine fixe.

Triturés, déchiquetés dans l'eau même, les chiffons sont devenus demi-pâte, liquide à l'aspect laiteux.

B) Mais si le chiffon n'a cessé d'être, dans l'industrie papetière, la matière première la plus recherchée au point de vue « qualité », le bois occupe depuis longtemps déjà la place la plus importante sous le rapport de la « quantité » utilisée. Et c'est pourquoi, dans ce rapide aperçu, nous ne parlerons que du bois, les préparations que subissent les autres fibres, paille ou alfa, n'étant au surplus que des variantes.

Les bois tendres à longues fibres, capables ultérieurement de bien s'enchevêtrer, sont les plus aptes à fournir de bonnes pâtes. Le sapin, le pin, le peuplier et le tremble, répondant le mieux à cette exigence, constituent pour cette raison le noyau des essences employées.

La transformation du bois en pâtes, toute différente de celle des chiffons, car ici la fibre est enrobée d'une matière ligneuse rigide qu'il faut détruire, peut être réalisée par trois procédés distincts :

Le procédé mécanique,

Le procédé chimique,

Et le procédé à la vapeur.

1°) La pâte mécanique, dont le procédé de fabrication a été découvert en 1846 par l'allemand Voelter, s'obtient en défibrant le bois, préalablement coupé en buchettes et écorcé, sur une meule rotative en grès. Un courant d'eau circule dans l'appareil défibreur et entraîne les particules de fibre, au fur et à mesure du râpage, vers des cylindres assortisseurs, et de là vers un tamiseur spécial. Si la pâte est employée sur place, elle est égouttée dans des caisses; doit-elle être expédiée dans une autre usine, un presse-pâte l'essore.

La pâte ainsi obtenue, de couleur blonde, est dénommée pâte de bois ou pâte mécanique. C'est une ligno-cellulose utilisée surtout pour la fabrication du papier journal et des autres papiers de qualité ordinaire. « Cette pâte, qui est la moins chère, est « peu consistante, car les fibres qui restent enveloppées dans le protoplasme ligneux, rigide, ont, à la « torsion, une tendance à se séparer les unes des « autres » (1).

Les papiers formés de cette pâte se déchirent donc avec facilité. Employée seule, elle sert surtout à la fabrication des cartons.

2°) Variés sont les procédés chimiques de traitement du bois, de l'alfa ou de la paille pour l'obtention de la pâte appelée dans le langage courant « pâte

(1) *La Science et la Vie*. N° 120 juin 1927. La France peut-elle fabriquer tout le papier dont elle a besoin ? par Pierre Arvers.

chimique » ou plus simplement « cellulose », par opposition à la « pâte mécanique ».

Trois surtout sont à retenir.

Ici la matière dure du bois n'a plus à subir de traitement mécanique spécial; elle est attaquée par des agents chimiques : soude caustique, sulfate de soude, bisulfite.

Le bois, coupé au préalable en rondelles ou copeaux de grosseur variable suivant la lessive (produit chimique) employée, est placé dans des digesteurs, cuves closes fortement chauffées. La pâte ainsi obtenue après désagrégation du protoplasme ligneux est lavée dans des piles de différents types. La lessive est concentrée et récupérée après usage.

Résistante, la pâte au bisulfite donne un papier excellent mais sensiblement plus cher que celui qui dérive de la pâte dite mécanique. Il faut en effet des techniciens spécialistes, une grande surveillance et un outillage fort important, car le traitement transforme plus de la moitié du bois employé en produits solubles inutilisables.

Le sulfure de sodium ou bien le sulfate de soude procurent une pâte plus résistante encore. C'est ainsi qu'est fabriqué le papier connu sous le nom de kraft.

Enfin la pâte à la soude fournit également une cellulose remarquable mais chère comme les deux précédentes.

3°) Le dernier procédé consiste à traiter le bois par la vapeur à haute pression. Les molécules incrustantes peuvent ensuite s'enlever facilement par un

lavage subséquent. La pâte ainsi formée sert à la fabrication des cartons ou des papiers d'emballage.

Voici donc obtenue par divers procédés, mécaniques, chimiques ou à la vapeur, la demi-pâte, pâte encore grossière qui devra subir une série d'opérations avant de parvenir à la machine à papier.

Quelle que soit leur origine, ces pâtes, si elles doivent sortir de l'usine, seront expédiées sèches ou après avoir subi un commencement de dessiccation, sous forme de feuilles empilées les unes sur les autres. Si elles doivent être utilisées sur place, elles devront être soumises à toute une série d'opérations complémentaires avant leur emploi.

Les pâtes ainsi fabriquées ne seront certainement pas employées seules. A la pâte mécanique l'ingénieur papetier ajoutera, par exemple, de la pâte au bisulfite dans une certaine proportion, d'après la qualité du papier qu'il voudra obtenir. Maintes combinaisons seront possibles.

§ 3. — Transformation de la demi-pâte en pâte

Le blanchiment a pour but de débarrasser les fibres de tous les constituants non celluloses.

La demi-pâte, lavée et défilée, est soumise à l'action du chlorure de chaux, du chlore gazeux ou bien encore à un courant électrique qui décompose une

solution de chlorures alcalins, de magnésium ou de sodium. Sortie des piles blanchisseuses, la pâte est acheminée vers les piles raffineuses qui opèrent une séparation plus complète des fibres pouvant adhérer encore les unes aux autres.

La pâte reçoit en outre une charge formée de matière lourde et relativement peu chère : terre glaise, argile, ocre, sulfate de chaux, kaolin, etc... matières qui remplissent les pores du papier et lui donnent une texture plus serrée facilitant ainsi l'absorption des encres.

Le collage, qui enlève au papier cette propriété de boire et le distingue ainsi du papier buvard, provoque l'adhésion des fibres du papier et supprime la capillarité. Le collage se fait avec du savon de résine, de la gélatine, de la fécule, de l'amidon, etc...

Toujours soumise pendant ces diverses opérations au raffinage continu des piles ou des malaxeurs, la pâte est colorée soit à l'aide de couleurs d'aniline solubles soit avec des couleurs minérales insolubles.

Ainsi préparée, la pâte est apte à passer sur la table de fabrication de la machine à papier.

§ 4. — Transformation de la pâte en papier

La machine à papier est chargée de faire automatiquement le travail exécuté autrefois à la main au moyen de la « forme ». Le papier se constituera par enlèvement de son excès d'eau à la pâte et par conso-

lidation ou durcissement, entre les presses, de la nappe fibreuse liquide.

La pâte mélangée et brassée une dernière fois dans des cuiviers arrive avec un débit constant à travers les épurateurs, puis sur la toile sans fin de la table de fabrication, partie essentielle de la machine. Cette toile, métallique et à mailles très fines, tourne sur des rouleaux écartés d'environ dix mètres et est animée également d'un mouvement oscillatoire transversal. Ce dernier mouvement permet un bon enchevêtrement des fibres ainsi qu'une grande régularité dans l'épaisseur du papier ou « épair ». Le plongeur, jadis, imprimait un pareil mouvement à sa forme.

L'eau filtrant à travers les mailles de la toile est aspirée ensuite, par dessous, par une succion énergique. La pâte, débarrassée peu à peu de l'eau, commence à se solidifier. Ce qui, au début de l'opération, n'était qu'un liquide laiteux et sans consistance, s'épaissit peu à peu en avançant avec la toile et prend l'apparence d'une feuille de papier après être passé sous le rouleau égoutteur, situé à l'extrémité du trajet de la toile.

La feuille encore humide quitte la toile et est attirée sous une série de cylindres entre lesquels elle se sèche, puis se lisse sur les deux faces et vient enfin s'enrouler en bobine.

Le réglage d'une pareille machine est très délicat. Le débit de chacun des organes doit pouvoir s'adapter à la variété du papier qu'il faut produire. Suivant l'épaisseur du papier à fabriquer, la vitesse de la machine devra être accélérée ou ralentie,

Il y a cependant un point critique qui ne peut être franchi sous peine de ruptures fréquentes de la bande de papier. A vitesse trop grande pour telle qualité de la pâte, la feuille à peine formée se rompt au moment où, quittant la toile métallique, elle va s'engager sous le premier cylindre.

Le carton mince se fabrique également avec une machine semblable, mais fonctionnant à une allure beaucoup plus lente.

Pour produire du carton épais, l'« enrouleuse » est nécessaire. Cette machine, à la différence de la précédente, ne comporte pas de feutre continu. La couche de pâte, arrivée au bout de la table de fabrication, s'enroule autour d'un cylindre de fonte autant de fois qu'il est nécessaire pour produire l'épaisseur voulue de carton. Les ouvriers coupent alors longitudinalement la pâte enroulée et détachent la feuille (1).

Il reste encore à effectuer quelques opérations accessoires pour parfaire la fabrication tant du papier que du carton. Le papier qui s'est enroulé à l'extrémité de la machine sera ensuite satiné par une série de laminages de la feuille entre les cylindres très serrés et nombreux d'une calandre.

Coupé et disposé en rame ou sous forme de bobines, enfin parvenu au terme des traitements et des soins que lui devait son usine, le papier n'a plus à recevoir d'elle qu'un abri en attendant sa livraison.

(1) « Fabrication et mise en œuvre du papier et du carton ». Ministère de l'industrie et du travail. Royaume de Belgique, op. cit.

CHAPITRE III

Situation de la Papeterie de 1865 à 1914

§ 1. — Modalités d'organisation de la production

Cet aperçu élémentaire de la fabrication nous a semblé indispensable pour remettre en mémoire les quelques termes ou détails techniques qui pourront être utilisés par la suite.

Il montre en outre que l'industrie papetière peut organiser sa production de différentes façons.

On concevrait par exemple que la matière première (fibres de bois ou autres végétaux, etc...) provienne du pays même où aura lieu la fabrication de la pâte et l'ultime transformation en papier. Cette manière de procéder réaliserait le type de l'industrie complète.

Les fabriques de papier pourraient aussi recevoir tout ou partie de la matière première de l'étranger et effectuer elles-mêmes tout le cycle des opérations de la fabrication. En une telle hypothèse, l'industrie pourrait encore être considérée comme complète, par-

tant de la matière première, bois ou paille, etc... et l'amenant jusqu'au produit définitif.

Une dernière modalité consisterait enfin à fabriquer le papier avec des pâtes venant de l'extérieur. La fabrique qui procéderait ainsi rentrerait dans le type de l'industrie de transformation, prenant un produit presque terminé, pâte mécanique ou cellulo-se, et se bornant à en faire tels ou tels articles achevés.

Mise à l'épreuve par la révolution technique qui substituait presque complètement le bois au chiffon, l'industrie papetière allait-elle s'adapter économiquement à ces nouvelles conditions d'existence et avait-elle à craindre de devenir bientôt tributaire de l'étranger ?

§ 2. — Progrès techniques de la papeterie Indépendance relative de la papeterie française jusqu'en 1880 environ

En présence de cette technique nouvelle, il convient de se demander, au préalable, quelle tactique allaient adopter les anciens moulins à papier.

Beaucoup disparurent qui ne voulurent pas se plier aux circonstances et se refusèrent à employer machines perfectionnées et nouvelles matières premières.

Certains se transformèrent en substituant à leurs

anciens procédés la fabrication mécanique, mais ils n'utilisèrent que le chiffon seul, à l'exclusion du bois et de toutes autres fibres. Ces nouvelles usines se spécialisèrent alors dans la fabrication des papiers pour titres, billets de banque ou papiers à cigarettes et, sachant allier le bon goût français à une production extrêmement soignée, ne tardèrent pas à se créer une véritable réputation sur le marché mondial.

Leur situation était, vers 1875, fort enviable, car les chiffons employés étaient en majeure partie de provenance française, ce qui, de ce fait, les mettait à l'abri de toute dépendance étrangère. D'ailleurs, dans cette branche bien spéciale de la papeterie, la concurrence des pays voisins était pour ainsi dire inexistante.

Enfin d'autres moulins se lancèrent résolument dans la voie que le progrès venait de leur tracer. Non seulement ils installèrent des machines à papier, mais ils entreprirent également la fabrication de toutes les qualités de pâtes dont ils allaient avoir besoin.

Pour des organismes de cette importance, la force motrice était devenue la question capitale tant au point de vue de la puissance qu'au point de vue des prix.

La houille fournissait bien cette force, mais dans des proportions limitées et à des conditions souvent onéreuses. Il appartenait à un papetier de génie d'en faire jaillir une nouvelle des torrents. En créant la « houille blanche » vers 1869, M. Aristide Bergès opéra une révolution industrielle qui permit à nombre d'industries et notamment à l'industrie du papier,

de prendre un essor considérable et de marcher de progrès en progrès.

Peu à peu naquirent et se développèrent de nombreuses usines de papier dans la vallée du Grésivaudan. La qualité des eaux, de première importance pour la préparation des pâtes, exerçait bien toujours, il est vrai, une influence prépondérante quant à la situation géographique de l'usine, mais la force des torrents devint leur principal élément de prospérité. Les pâtes mécaniques sont en effet fabriquées presque exclusivement à l'aide de la force hydraulique.

Si l'on songe qu'un cheval-vapeur produit seulement trois tonnes de pâte mécanique par an, il est facile de comprendre les avantages que les papetiers retirèrent de l'utilisation de la houille blanche. Par elle nos papeteries purent se procurer à bon compte toute la force motrice dont elles eurent besoin au cours de leur développement. Souvent même, disposant d'un excédent de forces qu'elles transportèrent par câbles et vendirent, les usines réalisèrent de ce fait des profits nouveaux qui devaient leur permettre de renouveler leur outillage (1).

Dès 1896, la statistique officielle des forces motrices indique un chiffre respectable de chevaux-vapeur utilisés par les fabriques de papier, de pâtes à papier, de papier paille, de papier à cigarettes, de carton, de papier lissé ou glacé et de cartes en feuilles. Le poste « moteurs à vapeur » totalise 35.669 HP et celui des

(1) La houille blanche dans les Alpes. Conférence faite le 7 mars 1917 à la chambre de commerce de Grenoble par M. P. Ducrest, ingénieur hydraulicien à Grenoble.

moteurs hydrauliques mentionne 28.587 HP, soit un total de 64.256 HP employés par ces diverses usines (1) Ces chiffres montrent nettement la part considérable qui était faite à la force produite par la houille blanche.

Les installations perfectionnées de préparation de pâtes et de fabrication de papier se multiplièrent dès lors sur notre territoire. Les anciennes usines se transformèrent rapidement. Le Dauphiné, aux cours d'eau nombreux et admirablement boisé, donna l'exemple avec les usines de Lancey et de Domène qui, dès 1888, installèrent des fabriques de pâtes chimiques.

Des aménagements modèles furent établis en vue de la préparation des diverses pâtes ou de la fabrication du papier à Modane, Vizille, Brignoud, Pont-de-Claix, etc... Les autres parties de la France suivirent l'impulsion donnée avec les usines du Souche, de Kertoff, de Laval et d'Etival dans les Vosges, de Tiffauge en Vendée, d'Essonnes en Seine-et-Oise, de Novillars et de Seveux dans le Doubs, de la Haye-Descartes en Touraine, de Montfouerrat et de Mios dans la Gironde, de Maresquel dans le Nord (2).

Une usine s'installa également à Nantes pour

(1) Répartition des forces motrices, à vapeur Tome I et hydraulique Tome II. Office du Travail. Ministère du commerce et de l'industrie. 1889. Imprimerie nationale.

(2) René Théry, rédacteur en chef de l'Economiste Européen. L'Effort des Papeteries de France pour la constitution d'une industrie nationale du papier. Paris 1924. Economiste Européen.

recevoir et transformer plus facilement les fibres étrangères.

En 1896, la statistique du ministère du commerce relative au recensement des industries et professions indique les chiffres suivants (1) :

335	fabriques de papier	occupaient	25.367	ouvriers.
18	—	pâtes	—	800 —
45	—	carton	—	1.402 —
45	—	pap. à cigarettes	—	2.000 —

*
* *

Jetant un regard en arrière, on peut dire que, jusque vers 1880, chaque usine fabriquait les pâtes dont elle avait besoin ou se procurait, avant tout, sur le marché national, la qualité ou la quantité qui lui faisait défaut. C'est là un point essentiel à mettre en relief. Les usines, principalement celles qui se trouvaient dans les régions montagneuses et boisées, pouvaient obtenir assez facilement les fibres qui leur étaient nécessaires.

Par ailleurs les papetiers étaient à la tête du progrès au point de vue technique.

Pour ces raisons, la papeterie française n'importait, jusqu'en 1880 environ, qu'une quantité relativement faible de bois, de pâtes ou encore de papier, tel le papier « bible » par exemple.

(1) « Résultats statistiques du recensement des industries et professions ». Tome IV. Résultats généraux — 1896 — Ministère du commerce. Imprimerie nationale.

L'industrie du papier, partant de la matière première, étrangère ou française, qu'elle ouvrait, semblait avoir le caractère d'industrie complète, dépendant peu de l'étranger, quand un revirement de la situation se dessina, dû à deux causes.

**§ 3. — Dépendance de la papeterie française,
quant aux Bois et aux Pâtes, vis à vis de l'étranger,
à partir de la fin du XIX^e siècle**

La France se trouve dans une région mixte comprenant de vastes forêts, il est vrai, mais aussi de grandes étendues de terrains cultivés. Elle n'est pas couverte de bois dans la même proportion que les terres septentrionales; de plus, pour nourrir sa population relativement dense, elle fût obligée de conquérir des terres arables au détriment de ses forêts.

Disposant donc d'une quantité restreinte de régions sylvestres et ayant à fournir maintes industries, grandes consommatrices de bois, il aurait fallu que la France s'astreignit à une sévère politique de reboisement. Il n'en fut rien et il faut voir dans cette carence une des premières causes dont notre industrie papetière commença à souffrir dans le dernier quart du XIX^e siècle.

L'approvisionnement en bois commençant à se faire plus difficile, rendit par là même plus onéreuse la constitution des stocks nécessaires à nos usines de pâtes en fibres végétales. Certaines, et il faut citer en première ligne les papeteries Bergès, essayèrent bien

de parer au danger en achetant de vastes domaines forestiers, mais, desservies par la crise générale de l'exploitation des bois en France, elles n'obtinrent d'abord aucune amélioration de leur situation (1). Il fallut donc organiser sur une vaste échelle et souvent à des conditions exorbitantes, l'importation des essences nécessaires.

*
* *

Un autre fait allait aggraver encore la dépendance de la papeterie française et faire disparaître bon nombre d'usines fabriquant les pâtes.

Les Pays Scandinaves, éminemment forestiers, puis l'Allemagne, qui s'industrialisait rapidement, entreprirent la fabrication des pâtes d'une manière intensive. Protégeant cette industrie naissante, ces pays se mirent à l'abri de la concurrence étrangère par un ensemble de tarifs douaniers nettement protecteurs. La Suède et la Norvège établirent un droit *ad valorem* de 10 %. Egalement de 10 % fut le droit par lequel se protégea le Danemark. D'autres pays adoptèrent des droits spécifiques à raison de 18 frs les 100 kilos pour la Roumanie, de 4 frs 99 pour la Russie, de 2 frs pour l'Italie, de 1 fr 50 pour la Suisse et de 1 fr. 25 pour l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne (2).

(1) L'Effort des Papeteries de France, par René Thery. — Op. cit.

(2) L'industrie du papier, en France et en Dauphiné — son passé — ses perspectives d'avenir — conférence faite le 14 mars 1917 à la chambre de commerce de Grenoble par M. Auguste Biclet. Grenoble.

À la faveur de ces tarifs, de grandes usines de pâtes furent édifiées, surtout en Scandinavie et en Allemagne. Désirant disputer aux autres nations le marché extérieur des pâtes, ces pays pratiquèrent un vaste « dumping »; vendant très cher leurs produits dans leur propre pays et les écoulant à perte aux autres nations qui avaient négligé de se protéger par une politique douanière de circonstance. Il en résulta, chez ces nations, une décadence fatale des usines spécialisées dans la fabrication des pâtes.

Les pays scandinaves principalement, qui s'étaient mis à l'abri d'un tarif douanier très élevé, préférèrent exporter des pâtes plutôt que des bois, car, dans la transformation qu'ils accomplissaient eux-mêmes, ils réalisaient dans l'ensemble, malgré leurs ventes à perte à certains pays, un bénéfice autrement important que celui qu'aurait pu leur procurer la vente pure et simple des bois.

En présence de ces importations massives de pâtes, la France ne prit aucune mesure de protection. Bien plus, les pâtes de bois, à la suite d'un accord conclu en 1888 entre la France et la Norvège, entrèrent en franchise, non seulement des pays scandinaves mais, par voie de conséquence, de tout le continent européen.

Les importations de cellulose atteignirent des chiffres considérables. Ainsi, dans nos relations avec la Norvège seulement, les entrées passèrent de 700.000 kilos en 1879 à 67.000.000 kilos en 1890.

Alarmés de la situation qui leur était ainsi faite, les fabricants de pâtes et de papier, par l'organe du

Syndicat constitué dès 1890, tentèrent d'obtenir que le gouvernement établît des droits compensateurs leur permettant de lutter contre ces importations à bas prix. Le parlement, influencé de divers côtés, considéra à tort les pâtes, produits manufacturés cependant, comme étant « matière première ». Il établit donc, à l'importation des pâtes, des droits qui auraient été suffisants s'il s'était agi d'entrées de matières premières, mais qui furent considérés par les fabricants français de pâtes comme nettement insuffisants, s'appliquant à des produits demi-ouvrés.

Certaines de nos usines, telles les papeteries d'Etival et du Souche, abandonnèrent alors la fabrication des pâtes chimiques pour bénéficier des avantages de bon marché que leur procuraient, par suite du dumping, les fabriques de pâtes allemandes ou scandinaves. D'autres renoncèrent à un excellent emplacement à proximité de forêts ou de cours d'eau pour s'établir près d'un port et recevoir plus aisément les pâtes étrangères.

La France abandonnait donc peu à peu la transformation du bois en pâtes. Elle se mettait à la merci d'un trust étranger dont l'emprise sur les pâtes pouvait être bien plus redoutable que s'il se fût agi de bois.

*
**

Pour comprendre ce manque d'esprit de protection de notre part, il faut se souvenir que, en 1860, Napoléon III et Michel Chevalier avaient abaissé un

grand nombre de droits et aboli quantité de prohibitions antérieures, imitant en cela l'exemple de l'Angleterre. L'impulsion libérale donnée par la France et l'Angleterre fut suivie par d'autres États et les barrières douanières furent sensiblement réduites par la conclusion de divers traités de commerce.

En 1880, une certaine réaction se produisit chez nous contre le régime libéral de 1860 et se manifesta par un relèvement des taxes inscrites au tarif général, sans qu'elles puissent dépasser toutefois 24 % des droits du tarif conventionnel.

En 1881 de nouveaux traités de commerce furent alors conclus sur cette base pour une période de dix ans avec différents pays, dont la Suède et la Norvège, mais les droits sur les pâtes ne furent pas modifiés ; un accord de 1888, conclu avec ces pays, les fit même entrer en franchise. A cette époque, au moment même où nous continuions à pratiquer une politique relativement libérale, la plupart des autres puissances, hormis l'Angleterre, s'orientèrent vers une politique douanière franchement protectionniste.

A l'expiration des traités, en 1891, la France entreprit la refonte de son régime douanier sur la base du système du double tarif, lequel entré en vigueur le 11 janvier 1892, marquait un retour très net à la protection. Le droit sur les pâtes fut fixé, pour les 100 kilos importés, comme il suit :

NATURE	TARIF	TARIF
	MINIMUM	GÉNÉRAL
Pâte de cellulose mécanique sèche.	1 fr. 00	1 fr. 50
Pâte mécanique humide	0 fr. 50	0 fr. 75
Pâte chimique.....	2 fr. 00	2 fr. 50
Papier courant d'édition ou de presse à la mécanique.....	10 fr. 00	13 fr. 00
Papier à la forme ou à la main...	12 fr. 00	15 fr. 00

Comme nous l'avons vu, cette protection fut jugée insuffisante en ce qui concernait les pâtes.

La France appliqua, dès 1892, aux autres nations son tarif minimum. Elle avait droit, en retour, au traitement de la nation la plus favorisée. Mais par l'effet d'une politique de « spécialisation des droits » qui commença, dès 1902, à être pratiquée par divers pays, la France fut frustrée des droits réduits auxquels elle pouvait légitimement prétendre, et en conséquence elle fut obligée de relever, par une loi du 29 mars 1910, certains droits inscrits à son tarif minimum. Elle augmenta également l'écart existant entre ses deux tarifs. La papeterie toutefois ne reçut de cette réforme presque aucun avantage. Les pâtes, en effet, restèrent soumises aux droits établis en 1892, et les droits sur les papiers ne furent que peu relevés.

Le papier courant d'édition ou de presse, à la mécanique, de plus de 30 grammes au m² continua à payer 10 francs au tarif minimum. Le droit de

13 frs du tarif général fut porté à 15 frs. Le papier à la forme ou à la main ou celui de 30 grammes au m² ou au-dessous eut ses deux droits relevés et paya dès lors 15 francs au tarif minimum et 23 francs au tarif général.

§ 4. — Situation économique à la veille de la Guerre de 1914

Il est intéressant de savoir quelles étaient nos ressources en matières premières proprement dites en 1913.

A part le sapin, le tremble et le peuplier, la plupart des bois français sont inutilisables pour la papeterie. C'est à peine si 650.000 hectares de nos forêts conviennent à l'industrie du papier. Le véritable arbre à papier, l'épicéa, est rare dans notre pays (1). C'est donc aux pays scandinaves, à la Finlande, à la Russie que nous devons nous adresser pour les bois à pâtes.

La France, en 1913, produisait environ 500.000 stères de bois pour papier. Elle en importait autant de l'étranger. Comme la fabrication totale des pâtes mécaniques ou chimiques employées par notre pays absorbait 3 millions de stères (2), c'est donc 2 millions

(1) et (2) Rapport général sur l'industrie française. Tome premier — Ministère du commerce. Direction des études techniques. Paris 1919. Imprimerie nationale,

de stères de bois qui entraient en France sous forme de pâtes.

En ce qui concerne les produits demi-ouvrés, les chiffres donnés par le tableau général du commerce et de la navigation pour les années 1895, 1900, 1905, 1910 et 1913 montrent nettement la progression des importations de pâtes mécaniques ou chimiques. Quant aux exportations de pâtes, bien que le tonnage exporté accuse une certaine augmentation, elles progressaient dans une proportion bien moindre que les importations (1).

ANNÉES	IMPORTATIONS EN TONNES	VALEUR FRANCS	EXPORTATIONS EN TONNES	VALEURS EN FRANCS	DÉSIGNATION
1895	89.203 T. 930 35.817 » 991	568.189 12.188.317	95 T. 657 41 » 269	14.349 14.444	Pâtes mécan. — chim.
1900	77.866 » 558 56.267 » 555	17.130.643 20.818.995	22 » 251 12 » 737	4.450 4.840	Pâtes mécan. — chim.
1905	130.443 » 813 92.269 » 598	15.653.258 21 222 008	1.954 » 298 403 » 900	234.516 92.897	Pâtes mécan. — chim.
1910	204.523 » 300 153.412 » 500	16.361.864 30.682.500	6 » 100 819 » 200	488 163.840	Pâtes mécan. — chim.
1913	259.448 » 900 205.499 » 500	20.755.912 16.648.387	58 » 900 594 » 500	4.712 134.952	Pâtes mécan. — chim.

La consommation intérieure en 1913 montait à

(1) Tableau général du commerce et de la navigation. Tome I. Ministère du commerce. Imprimerie nationale. Années 1895 à 1913.

350.000 tonnes de pâtes mécaniques et 295.000 tonnes de pâtes chimiques, soit au total 645.000 tonnes. 180.000 tonnes seulement étaient préparées en France. Environ 465.000 tonnes, en chiffres ronds, nous venaient donc de l'étranger. Nous produisions également 120.000 tonnes de pâtes de chiffons, de vieux papiers et d'alfa (1).

En 1913, également, l'Algérie a exporté au total 113.600 tonnes d'alfa. Sur cette quantité l'Angleterre en a reçu 104.200 tonnes et la France 960 tonnes seulement. Le reste est allé vers d'autres pays.

La pâte de chiffons représente 26.000 tonnes de pâtes spéciales pour papiers de qualité supérieure. Les importations de vieux papiers s'élèvent en 1913 à 47.000 tonnes, 10.000 tonnes de chiffons de laine et enfin 20.000 tonnes de drilles (2).

*
* *

En regard de ces chiffres concernant soit la matière première, soit les produits demi-ouvrés, quelles étaient les possibilités de production de notre pays en papier, produit fini?

En 1913 il y avait en France 329 exploitations de papeteries avec 699 machines à papier. Sur ce nombre, 39 exploitations n'avaient pas de machines

(1) Rapport général sur l'industrie française 1919. Op. cit.

(2) Rapport général sur l'industrie française 1919. Op. cit.

continues et fabriquaient à la cuve. 153 exploitations avaient une seule machine à papier ; 78 en avaient deux ; 55 usines possédaient moins de 8 machines ; enfin 4 seulement fabriquaient avec plus de 10.

La plus grande partie des exploitations était donc de faible importance. D'autre part, et ceci est particulièrement intéressant à noter, il n'y avait que 63 sociétés anonymes, soit à peine 19 % du total des exploitations (1).

La Société anonyme est cependant l'instrument financier par excellence au moyen duquel peuvent le mieux se développer les usines.

Ces diverses exploitations pouvaient fabriquer par an 700.000 tonnes de papiers divers et de carton, dont 180.000 tonnes de papier journal, couvrant ainsi notre consommation évaluée approximativement à 650.000 tonnes.

Les exportations de papier, à la veille de la guerre, consistaient principalement en papiers de luxe et en papiers paille ordinaires.

Les importations comprenaient surtout des papiers très spéciaux.

(1) Des conditions du développement de la fabrication du papier en France. Conférence faite à la chambre de commerce de Grenoble le 27 février 1918 par André Navarre, ingénieur des Arts et Manufactures, fabricant de papiers. Voiron, 1918

(1) PAPIER-CARTON, ETC., COMMERCE SPÉCIAL				
ANNÉES	IMPORTATIONS EN TONNES	VALEUR EN FRANCS	EXPORTATIONS EN TONNES	VALEUR EN FRANCS
1895	8.159 T. 668	5.867.678	21.383 T. 795	11.495.190
1900	7.424 » 955	4.697.227	24.720 » 304	13.223.153
1905	11.703 » 025	5.777.188	32.850 » 125	15.187.246
1910	17.483 » 600	11.305.163	39.339 » 000	31.815.338
1913	18.222 » 700	15.788.832	46.826 » 800	45.901.485

Le tarif douanier en vigueur en 1913 était celui de 1892 modifié en 1910 et nous rappelons pour mémoire que le papier acquittait un droit de 15 francs au tarif général et de 10 francs au tarif minimum pour les 100 kilos.

*
**

La conclusion que l'on peut tirer des indications qui précèdent, pour la période d'avant-guerre, est la suivante.

(1) Tableau général du commerce et de la navigation, op. cit. Les importations pour les années mentionnées comprennent les rubriques : papier de fantaisie — ou autre — sulfurisé, cartons en feuilles, moulé, façonné, en tubes (busettes). L'année 1913 comprend aux importations : papier de fantaisie ou autre, de plus de 30 gr. au m², de moins de 30 gr. au m², à cigarettes, à la forme. Les autres rubriques, comme pour les années antérieures. Les exportations comprennent, même en 1913, les mêmes rubriques que pour les importations des années avant 1913.

Il est vrai qu'avant la guerre nos usines de papier semblaient suffire pleinement à la consommation et les crises de surproduction qui se renouvelaient périodiquement le prouvent clairement. L'apparition d'une nouvelle fabrique et la brusque mise en circulation, sur un marché intérieur trop restreint, d'une quantité plus grande de papier occasionnaient généralement une baisse marquée des prix, mais la consommation de papier, qui allait toujours en augmentant, rétablissait assez rapidement l'équilibre.

La situation était cependant loin d'être aussi brillante pour qui envisageait l'avenir. Etant donné les qualités et les quantités de bois dont elle disposait en 1913, l'industrie papetière française ne pouvait songer à trouver sur son sol toute la matière première qui lui eût été nécessaire.

Une sage politique de reboisement et l'exploitation tenace et méthodique des fibres coloniales auraient permis de remédier dans une certaine mesure à cette insuffisance. Le moment n'est d'ailleurs pas venu de traiter cette question qui sera examinée ultérieurement.

Il faut cependant, dès maintenant, citer l'exemple de l'Allemagne. Ce pays qui dispose à peu près des mêmes ressources que le nôtre au point de vue matière première, a vu croître considérablement sa production de papier grâce à l'indépendance que, par des tarifs protecteurs, il a su conserver pour la fabrication des pâtes. Produisant 229.000 tonnes de papier en 1875, l'Allemagne avait atteint 1.400.000 tonnes environ en 1913. En 1914, l'Allemagne venait

au premier rang de l'Europe avec 40,1 % de la production européenne, exportant une grande quantité de pâtes et de papier (1).

La France, pendant ce temps, voyait diminuer son indépendance, non seulement quant au bois, faute de politique de reboisement, mais encore quant aux pâtes. Les Etats Scandinaves, la Finlande, le Danemark, l'Allemagne enfin, devenaient maîtres de notre approvisionnement en produits demi-ouvrés. Par voie de conséquence nous devenions également tributaires de l'étranger pour le papier lui-même. Le fait, pour un industriel, de se borner au rôle de simple transformateur le met en état d'infériorité vis-à-vis de celui qui possède une industrie autonome. Ce dernier, à son gré et suivant les conditions économiques, livrera soit la pâte, soit le papier, entre lesquels il a pour ainsi dire le choix, en réglant le prix de l'un ou de l'autre.

La France, privée de la majeure partie de ses usines de cellulose (lesquelles, faute d'être protégées suffisamment, préféraient transformer les pâtes étrangères en papier) était à la merci des exigences d'un trust étranger beaucoup plus qu'elle ne l'eût été s'il se fût agi de s'approvisionner en fibres, car le marché des fibres est beaucoup plus vaste, partant moins susceptible d'emprise.

En outre, en cas de guerre, faute d'un grand nombre d'usines de pâtes, l'industrie de la cellulose

(1) La papeterie par R. Bouvier. Extrait de l'ouvrage 1914-1924. Dix ans d'efforts scientifiques et industriels. Paris-1926.

française ne pouvait être, dès le début du conflit tout au moins, que d'un faible secours pour la défense nationale.

Bref, l'évolution survenue dans la papeterie française depuis une quarantaine d'années devait être considérée, même dès le temps de paix, comme fort regrettable

CHAPITRE IV

La Papeterie pendant la Guerre de 1914

§ 1. — Désorganisation de la Papeterie consécutive à la déclaration de la Guerre

Dès le début de la guerre, les papeteries se trouvèrent très désorganisées. Un certain nombre durent s'arrêter complètement, principalement celles qui se trouvaient dans nos départements du Nord et du Nord-Est, et toutes furent dans l'impossibilité de maintenir en marche l'ensemble de leurs machines. La mobilisation enlevait en effet aux usines la majeure partie d'un personnel non seulement spécialisé, tels les conducteurs ou les mécaniciens, mais en outre agile et vigoureux, qualités indispensables pour la conduite des machines à papier.

Les transports, réservés naturellement à la défense militaire, ne permirent plus des approvisionnements rapides et réguliers. Les importations de matières premières se raréfièrent. L'Angleterre ne nous four-

nissait plus, comme autrefois, le charbon et les chiffons spéciaux : toiles à voiles et vieux cordages. L'Italie prohibait la sortie des chiffons et des matières textiles. Nous ne pouvions plus compter sur la Belgique ou l'Allemagne pour la fourniture des toiles de chanvre ou de lin (1). Les colorants, le matériel de papeterie, les toiles métalliques ou les feutres firent également défaut. Pour tous ces motifs, et il n'a pas encore été question de l'approvisionnement en pâtes, le nombre des machines en activité déclina considérablement. Plus de 300 furent bientôt arrêtées.

Cependant, dès le début de 1915, les papetiers purent se réorganiser à l'aide d'un personnel réduit ou par des moyens de fortune.

C'est alors que se posa, avec une intensité qu'il n'avait jamais eue, le problème du ravitaillement en pâtes. La presse, le plus grand consommateur de papier, avait été obligée de réduire et son tirage et le nombre des pages de ses numéros par suite de l'impossibilité où elle se trouvait d'obtenir les quantités de papier nécessaire.

La politique pratiquée avant la guerre, politique qui mettait la France à la merci des usines étrangères, allait faire sentir ses dangereuses conséquences et cela, non seulement pendant la période du conflit mondial, mais même longtemps après l'armistice. S'étant, en effet, surtout attachée à transformer les

(1) La paille de seigle qui sert à fabriquer environ 6,5 % de la totalité du papier français et qui alimente un groupement industriel dans la Haute-Vienne, fut réquisitionnée par l'intendance.

pâtes étrangères en papier beaucoup plus qu'à accomplir elle-même tout le cycle des opérations en développant ses usines de pâtes; notre industrie se trouvait, nous l'avons vu, aux mains de l'étranger. De lui, dépendait la livraison de la majeure partie des pâtes employées par nos industriels. Or, à la fin de 1914, il n'était plus question, évidemment, de s'adresser aux puissances de l'Europe Centrale. Et certes, le contingent importé de Russie, d'Allemagne et d'Autriche n'était pas négligeable.

En 1913, ces deux derniers pays nous fournissaient 26.536 tonnes de pâtes mécaniques sur un total de 259.448 tonnes importées de tous pays et 65.597 tonnes de pâtes chimiques sur 205.499 tonnes achetées à l'étranger (1).

Nous fûmes donc obligés de nous adresser à la Suède, à la Norvège, au Canada, et à la Suisse. Ces quatre pays, en 1915, nous envoyèrent 171.057 tonnes de pâtes mécaniques et 113.574 tonnes de pâtes chimiques (2).

Il est à remarquer que bien faible devait être pour nous l'apport en pâtes norvégiennes ; ce pays livrait, en effet, la presque totalité de sa fabrication à l'Angleterre. Quant à la Suède, si les quantités qu'elle nous fournit furent autrement importantes, ses conditions nous furent en retour très onéreuses. Forte de sa situation et de son quasi monopole de produc-

(1) et (2) « Le papier pour les livres », rapport présenté par Albert Crolard au congrès national du livre — Paris 1917. Syndicat des fabricants de papier de France — Cercle de la librairie — Paris 1917.

trice de pâtes en Europe, à cette époque de bouleversement mondial, la Suède nous fit payer fort cher la cellulose qu'elle nous livrait. Souvent, même, nos achats furent suspendus, la Suède prétendant considérer la pâte à papier comme « élément d'échange » contre d'autres produits déterminés qu'en retour nous aurions dû lui expédier.

Or, parmi ces produits, il s'en trouvait qu'il nous était impossible de laisser passer à l'étranger sous peine de les voir pénétrer par des voies détournées chez nos ennemis et servir, contre notre pays, à leur défense nationale.

Les relations avec une partie de la Scandinavie étaient donc, on le voit, assez difficiles au début de la guerre.

En outre, la Suède possédant une industrie « complète », autonome, pouvait, à son gré, livrer soit la pâte, soit le papier, en en réglant seule les prix.

Tous ses efforts tendirent alors à décourager nos commandes de pâtes en en élevant les cours pour nous contraindre à acheter à la place le produit fini : le papier.

Les craintes que pouvait faire naître, avant la guerre, notre situation d'industrie surtout transformatrice plutôt que complète, commençaient à se réaliser.

§ 2. — Le Problème du papier journal
Mesures prises pour faciliter le ravitaillement
des Journaux en papier

Que faire en présence de ces difficultés?

Les grands journaux politiques ou d'information, dont le public, avide de nouvelles, s'arrachait les feuilles, ne purent supporter les effets de cette crise qui réduisait de plus de 50 % la production du papier et en faisait hausser les prix.

Sans doute la gêne économique restreignit les demandes en papiers de luxe, de tenture, d'emballage, etc... ; les livres édités furent moins nombreux et beaucoup de revues arrêtaient leur publication, mais forte était la voix de la Presse pour faire aboutir ses revendications à cette heure grave où elle avait pour mission essentielle de maintenir le moral de la nation. Ce fut donc par les journaux que le public ressentit la crise du papier.

Cette crise, qui avait pour point de départ un manque de matières premières dont la répercussion se faisait cependant sentir dans toutes les branches de l'industrie papetière, devint donc la « crise du papier journal ».

Ce fut à l'instigation des directeurs de journaux que furent prises toutes les mesures les plus importantes destinées à remédier à la situation. Ces mesures

eurent, par la suite, de graves répercussions sur l'économie de l'industrie papetière.

Voilà pourquoi la question que nous nous proposons d'étudier se limite en un certain sens d'elle-même. Elle se ramène pratiquement au problème du « papier journal ».

*
**

La Presse, pour assurer son ravitaillement en papier, songea, dès 1915, à coordonner ses efforts par la création du « Groupement des intérêts économiques de la Presse ». Cet organisme comprenait 200 journaux, dont le *Journal*, le *Matin*, le *Petit Parisien*, l'*Echo de Paris*, le *Petit Journal* et l'*Humanité*. Parallèlement et avec l'aide des pouvoirs publics, une « Commission interministérielle » fut organisée.

La Presse, ainsi groupée, demanda et obtint une diminution du droit de douane à l'importation tant du papier journal que des pâtes servant à le fabriquer. Cette diminution dont n'eussent dû souffrir que les fabriques de papier journal, allait atteindre en fait l'industrie papetière toute entière, car le mot « papier journal » définit seulement l'emploi fait d'un papier quelconque et non la composition spécifique d'un papier déterminé (1). C'est ainsi que des publications telles que le *Miroir*, le *Flambeau*, le *Monde Illustré*,

(1) Association nationale d'expansion économique. « Le Papier », par Jean Poirier, agrégé de l'Université. Ancien élève de l'école normale supérieure. Extrait de l'enquête sur la production française et la concurrence étrangère. Paris 1917.

le *Pays de France*, *J'ai vu*, le *Journal pour Rire*, le *Journal Amusant*, les journaux financiers, corporatifs, économiques, de modes, etc... bénéficièrent de mesures qui, primitivement, devaient être réservées à la presse proprement dite, c'est-à-dire à la presse d'opinion.

En 1914, le droit d'importation applicable à tous les pays qui nous vendaient du papier, les Etats-Unis exceptés, était de 10 frs par 100 kilos au tarif minimum. Le papier journal valant environ 30 francs le quintal, la protection qui en résultait était donc, en 1914, de 33 % *ad valorem* (1).

Le 10 février 1915, le « groupement des intérêts économiques de la Presse » obtint par décret une réduction de 60 % des droits d'entrée sur les papiers destinés à l'impression des journaux.

Le droit de douane sur ces papiers descendait donc de 10 frs à 4 frs les 100 kilos. Le droit sur les pâtes destinées à la fabrication du papier journal fut également abaissé dans la même proportion de 60 %. Cette réduction très sensible fut encore majorée à la demande de la presse et portée à 95 % par une loi du 14 août 1915 (2). Le papier journal n'acquittait donc

(1) Nous disons « protection *ad valorem* » et non « droit *ad valorem* » pour marquer le taux de protection réelle qui résulte des droits spécifiques établis, suivant que le prix du produit s'élève ou s'abaisse.

(2) L'article 5 de la loi de finances du 20 mars 1910 interdit au gouvernement de modifier, par décret, les lois de douane. Le décret du 10 février 1915 devait donc être transformé en loi.

plus qu'un droit insignifiant de 0,50 par 100 kilos, simple droit de statistique. Sur les pâtes chimiques, les droits se trouvaient ramenés de 2 frs à 0,10 pour 100 kilos et enfin, sur les pâtes mécaniques, ils passaient de 1 fr. à 0,05.

Cette loi devait s'appliquer pendant toute la durée des hostilités et ne prendre fin qu'à l'expiration du troisième mois qui en suivrait la cessation (1). Celle-ci ayant été fixée au 23 octobre 1919, c'est donc le 23 janvier 1920 que les papiers de presse et les pâtes destinées à sa fabrication, auraient dû revenir au régime normal. Nous verrons par la suite qu'il n'en fut rien.

Ces diverses mesures, ainsi que le montre le tableau suivant, encouragèrent aussitôt les importations du papier.

ANNÉES	Importations de papiers de plus de 30 gr. au m ² catégorie dans laquelle rentre le papier journal	Valeur en francs	Importations de papiers autres que ceux de plus de 30 gr. au m ² (2)	Valeur en francs	Total des importations obtenues en additionnant les 2 catégories d'importations précédentes	Valeur en francs
1913	11.273 T. 200	9 018.560	6.949 T. 500	6.770.292	18.222 T. 700	15.788.852
1915	49.402 » 100	44.191.890	6.259 » 000	7.388.925	55.361 » 100	51.580.815
1916	103.924 » 900	187.064.820	22 049 » 900	31.078 990	125.974 » 800	218.143 810

(1) Cette loi avait réuni 393 voix sur 474 votants, malgré la brillante intervention de M. Crolard, président du syndicat des fabricants de papier de France et député de la Haute-Savoie. Cette même loi ne passa au sénat qu'avec une voix de majorité.

(2) Cette rubrique comprend ici : les papiers de fantaisie

La rubrique « papiers de plus de 30 grammes au mètre carré » ne comprend pas uniquement le papier dénommé « papier journal » dont le cours était de 30 frs environ les 100 kilos en 1913, mais elle englobe également des papiers de qualité supérieure dont les prix, à la même époque, pouvaient atteindre trois ou quatre cents francs les 100 kilos. Aussi, notons-le tout de suite, ne peut-on songer à se servir de ce tableau pour obtenir le cours moyen du papier journal pour une année donnée en divisant les valeurs en douane par la quantité importée, le résultat de cette opération ferait ressortir un cours moyen de beaucoup supérieur à celui du papier journal ; ainsi, pour l'année 1913, le cours moyen des papiers de plus de 30 grammes au mètre carré serait de 81 frs en chiffres ronds, alors que le papier journal valait 30 frs. Ajoutons que, pour la même raison, il est impossible d'établir une discrimination entre les quantités et valeurs respectives des qualités de papier composant cette rubrique de « plus de 30 grammes » ; il suffit de savoir que le tonnage des papiers autres que le papier journal, dans cette même rubrique, est relativement faible bien que la valeur en soit souvent considérable.

ou autre, les papiers autres que de fantaisie, c'est-à-dire à la mécanique, à savoir : papier de moins de 30 grammes au m², papiers à cigarettes, à la forme, sulfurisé et carton en feuilles, moulé, façonné ou en tubes. En sont exclus les papiers à la mécanique dits de plus de 30 gr. au m² qui font l'objet de la première colonne du tableau.

Mais ce qu'il importe avant tout de remarquer, ce sont les résultats de l'abaissement des droits.

L'importation des papiers de plus de 30 grammes composant la première colonne du tableau, où le papier journal tient la plus grande place, a augmenté comme il est naturel dans des proportions bien plus considérables que l'importation des papiers représentés par la seconde colonne, papiers non admis à la réduction de 95 %.

Les importations de pâtes, au contraire, furent inférieures, en quantité, à ce qu'elles étaient en 1913 (1).

ANNÉES	IMPORTATIONS DE PÂTES MÉCANIQUES	VALEUR EN FRANCS	IMPORTATIONS DE PÂTES CHIMIQUES	VALEUR EN FRANCS
1913	259 448,900	20.755.912	205.499,300	46.648.387
1915	169 470,400	33.894.080	113 401,700	56.700.830
1916	213.208,600	87.445.526	149.502,500	121 097.025

Quel enseignement peut-on tirer de ces deux faits et, plus largement, de l'examen des deux tableaux d'où ils ressortent?

Il apparaît, tout d'abord, que le cours des pâtes semble, s'élever proportionnellement, de façon beaucoup plus rapide que celui des papiers. Le prix de

(1) Tableau général du commerce et de la navigation, Op. cit.

ces derniers a un peu plus que doublé dans la période qui s'étend de 1913 à 1916, alors que le prix de la pâte mécanique a quadruplé dans le même laps de temps.

Relativement, maintenant, aux quantités importées, on est frappé de voir une augmentation considérable du tonnage des papiers introduits en France, alors que les entrées de pâtes diverses ont sensiblement diminué.

Ces deux remarques, relatives aux prix et aux quantités, montrent très clairement la manœuvre de l'étranger ayant pour but de nous livrer, avant tout, du papier fini, de préférence aux pâtes. Profitant de la situation créée par les événements, les usines scandinaves, américaines ou autres, aidées puissamment par l'abaissement, exagéré au dire des papetiers, de 95 % des droits de douane, ne songèrent qu'à se rendre maîtresses de notre marché en faisant tomber nos usines transformatrices de pâtes en papier, spécialement celles qui s'occupaient de papier journal ou autres papiers de qualités inférieures.

Les cours des pâtes étrangères s'élèvent donc, dès le vote de la loi du 19 août 1915, beaucoup plus rapidement que ceux du papier dont l'importation se trouva ainsi favorisée. Voici, d'ailleurs, comment ce résultat put être atteint.

Nous savons que, depuis la réduction de 95 % des droits d'entrée, les pâtes chimiques ne payaient que 0,10 au lieu de 2 frs et les pâtes mécaniques 0,05 au lieu de 1 fr., soit un dégrèvement de 1,90 pour les premières et de 0,95 pour les secondes. Or, il entre

dans la composition du papier journal 25 %, ou un quart, de pâtes chimiques et 75 % ou trois quarts, de pâtes mécaniques. Partant de cette donnée, il est facile de déterminer ce que fut ce dégrèvement pour le papetier français achetant ses pâtes à l'étranger.

Le quart de 1,90 étant de 0,47 (pour les pâtes chimiques) et les trois quarts de 0,95 étant de 0,72 (pour les pâtes mécaniques), la réduction de 95 % diminuait de 1,19 soit 1,20 en chiffres ronds, le prix de revient des 100 kilos de pâtes mélangées dans la proportion de 25 à 75 %. Le papetier français ne bénéficiait donc que d'un dégrèvement de 1,20 pour les 100 kilos de pâtes étrangères qui lui permettaient d'obtenir environ 100 kilos de papier journal, alors que le fabricant suédois, par exemple, voyait le papier fini qu'il expédiait en France dégrevé de 9,50 par 100 kilos. Il y avait donc, sur les seuls droits de douane, une différence de 8,30 entre la production française et la production étrangère, différence toute à l'avantage de cette dernière, lorsqu'elle exportait son papier dans notre pays.

Voulant décourager notre industrie de transformation, l'étranger majora donc considérablement le prix des pâtes.

De 1890 à 1914, par suite de l'insuffisance des droits à l'importation et du dumping, nos usines productrices de pâtes avaient eu peine à lutter contre la concurrence étrangère. A partir de 1915, ce furent nos usines transformatrices de pâtes étrangères en papier journal qui connurent une crise semblable.

La guerre aidant, le mal grandit peu à peu et atteignit successivement chacun des échelons supérieurs de la fabrication.

Beaucoup d'usines élaborant du papier avec des produits étrangers durent alors arrêter leur fabrication ou, tout au moins, la réduisirent et se consacrèrent à la production d'engins de guerre.

Sans doute, pour parer à la crise de l'approvisionnement en pâtes et pour lutter contre l'importation grandissante du papier, essaya-t-on de mieux utiliser les matières premières que nous possédions, notamment les vieux papiers et les chiffons et pour employer ces derniers, quelques piles défileuses furent remises en état. En février 1916, chiffons et papiers représentaient 35 % des matières mises en œuvre.

Enfin, dès 1917, les importations de papier furent elles-mêmes considérablement gênées par diverses mesures de blocus et par la guerre sous-marine. Elles tombèrent à 69.069 tonnes de papier en 1917, dont 32.534 tonnes de papiers de plus de 30 grammes au mètre carré.

A la même époque, les importations de pâtes mécaniques furent de 88.701 tonnes d'une valeur de 66.525.975 francs et celles des pâtes chimiques, de 71.607 tonnes, valant 78.768.250 francs. Le papier journal coûtait 105 francs les 100 kilos et le 1^{er} septembre 1917, le prix de vente des journaux fut porté à 0,10.

Pour parer à cette difficulté des approvisionnements, « l'Office national de la Presse » fut constitué. Il succéda, en 1918, à la « Commission interminis-

térielle de la Presse » et joua un rôle assez important pour qu'il en soit fait tout spécialement mention. Son action déborda et anihila peu à peu celle du « Groupement des intérêts économiques de la Presse » et s'étendit à la défense des intérêts économiques et corporatifs de la presse quotidienne et périodique.

Cet office ne comprenait que des directeurs de journaux et seulement deux ou trois représentants de la papeterie. Il se fit attribuer le monopole des importations et obtint du gouvernement de véritables privilèges.

Le fret nécessaire pour importer des Etats-Unis le papier journal dont nous avions besoin lui fut garanti, et cependant les navires étaient déjà en nombre insuffisant pour assurer le transport des troupes, des vivres ou du matériel de guerre en provenance d'Amérique. Ce fret fut en outre consenti au taux le plus bas du matériel de guerre. Transporté par des navires autres que ceux de la flotte d'Etat (si cela eût été possible), le fret du papier en bobines eût été au moins cinq fois plus coûteux.

Enfin un fret à taux réduit fut également accordé pour les importations du papier journal scandinave. Malgré ces avantages qui permettaient un sensible accroissement des importations, celles-ci étaient encore insuffisantes pour les besoins de la Presse ; aussi, afin de donner aux papetiers français la possibilité d'augmenter leur production, l'office leur accorda-t-il une partie des avantages de fret dont jouissait la Presse elle-même. Nos usines purent

alors se procurer plus facilement pâtes et charbon mais sous un contrôle étroit et constant de l'office, contrôle qui se prolongea au delà du 11 novembre 1918.

Pour l'année 1918, les importations de pâtes mécaniques accusent 148.609 tonnes d'une valeur de 118.888.000 francs, celles des pâtes chimiques, 102,292 tonnes, valant 121.086.000 francs. Les importations de papiers atteignaient 53.619 tonnes dont 40.253 tonnes de papiers de plus de 30 grammes au mètre carré.

*
* *

Nous venons de voir ce que fut la politique papetière de la France de 1914 à 1918. Cette politique se justifie ou, tout au moins, s'explique par la situation dans laquelle notre pays se trouva du fait de la guerre sur son propre territoire et des événements qui en furent la conséquence : Anéantissement de nos usines à papier du Nord et du Nord-Est, diminution de rendement de la plupart des autres par suite de la disparition d'un personnel spécialisé et de l'insuffisance des matières premières, abatage intense de nos forêts pour les besoins des armées, destruction complète de certaines par l'ennemi, etc...

Il fallait cependant à la France du papier, il lui en fallait à tout prix pour continuer à éditer ses journaux dont l'opinion publique réclamait les informations journalières et dont la défense nationale ne pouvait se passer soit pour soutenir et orienter les

esprits, soit pour contrebalancer les fausses nouvelles lancées par les adversaires. Or pour la fourniture de ce papier, nous étions, pour ainsi dire, à la merci des neutres et de quelques-uns de nos alliés.

La presse du Dauphiné et de quelques autres régions continua bien à être alimentée dans une large mesure par les papeteries de la contrée, mais c'est parce que ces usines produisaient elles-mêmes leurs pâtes chimiques et mécaniques et qu'elles purent se procurer sur place, comme par le passé, le bois nécessaire; en outre, la houille blanche ne leur fit jamais défaut.

Quant aux approvisionnements en papier de la grande Presse, ce fut l'étranger qui les lui assura, concurremment avec deux ou trois usines françaises spécialement pourvues. Ces dernières usines manquèrent de commandes de papier journal seulement lorsque les importations étrangères furent trop abondantes. Alors, grâce à des approvisionnements effectués aux conditions toutes spéciales que nous connaissons, elles fabriquèrent d'autres sortes de papier, qu'elles purent vendre à des prix dépassant à peine les prix que devaient payer, pour acheter les pâtes non soumises au régime de faveur, les autres usines françaises qu'elles venaient ainsi momentanément concurrencer.

Les importations de papier de plus de 30 grammes au m² représentées par 11.273 tonnes en 1913, atteignaient 40.253 tonnes en 1918. Dépendant de l'étranger pour la quantité, nous subissions ses exigences quant aux prix. De 1914 à 1918, la pâte

chimique au bisulfite, écrue, passait de 20 fr. les 100 kilos à 125 fr. et la pâte mécanique sèche, de 12 fr. à 115 fr. Le papier journal vendu, avant la guerre, 30 fr. environ les 100 kilos, atteignait le cours de 169 fr. en juin 1918.

Notre industrie, condamnée pendant quatre ans à une diminution d'activité, n'avait pu renouveler son matériel; les usines étrangères, au contraire, dont la concurrence pouvait s'exercer sans peine sur notre marché, faute de droits suffisants à l'importation, avaient augmenté considérablement leurs moyens de production et les avaient amortis en totalité ou en partie. A l'armistice, malgré la victoire de nos armes, l'avenir économique paraissait devoir être assez sombre. De 1914 à 1918, les indices des prix de gros passaient de 100, indice de base, à 340. A la fin de 1918, la livre sterling atteignait le cours de 26 fr. et les 100 couronnes suédoises dont le pair était de 139,89, cotaient 160 environ. Le prix de revient des fabriques françaises allait probablement être encore accru par un moins bon rendement constaté dans la main-d'œuvre, par une augmentation des salaires individuels, enfin par une réduction de la journée de travail dont il était déjà vivement question (la « loi de huit heures » entra en vigueur le 23 avril 1919).

Pour tous ces motifs, la protection *ad valorem* qui allait résulter du rétablissement de l'ancien droit de 10 fr. sur le papier journal et sur les pâtes, semblait donc être insuffisante. En effet, après de pareils événements, l'industrie papetière, fortement handicapée par la concurrence étrangère et même par un dum-

ping prononcé, pourrait-elle, sans protection efficace, développer ses laboratoires de recherches de fibres nouvelles, ses usines de pâtes, créer des centres aux colonies et moderniser son matériel de fabrication de papiers courants ?

La reconstitution d'une industrie « complète », prenant sur place les matériaux bruts et les amenant, par toute la gamme des transformations, à finition intégrale, eût été, au dire des papétiers, la solution rationnelle du problème; temps et collaboration des pouvoirs publics eussent été nécessaires.

Quelle ligne de conduite allait être maintenant adoptée, qui permettrait à notre industrie papetière de se libérer peu à peu de la dépendance où elle était tombée ?

DEUXIÈME PARTIE

LA PAPETERIE FRANÇAISE APRÈS LA GUERRE

L'industrie de la fabrication du papier en France n'a pas pris, après la guerre, l'essor que l'on eût souhaité et la cause primordiale en est la même que celle qui, déjà avant la guerre, entravait cette industrie dans son développement, à savoir, la nécessité d'une importation considérable de matières premières par suite de l'insuffisance de bois indigène. Nous avons vu, au reste, que nous étions tributaires de l'étranger non pas seulement pour le bois, mais aussi pour les pâtes et le produit fini, et tout spécialement pour le papier journal.

Postérieurement à l'armistice, le même danger de dépendance subsista, danger auquel vint s'ajouter un élément nouveau d'insécurité (nouveau du moins par son ampleur) : les fluctuations des changes. Sans doute, les variations des devises étrangères devaient-

elles avoir leurs répercussions sur toutes les branches de l'industrie française en général, mais plus que toute autre peut-être, l'industrie de la papeterie, en raison des modalités particulières de ses achats de matières premières à l'extérieur, était exposée à subir le contre coup de cet événement. Il est en effet indispensable que, vers le mois d'octobre, les usines de pâtes qui traitent les bois du Nord se soient assuré leur approvisionnement pour une période de six mois environ, en constituant, avant la fermeture des ports par les glaces, de grandes réserves de matières premières à Calais, au Havre, à Rouen ou à Nantes. Or quels risques (comme aussi il est vrai quels gains) peuvent engendrer pour les industriels, dans une période de grande instabilité monétaire, des approvisionnements accumulés si longtemps à l'avance; nul ne l'ignore et nous ne voulons pas insister davantage sur ce point en ce moment. Notre intention est seulement de marquer ici, qu'aux diverses causes qui avaient contrarié jusque là l'expansion de la papeterie française, allait s'en ajouter une autre, la fréquence et l'amplitude des mouvements du change.

CHAPITRE PREMIER

L'Industrie papetière et spécialement celle du Papier journal au cours des années 1919 et 1920

§ 1. — Situation économique après l'Armistice Maintien d'un régime douanier de faveur pour les papiers de presse

Bien que nous nous soyons proposé de traiter principalement la question du papier journal (question qui semble devoir tenir une place de tout premier plan dans une étude de l'évolution de l'industrie papetière), il paraît impossible de ne pas dire quelques mots du régime auquel ont été soumis les papiers autres que ceux de presse. Il y a, en effet, entre ces deux sortes de papiers, une différence de traitement qu'il convient de mettre en relief.

Après l'armistice, il parut d'abord que les importations de papiers, autres que ceux de presse, c'est-à-

dire des papiers toujours soumis au droit d'entrée de 10 francs, allaient augmenter.

L'étranger, à cette époque, nous fournissait, en effet, du papier courant d'édition à un prix inférieur à celui qu'il était en notre pouvoir de produire, mais la difficulté des transports maritimes et la cherté croissante du fret vinrent ralentir le mouvement.

A la demande tant des consommateurs de papier, soucieux de se procurer la qualité désirée au meilleur compte, que des fabricants français, en lutte difficile contre la concurrence étrangère, le gouvernement se tourna alors vers l'office national des papiers autres que ceux de presse. Ce dernier, pour concilier les intérêts en jeu, réglementa les importations à la fois quant à la quantité, en s'efforçant cependant de satisfaire les besoins les plus pressants et quant aux prix, par l'application d'un système de péréquation sur lequel nous n'insisterons pas. Il suffit de savoir que de janvier à avril 1919, les prix de vente de nos usines baissèrent de 18 %, baisse qui atteignit même 30 % dans la seconde moitié de cette même année.

Cependant les prix de toutes choses n'avaient cessé de croître de 1915 à 1919. Ils avaient plus que triplé. Le gouvernement songea alors à établir, sur un certain nombre de marchandises, des taxes douanières de superposition *ad valorem* destinées à restituer aux droits l'incidence protectrice qu'ils avaient avant la guerre. Cette incidence s'était réduite dans des proportions telles que, pour la plupart des marchandises, les droits n'avaient plus que le caractère d'une simple taxe de statistique, sans effet compensateur. Il s'agis-

sait donc d'une mise au point provisoire tendant à rétablir l'équilibre tarifaire rompu par la hausse considérable des prix.

Les prix des papiers courants d'impression ou d'édition, bien qu'ayant baissé de 18 et même de 30 %, restaient encore très élevés. Ils atteignaient 150 francs environ en 1919 alors qu'ils étaient de 40 francs en 1914, aussi ces papiers rentraient-ils dans la catégorie des diverses marchandises dont le droit d'importation allait être rehaussé.

Par un décret du 13 juin 1919, le gouvernement homologua les propositions de l'office national des papiers autres que ceux de presse. Cependant, un mois après, et par mesure de simplification, un autre décret en date du 13 juillet 1919 remplaça les « taxes de superposition » qui venaient d'être établies, par des « coefficients de majoration ». Ceux-ci furent calculés par le ministère sans que l'office ait été consulté. Ils se trouvèrent tellement élevés que l'office national des papiers demanda, peu avant sa dissolution, et obtint leur réduction par un décret du 4 septembre 1919.

Le taux de ces coefficients, par lesquels devait être multiplié le droit fixe inscrit au tarif de 1910, était ramené de 3 à 1,5, et se trouvait ainsi plus conforme à l'intérêt des consommateurs. Les papiers courants d'écriture ou d'édition qui, avant la guerre comme pendant toute sa durée, avaient acquitté, au tarif minimum, un droit de 10 francs aux 100 kilos, devaient donc payer, dès lors, un droit de $10 \times 1,5$ soit 15 francs au même tarif minimum.

Entre temps, le régime des licences d'importation sous contrôle, établi pendant la guerre pour tous les papiers et cartons, fut supprimé le 1^{er} juin 1919. La liberté d'importation fut donc rétablie, sauf pour le papier journal dont les entrées continuaient d'être réglementées.

Le gouvernement pensait, avec raison, qu'il convenait de « replacer l'industrie française sous le régime « minimum de protection auquel elle était soumise « avant la guerre, afin que la liberté des importations « (qui venait d'être rétablie) ne devint pas l'arrêt de « mort de nombre d'industries ».

Ce coefficient de 1,5 déclenchait, de la part des éditeurs, une campagne très vive, et pourtant il est facile de voir que la protection *ad valorem* qui en résulte (1) est moindre que celle d'avant-guerre. Le droit de douane de 10 francs, alors que le papier d'édition valait 40 francs, représentait un coefficient de protection de $\frac{10}{40} = 25 \%$. Le droit de 15 francs, calculé sur le prix du papier au cours de 160 francs environ en octobre 1919, représente seulement une protection de $\frac{15}{160} = 9,4 \%$, c'est-à-dire bien moindre que celle établie en 1910.

Un effort, bien faible il est vrai, venait donc d'être fait, pour permettre à notre production nationale de papiers courants d'impression ou d'édition, de se reconstituer et de n'être point écrasée par la concurrence étrangère.

(1) Voir note 1 page 53.

*
**

Toute différente fut la politique suivie pour les papiers de presse.

La liberté des importations ne fut pas rétablie à leur égard et elles continuèrent à être réglementées par l'office national de la Presse. En outre, il ne pouvait pas être question de les soumettre au tarif douanier normal de 1892 modifié en 1910 ni, à plus forte raison, de leur appliquer un régime quelconque de coefficients. On se souvient, en effet, que l'abaissement de 95 % des droits de douane dont le papier journal bénéficiait depuis le 14 août 1915, devait, en vertu même de cette loi, subsister jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suivrait la cessation des hostilités. Celle-ci ayant été fixée au 23 octobre 1919, un retour des papiers de presse au tarif normal, avec ou sans coefficients, ne pouvait donc être envisagé avant le 23 janvier 1920. La Presse continua en outre, par l'intermédiaire de l'office de la Presse, à bénéficier des mêmes avantages de fret que nous connaissons déjà et qui lui avaient été accordés en 1918 par le gouvernement.

Grâce à ces avantages, la Presse continua d'introduire de grandes quantités de papier et notamment du papier américain. Inutile de se demander quel intérêt elle avait à faire venir son papier des Etats-Unis. L'Amérique vendait moins cher que nos fabricants. Après avoir coûté 105 francs les 100 kilos en septembre 1917, le papier journal français atteignait 169 francs en juin 1918, Les cours descendirent, il est

vrai, à 100 francs en août 1919, mais ils remontèrent ensuite à 110 francs en septembre, à 120 francs en octobre et à 130 francs en décembre 1919. Parallèlement les cours du papier journal américain apparaissaient sensiblement inférieurs: alors qu'en France, le papier national se vendait 120 francs en octobre 1919, le papier des Etats-Unis cotait, au même moment, 75 francs les 100 kilos C.I.F. port français.

Les papetiers français affirment cependant que cette différence en faveur du papier américain était plus apparente que réelle. Si l'on tient compte de l'avance considérable d'argent qui s'imposait pour l'importation des papiers américains, puis d'une majoration de poids de 10 à 20 % au mètre carré, enfin d'un pourcentage de déchets de 15 % environ occasionné par les nombreuses manutentions, on s'aperçoit, prétendent les papetiers, que l'économie réalisée sur le prix d'achat du papier outre-atlantique, était, au fond, un peu illusoire.

Par ailleurs, il est certain que, du fait de l'augmentation des exportations, le cours du papier remonta sensiblement en novembre 1919. Le même phénomène de hausse se produisit également pour nos achats à la Suède. Ce pays, après avoir consenti des prix de papier exceptionnellement bas dans le but de conserver un débouché à une production sans cesse accrue, fut obligé, sous l'influence du cours des changes et du prix du fret, de relever ses exigences. Le papier journal suédois coûtait plus de 135 francs en décembre 1919.

Les prix du papier journal étranger se relevaient

donc sensiblement et tendaient à se rapprocher, à qualité égale, des prix du papier français. D'ailleurs la hausse continue des devises étrangères semblait devoir mettre un frein à l'augmentation des importations.

En présence d'une telle situation qui rendait moins redoutable la concurrence étrangère, nos fabricants de papier journal allaient-ils avoir enfin la possibilité de se réorganiser? Les importations de papier journal marquant un certain ralentissement et les besoins de la Presse allant sans cesse en augmentant, nos pape-teries semblaient avoir avantage à acheter leurs pâtes de papier journal à l'étranger pour les transformer en papier et satisfaire ainsi provisoirement aux besoins du marché national jusqu'au jour où, recevant une plus grande quantité de bois étrangers, elles pourraient les travailler en pâte et accomplir tout le cycle des opérations.

Dans ces conditions, relever le droit de douane sur les papiers et pâtes à journaux devait-il paraître moins urgent ou même inutile? La question mérite d'autant plus une étude spéciale que le privilège accordé pendant la guerre à la Presse allait bientôt prendre fin.

Il convient donc d'examiner le prix de revient du papier suédois, par exemple, amené à pied d'œuvre en France, et de le comparer au prix de revient du papier fabriqué par nos usines avec des pâtes suédoises. Cet examen fera ressortir l'opportunité ou l'inutilité de la protection douanière en faveur de nos fabricants de papier journal.

§ 2. — Comparaison de la fabrication du papier journal en France et à l'Etranger

Si la qualité « journal » est choisie pour cette étude, ce n'est pas seulement parce que nous discutons ici de la politique à suivre après 1919 à l'égard du papier journal, mais encore et surtout parce que, par sa régularité de composition et par sa qualité dans les divers pays où il est fabriqué, ce papier peut être considéré à juste titre comme étalon de l'industrie papetière.

En 1919, les fabriques suédoises étaient considérées comme les mieux équipées et les plus avantageusement exploitées. Ce sont elles, en effet, qui par leur situation géographique bénéficient des plus grandes facilités pour importer leurs produits dans notre pays et qui apparaissent ainsi comme les concurrentes les plus dangereuses pour notre papeterie. Il semble donc tout naturel de choisir une papeterie suédoise, de préférence à une autre comme terme de comparaison. Nous supposerons également une usine française située à proximité d'un port, outillée à la moderne et conduite avec un rendement égal à celui de l'usine suédoise qui lui sera opposée. Ainsi sera écartée l'objection relative à la vétusté de notre matériel.

Nous prendrons donc deux usines, l'une suédoise, l'autre française, achetant leurs pâtes mécaniques ou

chimiques sur le marché au même moment. Nous déduirons cependant 20 % du prix des pâtes en faveur de la papeterie suédoise pour tenir compte de ce que, soit directement, soit par maisons à intérêts connexes, les papeteries scandinaves ont un bénéfice certain dans la fabrication des pâtes qu'elles emploient.

En novembre 1919, les prix les plus bas qui nous étaient imposés par la Suède étaient les suivants : Kr. S (1) 110 les 1.000 kilos de pâtes mécaniques humides et Kr. S. 490 les 1.000 kilos de pâtes chimiques.

En ce qui concerne le fret, les tarifs les moins élevés entre la Scandinavie et la France atteignaient Kr. S. 40 pour les 1.000 kilos de pâte mécanique humide et Kr.S. 65 pour la même quantité de pâte chimique.

Pour fabriquer 100 kilos de papier journal, nous supposons que Suédois et Français emploieront 25 kilos de pâte chimique et 80 kilos de pâte mécanique (2).

60 kilos de charbon anglais à Kr.S. 150 la tonne seront utilisés pour le séchage par l'usine suédoise. L'économie que beaucoup d'usines suédoises réalisent sur ce chiffre de 60 kilos, en employant partiellement du bois pour le chauffage de leurs chaudières est compensée, dans le calcul ainsi établi, par le coût des kilowatt hydro-électriques employés à la tritu-

(1) Kr. S. — Couronnes suédoises.

(2) Les données et le calcul de ces prix de revient sont empruntés à une brochure anonyme éditée par le syndicat des papetiers, 154, boulevard Haussmann, parue en 1920.

ration, coût que volontairement nous n'avons pas chiffré.

En ce qui concerne maintenant l'usine française, 140 kilos de charbon à 150 frs la tonne (cours de novembre 1919) seront employés pour la trituration et le séchage.

Les frais généraux de fabrication ou financiers pour l'usine suédoise et l'usine française, également bien outillées, seront fixés à 25 frs par 100 kilos de papier, pour chacune de ces usines. Ce chiffre, puisqu'il s'agit de dépenses intérieures dans chaque pays, sera établi pour la Suède, en couronnes, non pas au change du franc en novembre 1919, mais à un chiffre proche du pair, soit 1 fr. 60.

Les données du problème étant ainsi posées, quel était le prix de revient du papier journal suédois en novembre 1919, lorsqu'il arrivait à Rouen, par exemple ?

Prix de revient du papier suédois :

Pâte chimique 25 kgs à Kr. S. 40 moins 20 %, les	
100 kgs =	Kr. S. 8 »
Pâte mécanique, 80 kgs à Kr. S. 22 moins 20 %, les	
100 kgs =	Kr. S. 14 08
Charbon, 60 kgs à Kr. S. 150, la tonne =	» 9 »
Frais de fabrication =	» 15 62
Prix de revient total, par 100 kgs de papier	
F. O. B. =	Kr. S. 46 70

Transport du papier suédois à Rouen :

Frêt Kr. S. 90 les 1.000 kgs, soit pour 100	
kgs =	Kr. S. 9 »

Prix de revient des 100 kgs de papier C. I. F.	
Rouen =	Kr. S. 55 70

ce qui équivaut, au change de 2 Fr., à 111,40.

Prix de revient du papier français :

Pâte chimique, 25 kgs à Kr. S. 46,50 les 100 kgs C.	
I. F. =	Kr. S. 11 62
Pâte mécanique 80 kgs, à Kr. S. 30, les 100 kgs C. I. F.	
« secs » =	Kr. S. 24 »
Ensemble	Kr. S. 35 62
Au change de 2 francs	Fr. 71 25
Transport des pâtes à l'usine française	» 4 75
Charbon, 140 kgs à 150 francs la tonne	» 21 »
Frais divers	» 25 »
	132 »

De la comparaison de ces deux prix de revient, une différence de 132 fr. — 111,40 = 20,60 ressort à l'avantage de la fabrication suédoise. Or, les usines française et suédoise dans l'exemple choisi, avaient été considérées, pour l'établissement des calculs, comme possédant un égal degré de perfectionnement industriel et comme assujetties à des frais divers égaux. Par suite à quel facteur faut-il attribuer cet avantage? Il semble bien que, dans la situation géographique de l'usine suédoise, réside la principale cause de la différence constatée en sa faveur.

On peut ajouter, toutefois, que la dépréciation du pouvoir d'achat de notre monnaie à l'extérieur n'y était pas non plus complètement étrangère.

Quoi qu'il en soit, en présence des chiffres, on se trouve naturellement amené à penser qu'un relèvement du droit de douane sur le papier journal apparaissait comme nécessaire si l'on voulait rendre possible le développement de cette fabrication spéciale sur notre territoire et la préserver d'une manœuvre

de dumping comme celle, notamment, qui avait eu lieu au mois d'août 1919 de la part des Scandinaves. A cette époque, en effet, les suédois nous livrèrent du papier à Kr.S. 36 et cependant l'examen du tableau des prix de revient suédois permet d'affirmer que le prix normal de vente (à moins de vendre à perte) n'aurait dû pouvoir logiquement descendre au-dessous de Kr.S. 46 F.O.B. ou Kr.S. 55,70 C.I.F.

On objectera peut-être que le tableau en question mentionne les prix des diverses matières premières pour le mois de novembre et non pour le mois d'août, mais il est avéré que les cours de ces matières premières étaient sensiblement les mêmes à ces deux époques.

L'auteur du travail sur les prix de revient ajoute, d'ailleurs, que l'on peut aussi bien étendre ses conclusions aux papiers d'écriture ou d'édition, les correctifs à apporter aux calculs du fait des frais particuliers à ces papiers ne devant pas modifier les résultats ci-dessus constatés.

En résumé, le droit de 15 frs, que le décret du 4 septembre venait d'instaurer augmentait bien la protection de la production française mais il n'arrivait pas cependant encore à rétablir l'égalité entre notre production et la production suédoise, qui restait toujours relativement avantagée.

**§ 3. — Répercussion d'une augmentation
du Droit de Douane sur le prix de revient
des livres courants et des journaux**

Les années 1919 et 1920 ne devaient pas être seulement graves entre toutes pour l'industrie papetière du fait de l'orientation économique qui allait être suivie après quatre années de secousses profondes, mais encore parce que ces années 1919 et 1920 marquèrent le point de départ d'une campagne très vive entre nos consommateurs de papier, naturellement soucieux de s'approvisionner au meilleur compte, et nos fabricants, en lutte de concurrence avec une industrie étrangère vivifiée par la même guerre qui n'avait causé que ruines sur notre sol.

Les consommateurs de papier, les éditeurs tout d'abord, commencèrent par protester contre l'élévation du droit de douane effectuée le 4 septembre. Ils étaient, en effet, les premiers atteints par cette mesure, car le papier journal restait toujours dans la même situation privilégiée, le décret en question ne le concernant pas.

Cette augmentation de 50 % des droits d'entrée qui portait à 15 frs l'ancien droit de 10 frs, souleva donc de vives critiques bien que, comme nous l'avons vu par le calcul des divers prix de revient, cette augmentation sensible apparût comme très légitime.

Pour s'élever ainsi contre ce droit de 15 frs,

quelles répercussions les éditeurs constataient-ils donc dans leurs prix de revient ?

En 1914, le volume in/16 était vendu 3 frs 50; son poids de papier représentait 350 grammes et les 100 kilos valaient alors 40 frs. Les 350 grammes revenaient donc à 0 fr. 14. A ce chiffre il convient d'ajouter 0 fr. 035 pour 350 grammes du fait du droit à l'importation de 10 frs les 100 kilos, si l'on admet que les éditeurs doivent acquitter eux-mêmes ce droit en sus du prix du papier lui-même. Le prix du papier ainsi grevé était donc, au total, de 0 fr. 14 + 0 fr. 035 = 0 fr. 17 pour un prix de vente de 3 fr. 50 le volume.

En 1919, le prix de la même qualité de papier était de 160 frs les 100 kilos; 350 grammes, poids en papier du livre, coûtaient donc 0 fr. 56. D'autre part, le droit de douane de 15 frs se traduisait par une incidence de 0 fr. 052 pour 350 grammes. Le prix de revient de ces 350 grammes de papier importé était ainsi, pour le volume in/16 se vendant à cette époque 4 frs 90, de 0 fr. 56 + 0 fr. 052 = 0 fr. 61.

De l'examen de ces chiffres, une conclusion très nette se dégage; la hausse déplorée par les éditeurs ne doit pas être uniquement attribuée à l'augmentation du droit de douane, et la vente du livre au prix de frs 4,90 ne pouvait être sérieusement entravée par l'augmentation de 0 fr. 017 résultant de l'élévation du droit.

Le papier considéré en lui-même (nous voulons dire abstraction faite de l'incidence du droit de douane) n'a pas non plus l'importance que l'on

serait tenté de croire dans le prix de revient d'un livre courant. La hausse sur le papier, bien que très grande, n'était en effet, qu'un des éléments de la crise dont souffrait l'Édition en 1919 et les droits d'auteur, les frais généraux, la publicité, la main-d'œuvre considérable que supposent la composition, le tirage, la couverture et le brochage expliquent au moins autant que le coût du papier, si ce n'est plus, le relèvement énorme du prix de revient du livre et par là même la diminution de la marge des bénéfices des éditeurs.

Dans les mois qui ont suivi l'application de la loi du 23 avril 1919, appelée « loi de huit heures », on a pu constater, en effet, un relèvement considérable des frais de main-d'œuvre; l'augmentation a été de 50 % pour les manœuvres et les conducteurs, de 75 % pour les margeurs, de 62 % pour les typographes, etc... Ceci permet de comprendre qu'un éditeur, M. Albin Michel, ait pu dire à cette époque : « Une baisse du papier n'aurait pas grande importance ; c'est surtout l'augmentation du coût de la main-d'œuvre qui nous accable ».

Il semble donc bien qu'en réclamant un abaissement des droits de douane les éditeurs se soient exagéré les conséquences que leur procurerait une telle diminution. La réduction des droits de douane à leur taux d'avant-guerre (de 15 à 10 frs) ferait gagner aux éditeurs 1,4 centime par livre vendu 4 frs 90. La suppression complète du droit de douane leur ferait gagner 4 centimes sur le même livre. Quant à la Presse, quelle allait être à son égard la

répercussion du droit de douane, le jour, très proche, où une augmentation des droits à l'importation du papier journal serait mise à l'étude ?

Nous savons qu'avant la guerre le même tarif de 10 frs s'appliquait aussi bien au papier d'édition qu'au papier journal. Nous tablerons donc, en présence de cette unification des droits, sur un droit de 15 frs aux 100 kilos et nous allons reprendre, pour le papier journal, le même raisonnement que celui que nous avons suivi en étudiant l'édition.

En 1919, un exemplaire à format courant d'un journal de 4 pages pesait 25 grammes et était vendu aux intermédiaires 0 frs 07. Le papier servant à sa composition coûtait 130 frs les 100 kilos; les 25 grammes revenaient donc à 0 fr. 032, soit 43 % du prix de vente. Pour ces mêmes 25 grammes, l'incidence du droit d'importation de 15 frs aux 100 kilos était de 0,0037. Les 25 grammes importés coûtaient par conséquent, au total, $0,032 + 0,0037 = 0,035$ pour le numéro vendu 0 fr. 07, soit 50,8 % du prix de vente.

Il apparaît donc que le fait de porter le droit de douane à 15 frs les 100 kilos pour le papier journal n'était pas de nature à apporter une modification bien sensible dans la marche de la Presse, d'autant plus qu'en développant davantage sa publicité, la dépense supplémentaire de papier en résultant pouvait trouver une suffisante compensation dans le produit des annonces.

Quoi qu'il en soit, au début de 1920, les papetiers, spécialement les fabricants de papier journal, récla-

maient, avant tout, un retour de la Presse au régime de droit commun, c'est-à-dire la suppression de la réduction de 95 % dont elle jouissait depuis 1915, et, en outre, l'établissement à titre transitoire d'un droit d'importation de 10 frs au minimum, auquel devrait se substituer ultérieurement un droit de 15 frs, ainsi qu'il en était pour l'édition.

§ 4. — La Crise économique de 1920

Tels étaient les desiderata des fabricants de papier français vers le 23 janvier 1920, époque à partir de laquelle devait cesser d'être appliquée la loi du 14 août 1915, concernant la réduction de 95 % des droits de douane sur les papiers de presse. La nécessité d'un relèvement semblait, nous l'avons vu, tout à fait légitime et cependant la Presse obtint d'abord un premier sursis jusqu'au 30 juin 1920, puis un second jusqu'au 31 décembre de la même année. Le papier journal continuait donc, comme depuis 1915, à ne payer qu'un droit de 0 fr. 50 aux 100 kilos, simple droit de statistique en vérité. Par suite, les importations, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant (1), ne cessèrent de s'accroître.

ANNÉES	Importations de papiers de plus de 30 gr. au m ² , catégorie dans laquelle rentre le « journal »	Valeurs en francs	Importations de papiers autres que ceux de plus de 30 gr. au m ²	Valeurs en francs	Total des importations obtenu en additionnant les deux catégories d'importations précédentes	Valeurs en francs	Production française de papiers de Presse (environ)
							tonnes
1913	41.273 ¹ 200	9.018.560	6.949 ¹ 500	6.770.292	48.222 ¹ 700	45.788.852	180.000
1919	64.733 ¹ 100	90.626.340	14.106 ¹ 700	27.992.045	78.839 ¹ 800	118.618.385	110.000
1920	127.562 ¹ 800	357.175.840	18.818 ¹ 200	53.783.330	146.381 ¹ 000	410.959.170	90.000

Bien que le taux infime de ce droit de 0 fr. 50 soit une explication déjà suffisante, un autre fait contribua largement aussi à l'augmentation de ces importations; ce fut, à la fin de mai 1920, la suppression du régime des licences d'importation. A ce moment, l'office national de la Presse chargé de l'approvisionnement du papier sous contrôle fut dissous; la liberté d'importation fut en conséquence rétablie et les journaux, dont le prix venait d'être relevé et porté à 0 fr. 15 le 1^{er} mai, se tournèrent vers les marchés français ou étrangers susceptibles de leur fournir la plus grande quantité possible de papier, même à un prix très élevé. Dans ces conjonctures nos usines de papier auraient peut-être pu satisfaire une grande partie des demandes si on leur avait facilité les moyens de lutter à armes égales contre leurs concurrentes étrangères, mais tel n'était pas le cas. Aussi, ne trouvant pas à s'approvisionner chez nous en

(1) Extrait du « Tableau général du commerce et de la navigation », op. cit.

quantité suffisante, les journaux français, par un souci peut-être excessif du lendemain, se lancèrent-ils dans la constitution d'énormes stocks de papier qu'ils tirèrent de la Scandinavie, de la Suisse, de la Finlande, de la Tchéco-Slovaquie, de l'Autriche et de l'Allemagne. A l'imitation des directeurs de journaux, tous les gros éditeurs furent obsédés par la crainte de manquer de papier. Il se produisit alors un déséquilibre très prononcé entre l'offre et la demande et les prix montèrent par suite, pendant un certain temps, d'une façon vraiment inquiétante. Au mois de juin 1920, le prix de la pâte au bisulfite écrue atteignit 330 francs les 100 kilos alors qu'en 1913 la même qualité coûtait 20 frs et qu'en avril 1919 elle était payée seulement 75 frs. La pâte mécanique sèche passait de 11 frs en 1913 à 53 francs en 1919 et à 270 frs en 1920. La pâte chimique blanchie était livrée à 565 francs en 1920.

Les prix des pâtes s'enflant, les cours du papier haussaient de même et, dans le courant du mois de juin 1920, les 100 kilos furent vendus jusqu'à 350 frs. Une pareille hausse provoquée par des achats massifs ne pouvait évidemment continuer; la crise survint dès l'automne 1920, l'effondrement se produisit. Ce fut un effondrement brutal: les cours du papier baissèrent à une allure de panique, faisant ressortir à des prix démesurément élevés les achats conclus à l'étranger peu de temps auparavant. L'exécution de ces marchés, point n'est besoin de le dire, fut une ruine pour nombre d'acheteurs. C'est alors qu'on entendit de nombreux consommateurs de papier

affirmer que la hausse aboutissant à la crise avait été voulue, préparée par les manœuvres de certains papetiers français.

Sur quels fondement repose cette affirmation ? — Nous n'avons pu le dégager. Nous avons examiné les bilans de plusieurs papeteries importantes et il ne nous est point apparu qu'elles aient bénéficié de la prétendue manœuvre de hausse qu'on leur impute. D'autre part, il semble bien que nos papetiers, dans leurs contrats de vente, n'aient pas imposé à leurs acheteurs de papier une majoration correspondante à l'augmentation qu'avaient subies les matières premières entrant dans la fabrication.

En effet, la hausse dont les papetiers avaient supporté le poids dans l'achat de leurs pâtes était de 2.300 % des prix d'avant-guerre alors qu'ils ne réclamèrent à leur clientèle de journaux qu'une majoration de 1.100 % des prix de 1914.

Quoi qu'il en soit, cette période de crise ne fit qu'accroître l'amertume des éditeurs et de la presse contre nos papetiers, créant une atmosphère peu propice à une entente.

Plus que jamais cependant un accord eut été souhaitable. Ce n'étaient ni l'établissement du droit de 15 frs sur les papiers d'édition restituant à peine à l'industrie française le minimum de protection dont elle jouissait avant la guerre ni, à plus forte raison, le maintien, pour la Presse, de la réduction de 95 % des droits d'entrée qui pouvaient faire augurer un meilleur avenir économique.

L'Angleterre, elle, suivait, pendant ce temps, une

toute autre politique, fort instructive pour notre pays. Plus mal partagée que nous sous le rapport des ressources en bois ou en chutes d'eau, dépendant également de l'étranger pour la majeure partie de ses matières premières, l'alfa excepté, l'Angleterre développait d'une façon remarquable sa fabrication de papier et devenait nettement exportatrice. Chez elle comme chez nous, les consommateurs de papier firent valoir les mêmes arguments en faveur d'un abaissement des droits de douane mais la Grande Bretagne ne les écouta pas et jusqu'au début de 1920 elle fut pratiquement fermée à l'importation du papier étranger. Les Anglais, ont, semble-t-il, reconnu la nécessité de protéger leur industrie nationale du papier contre la concurrence étrangère pendant la période de reconstitution économique consécutive à l'armistice, afin de n'être pas absolument tributaires de l'étranger pour un produit de consommation aussi indispensable.

Quant à la France, la protection accordée était, nous l'avons vu, à peine suffisante pour permettre à notre industrie de se relever ; d'autre part, la protection artificielle due à la baisse anormale du pouvoir d'achat de notre monnaie à l'extérieur, n'était ni sûre ni suffisante et, en 1920, elle semblait devoir être passagère. Dans ces conditions, nos fabricants hésitaient à engager les capitaux qui eussent été nécessaires pour améliorer leur industrie et pour développer la fabrication indigène des celluloses.

A l'automne de 1920, la papeterie française, à peine sortie d'une violente crise, se demandait avec inquiétude ce que lui réservait l'avenir.

CHAPITRE II

Politique douanière suivie pour les Papiers de Presse et d'Édition de 1921 à 1926

§ 1. — Les Décrets du 11 Janvier et du 28 Mars 1921 et leurs conséquences

De même que dans les développements qui précèdent, la politique douanière va, dans ce chapitre, tenir une place prépondérante. Toutes les marchandises importées en effet, matières premières, produits demi-ouvrés ou finis, ont été, depuis la guerre, assujetties à des droits de douane raisonnablement compensateurs, c'est-à-dire tenant compte des charges supplémentaires imposées à la production nationale en général, par les impôts, le taux des salaires, le prix des transports, tels qu'ils étaient à l'époque où les relèvements furent opérés.

Seule de toutes les industries, la papeterie française, malgré des revendications paraissant bien légitimes, n'a pas bénéficié de ces mesures qui lui auraient permis de lutter à armes égales avec l'étranger,

Ce régime de défaveur, cette sorte d'exclusion du droit commun, ont été considérés par les intéressés comme la cause principale de la crise subie depuis lors par leur industrie. N'est-ce pas avec juste raison ?

L'année 1920, nous le savons, a été assez dure pour les consommateurs de papier. Leur politique d'achat sans frein se traduisant par une élévation considérable des cours, suivie d'une baisse de non moins grande amplitude, avait placé de nombreux éditeurs dans une situation précaire; aussi le droit de douane de 15 frs au tarif minimum et de 22 frs 50 au tarif général, établis par le décret du 4 septembre 1919, ne tardèrent-ils pas à être considérés par eux comme inacceptables. Ils réclamèrent donc la suppression du coefficient de 1,5, bien que nous ayons établi, au chapitre précédent, que le retour au droit de 10 frs ne devait leur procurer qu'un avantage extrêmement faible : un centime 4 millimes par volume vendu 4 frs 90. Ils entreprirent alors toute une campagne pour retrouver ce droit d'avant-guerre (et celui de 15 frs au tarif général).

De son côté, la Presse, dont le privilège allait prendre fin, envisageait avec appréhension le retour au régime du droit commun du moment, droit de 15 frs au 100 kilos, au tarif minimum pour ses papier d'importation.

Presse et éditeurs marchèrent donc de concert en vue de faire supprimer tout coefficient de majoration en ce qui les concernait, et de revenir purement et simplement au droit de 10 frs (tarif minimum) et de 15 frs (tarif général).

Le 3 décembre 1920, malgré l'opposition du ministre du commerce, la Chambre accorda satisfaction aux demandes de la Presse et de l'Édition et le 11 janvier 1921, date à retenir dans l'histoire de la papeterie, un décret supprimait pour tous les papiers nécessaires à l'impression des journaux, des périodiques et de l'édition, le coefficient de 1,5. Les autres papiers, formant la catégorie certainement la moins importante de nos importations, celle aussi pour laquelle la concurrence étrangère était la moins redoutable, eurent le droit de douane relevé par le coefficient 3 au tarif minimum. Les 100 kilos de papiers autres que ceux qui nous intéressent, payèrent donc $10 \times 3 = 30$ frs aux 100 kilos à l'importation. Par ailleurs, comme à cette époque l'industrie française, en général, luttait avec peine contre la concurrence de certains pays à monnaie dépréciée parmi lesquels étaient surtout nos anciens adversaires, le Gouvernement releva les divers coefficients au tarif général, qui était notamment applicable aux pays ex-ennemis. Ce relèvement fut opéré par un décret du 28 mars 1921 qui augmenta très sensiblement le taux du droit de douane au tarif général, pour de nombreux produits. En ce qui concerne le papier, le nouveau tarif général devint égal au tarif minimum multiplié par le coefficient 4, c'est-à-dire $10 \times 3 \times 4 = 120$ frs aux 100 kilos. Cette mesure ne toucha que les papiers autres que ceux de la presse ou d'édition, car la Presse et les éditeurs, désireux de continuer à s'approvisionner en Allemagne au

taux du tarif général d'avant la guerre, 15 frs, firent exclure leurs papiers de ce relèvement.

Au total, pour les papiers de presse et d'édition, il y avait retour au droit de 10 frs, au tarif minimum, en vigueur avant la guerre. L'essai de protection tenté en faveur des papiers d'édition n'avait été qu'éphémère et cependant son maintien eût, semble-t-il, été souhaitable. Quant aux papiers de presse, la suppression du régime de faveur établi par la loi du 14 août 1915, avait abouti à l'établissement de ce droit de 10 frs jugé insuffisant.

§ 2. — Insuffisance des droits frappant les papiers de presse et d'édition

De la fin de l'année 1921 au début de l'année 1926, notre marché intérieur du papier n'eût pas à souffrir de crise économique semblable à celle de 1921 ; cependant le privilège créé par les décrets du 11 janvier et du 28 mars 1921 devait avoir pour résultat de développer de façon alarmante les importations de papier en France. En l'absence de droits compensateurs dont de nombreux produits avaient cependant été favorisés, il était difficile (pour ne pas dire impossible) à nos fabricants de papiers de consommation courante de résister à la concurrence étrangère, concurrence d'autant plus redoutable que les charges

fiscales ou autres imposées à notre industrie devenaient chaque jour plus lourdes. C'est ainsi qu'à partir de 1921, l'impôt sur les bénéfices de guerre réalisés entre le 1^{er} août 1914 et le 30 juin 1920 commença à être perçu et absorba jusqu'à 80 % des bénéfices. Cet impôt était calculé sur la somme révélée par la différence entre les bénéfices ressortant de la moyenne des bilans des trois années d'avant-guerre et les bénéfices réalisés pendant les années de guerre. D'autre part, le relèvement considérable du prix des papiers de presse et d'édition fit apparaître comme bien faible la protection *ad valorem* (1) découlant du droit de 10 frs au tarif minimum en vigueur avant 1914.

Cette protection correspondait à 30 % en 1913, au moment où le papier journal valait 30 frs environ les 100 kilos et acquittait 10 frs de droits à l'entrée en France.

Pour permettre de se rendre compte plus facilement des anomalies survenues, nous avons établi la moyenne des prix cotés par le papier journal et le papier d'édition pendant les années 1921, 1922, 1923, 1924, 1925 et nous avons appliqué à ces prix moyens le droit de 10 frs aux 100 kilos. Ce travail, résumé dans le tableau ci-dessous (2), met en lumière la décroissance de la protection *ad valorem* des papiers

(1) Voir note 1 page 53.

(2) Les cours moyens du papier journal et d'édition ont été obtenus à l'aide des cours mensuels publiés par « Le Courrier du Livre », Directeur M. René Berteaux.

de presse et d'édition au fur et à mesure de l'élévation de leurs prix.

ANNÉES	Cours moyen du papier journal	Protection <i>ad valorem</i>	Cours moyen du papier d'édition satiné	Protection <i>ad valorem</i>	Cours moyen du papier d'édition surglacé	Protection <i>ad valorem</i>
1913	30 fr.	30 0/0	40 fr.	25 0/0		
1921	160 »	6,1 »	184 »	3,4 »	220 fr.	4,3 0/0
1922	416 »	8,6 »	440 »	7 »	170 »	5,8 »
1923	436 »	7,3 »	179 »	5,8 »	217 »	4,6 »
1924	453 »	6,5 »	183 »	5,4 »	233 »	4,2 »
1925 moyenne des six premiers mois pour 1925	162 »	6,1 »	192 »	5,2 »	236 »	4,2 »

La diminution de la protection ne fit donc que s'accroître, influencée à la fois et par la hausse ininterrompue des prix résultant d'une augmentation des besoins de toute nature, par conséquent de la demande et par l'ascension progressive des devises étrangères. Du mois d'avril 1922, en effet, à la fin du mois de juillet 1926, la réduction du pouvoir d'achat de notre monnaie à l'étranger se manifesta d'une façon presque régulière ainsi qu'en témoigne le tableau suivant (1).

(1) Emprunté en partie au périodique « La réforme économique ».

PLACES	Pair	31 Août 1924	27 Décembre 1922	29 Décembre 1923	31 Décembre 1924	31 Décembre 1925	21 Juillet 1926
Londres, 1 Livre..	25,22	47,58	63,89	85,03	87,43	129,85	243
New-York, 1 Dollar	5,48	42,77	43,75	19,61	18,44	26,70	49
Suède, 100 Krs....	439,89	276	370	518	498	719,50	1239
Suisse, 100 Francs.	100	218	261	342,50	359,75	517,75	896
Berlin, 100 Marks.	123,46	14	0,18			(1) 636 pour 100 Reichmarks	1119 pour 100 Reichmarks

Ce mouvement des changes était dû à diverses causes : En 1923, solde déficitaire assez prononcé de notre balance commerciale, difficultés soulevées par l'Allemagne dans l'exécution de ses paiements, inquiétude des capitalistes français du fait des projets d'impôt sur le capital, crainte de leur part d'une crise monétaire semblable à celle subie par l'Allemagne, transfert à l'étranger d'une partie de leurs avoirs, crises ministérielles, et enfin difficultés d'établissement d'un plan financier paraissant presque insurmontables.

La hausse des devises étrangères atteignit son maximum pendant les six premiers mois de l'année 1926 et particulièrement au cours de juillet.

Il semble à première vue que ce phénomène aurait dû tout au moins ralentir l'élan des importations de papier, mais s'il en fut ainsi pour de nombreux produits, les besoins sans cesse grandissants du marché du papier en France annihilèrent les effets

ordinaires de ce frein d'une manière presque complète durant les années 1922, 1923 et 1924.

En 1925 se manifesta bien une diminution assez sensible des importations de papiers envisagées dans leur ensemble, mais si l'importation totale fut en effet inférieure de 7.843 tonnes à celle de 1924, la différence en moins ne fut, pour les papiers soumis aux droits réduits, que de 613 tonnes 300.

On voit par ce qui précède que la hausse des devises étrangères n'eut pas, sur le rythme des importations générales des papiers, l'influence modératrice qu'il était naturel de prévoir et que, si cette influence se manifesta à un moment donné, ce fut beaucoup moins sur les papiers de presse et d'édition que sur les autres papiers.

Le tableau (1) ci-après fait ressortir clairement cette constatation.

ANNÉES	Papiers à la mécanique de plus de 30 gr. au m ²		Valeurs en francs de l'ensemble des colonnes 1 et 2	Papiers	Valeurs	Importations totales obtenues en additionnant les colonnes 1, 2, 3 4	Valeurs en francs
	Non soumis aux droits réduits	Soumis aux droits réduits Presse et Edition		autres	en francs		
	1	2		3			
1921	13.969 ¹ 800	39.997 ¹ 000	84.632.480	11.101 ¹ 400	22.015.520	65.068 ¹ 200	106.647.970
1922	14.483 ¹ 100	103.225 ¹ 200	127.708.000	8.667 ¹ 100	23.249.000	136.375 ¹ 400	150.937.400
1923	22.956 ¹ 300	111.778 ¹ 900	167.717.000	7.874 ¹ 600	30.471.000	147.639 ¹ 800	198.188.000
1924	23.756 ¹ 900	117.551 ¹ 600	193.586.000	9.726 ¹ 200	42.431.000	151.034 ¹ 700	236.017.000
1925	19.080 ¹ 500	116.938 ¹ 300	224.431.000	7.062 ¹ 700	40.697.000	144.689 ¹ 300	265.125.000

(1) Les chiffres des colonnes 3 et 4 ont été empruntés au

La quantité des papiers de presse et d'édition importés chaque année sous le bénéfice du droit réduit de 10 frs au tarif minimum et de 15 frs au tarif général apparaît donc comme considérable et représente la majeure partie des importations totales.

Le tableau suivant fait ressortir le pourcentage de ces papiers admis aux droits réduits (colonne 2 du tableau précédent) par rapport aux entrées des autres papiers de toutes catégories (colonne 4 du même tableau).

Années ...	Pourcentage des importations des papiers de presse et d'édition admis sous le bénéfice des droits réduits				
	1921	1922	1923	1924	1925
	61,4 %	75,6 %	75,7 %	77,8 %	81 %

Alors qu'en 1925 nous avons pu noter une légère diminution des importations des papiers de presse et d'édition, ce dernier tableau nous permet de constater au contraire, pour la même époque, une augmentation sensible du pourcentage des importations de ces mêmes papiers.

« Tableau général du commerce et de la navigation » op. cit. Nous avons dû leur faire subir une légère modification pour les faire concorder avec les quantités des papiers de presse et d'édition de la colonne 2, fournis par le syndicat des papetiers qui les tenait lui-même et spécialement de l'administration des douanes, mais provisoires et non rectifiés alors que ceux du tableau général étaient les chiffres définitifs revus par la commission des valeurs en douane.

Si ces divers tableaux mettent en évidence notre dépendance manifeste vis-à-vis de l'étranger, notre production de papiers de presse, entre autre, diminuant graduellement et atteignant à peine, au cours des années 1922, 1923, 1924 et 1925 le chiffre moyen de 90.000 tonnes par an, il est intéressant de connaître les pays qui nous firent ces fournitures de papiers de presse et d'édition.

Que la Norvège, la Suède, la Finlande, pour ne citer que ces pays, aient été nos principaux fournisseurs, nul ne peut s'en étonner; nous savons en effet que, dès le début des hostilités, ces pays, déjà favorisés en matière première, avaient considérablement perfectionné et intensifié leur production de papiers courants, mais, nous sans surprise, nous trouvons aussi l'Allemagne. L'Allemagne, en effet, tient une place prépondérante dans les importations de ces papiers introduits en France, non plus au droit de 10 frs du tarif minimum, mais au droit de 15 frs du tarif général appliqué dans nos relations commerciales avec elle depuis le 11 janvier 1921. Au cours des années 1921, 1922, 1923, 1924 et 1925, l'Allemagne vint se placer soit au premier soit au second rang des pays exportateurs de papiers de presse et d'édition. Dans le tableau ci-dessous, nous présenterons les pays exportateurs que nous venons d'indiquer en commençant par ceux dont nous recevons la plus grande quantité de papier.

Quantités, EN TONNES, de papiers de presse et d'édition introduites en France et provenant de :					
PAYS DE PROVENANCE	1921	1922	1923	1924	1925
Allemagne..	7.238	20.609	35.110	29.262	41.894
Norvège. . .	8.005	26.257	26.470	29.365	43.347
Suède.....	3.481	14.488	9.443	13.370	21.697
Finlande ..	5.305	14.309	8.821	8.371	6.516
Pays-Bas...	3.800	7.284	6.259	11.468	40.894
Suisse.....	5.873	9.395	8.860	9.614	10.620

Les importations allemandes passent donc par un maximum en 1923 et leur contingent de papiers de presse et d'édition représente, à cette époque, 24 % du tonnage global importé. Cet accroissement s'explique par les bénéfices considérables procurés aux fabricants allemands par les ventes effectuées en monnaie étrangère. Ainsi en juin 1923, les cours en Allemagne même correspondaient à 80 frs français et le papier était vendu à Paris 130 francs, alors que le papier français ne pouvait être livré sur cette même place à moins de 145 frs. Il semble donc bien que l'on doive attribuer à la chute rapide du mark l'accroissement de ces importations, car, dès 1924, à partir du moment où l'Allemagne, créant le Rentenmark stabilisait le mark au cours de 4.200 milliards par dollar, les importations du papier allemand

commencèrent à diminuer sensiblement. L'Allemagne n'en restait pas moins pour cela une concurrente fort dangereuse et bien que ses fabriques de papier fussent moins nombreuses en 1920 qu'en 1913 (409 usines au lieu de 495), sa production augmenta cependant régulièrement et atteignit 1.500.000 tonnes en 1920, alors qu'en 1913 elle ne fabriquait que 1.011.000 tonnes.

L'examen de ce tableau nous permet de faire encore une autre remarque : on peut être étonné de voir figurer, au rang des pays nettement exportateurs de papiers courants, la Suisse et les Pays-Bas. En 1913, la Suisse élaborait seulement 28.425 tonnes de papier et la Hollande pouvait en fabriquer 56.275 tonnes. C'étaient là quantités relativement faibles et qui expliquent pourquoi, avant la guerre, le contingent de papier que nous recevions de ces deux pays était infime. Comment alors se fait-il qu'en 1925 la France ait pu importer 10.894 tonnes de papier hollandais et 10.620 tonnes de papier suisse, soit respectivement 19,3 % et 37,3 % de leur production de 1913 ? Il est difficile d'admettre que ces deux pays aient, depuis 1913, considérablement augmenté leurs moyens de production et il semblerait plus logique de penser que la majeure partie des papiers courants qui nous venaient de Suisse et de Hollande étaient d'origine allemande (1).

Notons enfin qu'en 1925 les importations Suédo-

(1) « L'industrie française du papier, sa situation critique ». Brochure publiée par le syndicat des papeteries en mars 1924

Norvégiennes compensaient largement la diminution des importations allemandes.

**§ 3. — Manœuvres de dumping
de la part de l'Etranger favorisées
par une concentration de ses organes de vente**

Indépendamment des observations que nous a suggérées l'étude des diverses quantités importées, l'examen de ce tableau nous montre que la France dépend d'un nombre relativement restreint de pays pour la majeure partie de son approvisionnement en papier. Quatre surtout dominent nos importations ; bien groupés géographiquement, également très développés au point de vue industriel, ils peuvent nous faire courir un réel danger de sujétion économique.

Qu'advierait-il de l'indépendance et du rayonnement de la « pensée française » dans le monde, le jour où, ayant ruiné les quelques usines françaises qui continuaient à produire une partie de nos papiers courants, l'étranger mettrait nos éditeurs de livres ou de journaux dans l'alternative ou de suivre telle ou telle politique ou de ne plus recevoir de papier ? Aussi bien, si on analyse même rapidement l'orientation commerciale de la Norvège, de la Suède, de la Finlande et de l'Allemagne, est-on conduit à se demander si la concurrence économique n'était pas

doublée d'une pensée politique comportant de bien plus graves conséquences, car il apparaît que deux faits caractérisèrent en notre matière la politique commerciale étrangère au cours des années 1921, 1922, 1923 et 1924; la centralisation des organismes de vente et le dumping.

Tout d'abord, la Suède ne pouvant lutter avec les bas prix finlandais ou allemands, obligée de vendre en 1921 et en 1922 son papier et ses pâtes dans des conditions qui constituaient un véritable dumping, se mit d'accord avec la Norvège en vue de créer un organisme unique pour leurs ventes aux Etats-Unis. La Suède, la Norvège, pays jusque là concurrents, confondirent donc leurs intérêts en les mettant aux mains d'un seul vendeur (1).

De son côté, la Finlande put alimenter notre marché grâce à la chute de son mark, suivant en cela l'exemple de l'Allemagne. Ses exportations furent monopolisées par deux organismes de vente et devinrent considérables, si l'on songe que sur 150.000 tonnes de papier élaborées en 1921, elle en exporta 140.000 en divers pays, dont la France.

A côté de l'industrie scandinave, qui se trouva de ce fait concentrée pour la vente en trois organismes, il faut mentionner l'industrie allemande. L'Allemagne constitua, en 1922, un « verband » ou cartel de répartition et de vente, et elle réorganisa admi-

(1) « L'industrie française du papier — sa situation critique ». Op. cit.

ablement ses fabriques de pâtes et de papier en poursuivant un double but : produire le plus possible au prix de revient le plus avantageux et vendre à l'étranger au prix qu'il faudrait pour amener la disparition ou l'absorption des industries rivales. Pour rendre plus certain son monopole de vente de papiers courants à l'étranger, elle acheta de nombreuses forêts et des usines dans l'Europe centrale.

Redoutables étaient donc la concurrence scandinave et la concurrence allemande, puisque, dans l'ensemble, la répartition de la production se trouvait dépendre de quatre organismes de vente seulement.

D'autre part, nous eûmes à subir des manœuvres de dumping nettement caractérisées. C'est ainsi que les Allemands et les Suédois nous livrèrent leurs pâtes à un prix nullement en rapport avec celui de leurs papiers en sorte que nos fabricants, travaillant avec les celluloses allemandes et scandinaves, étaient dans l'impossibilité d'offrir au consommateur français leur papier à un prix aussi bas que celui auquel les Allemands et les Scandinaves nous offraient le leur.

Deux exemples, entre autres, viennent confirmer ces dires (1) :

Au début de décembre 1923, le papier journal satiné allemand était couramment vendu 125 francs à Paris; son prix à la frontière française, déduction faite du

(1) Exemples empruntés à la brochure intitulée : « L'Industrie française du papier et sa situation critique », op. cit.

transport par fer, de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la douane, avait été de 98 francs. Or, en appliquant à une usine située à la frontière franco-allemande les prix de cellulose écrue et de pâte mécanique que les Allemands offraient à cette époque aux fabriques françaises de papier, soit 111 frs 50 pour la cellulose écrue, et 62 frs 40 pour la pâte mécanique (prix franco frontière) on serait arrivé pour le seul prix de la composition du papier (30 % de cellulose écrue et 70 % de pâte mécanique) à un prix de revient de :

30 kilos de cellulose à 85 % de rendement,	
soit 35 kilos à 111 frs 50.....	39` »
70 kilos de pâte mécanique à 80 % de rendement,	
soit 88 kilos à 64,50.....	56 75
Total.....	95 75

Il serait donc resté au fabricant français 2 frs 75 pour payer le charbon (représentant à lui seul 10 frs), la main-d'œuvre, la force motrice, les produits divers, les frais de fabrication, les frais généraux, les frais de vente et l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Le second exemple concerne les papiers suédois :

Un papier suédois pour édition courante était vendu, en septembre 1923, 140 frs à Paris. Défalcation faite des frais de transport de Rouen à Paris, des frais de douane et de l'impôt sur le chiffre d'affaires, soit au total 17 frs, le prix de ce papier ressortait c.a.f. Rouen à 123 frs. La composition de ce papier comprenait :

75 kilos de pâte mécanique à 84 frs.....	63 »
16 kilos de cellulose écrue à 114 frs.....	18 25
14 kilos de cellulose blanchie à 164 frs.....	23 »
Charge	6 »
Total.....	110 25

Il restait donc 18 frs au fabricant suédois pour payer les frais énoncés plus haut et dont l'ensemble dépasse 70 francs d'après la moyenne de fabrication des usines françaises, lesquels ne comprennent aucune provision pour l'amortissement ou la rémunération du capital.

En septembre 1923, le prix d'un papier de la qualité d'un suédois, offert à Paris à 140 frs, était pour les usines françaises, sans aucun bénéfice, de 170 francs.

On voit par ces exemples combien était dangereuse la concurrence étrangère et à quel point la fabrication des papiers courants français, qu'aucun droit ne protégeait, était menacée dans son existence même.

§ 4. — Abandon, par nos papetiers, de la fabrication des papiers courants, objet d'importations considérables

Nous venons de voir que les décrets des 11 janvier et 28 mars 1921, ont eu pour résultat direct d'augmenter considérablement les importations des papiers

de presse et d'édition et de favoriser une politique de dumping de la part de nos fournisseurs de ces papiers.

Ces décrets devaient encore, mais d'une façon indirecte, avoir de fâcheuses répercussions dans les diverses branches de notre industrie papetière. Avant la guerre, en effet, la plupart de nos usines s'étaient spécialisées dans leur fabrication, les unes élaborant principalement le papier journal, d'autres produisant des papiers de qualité supérieure. Cette spécialisation était loin toutefois d'être aussi prononcée qu'en Angleterre, en Allemagne ou aux Etats-Unis ; elle était cependant assez nette pour que le prix de revient s'en fut trouvé amélioré et il en était résulté un équilibre relatif de notre marché du papier. Mais, avec l'apparition des décrets de janvier et de mars 1921, la concurrence étrangère se trouva stimulée ; ce fut une véritable invasion de papier, l'invasion rendue plus grave par l'utilisation frauduleuse en France des papiers de presse et d'édition, c'est-à-dire par un détournement de leur emploi prévu (nous reviendrons d'ailleurs ultérieurement sur ce point) ; ce furent de nouvelles manœuvres de dumping, bref la concurrence utilisant toutes les armes dont elle se sert généralement en pareille occurrence.

Reconnaissant alors leur impuissance dans une lutte inégale, les producteurs de papiers de consommation courante, soit les deux tiers environ des fabricants français, abandonnèrent pour la plupart la fabrication des papiers de presse et d'édition et se tournèrent vers l'élaboration des autres papiers que

leurs confrères, non touchés par les décrets en question, continuaient à produire.

Sur la concurrence étrangère vint se greffer ainsi la concurrence entre papetiers français, car pour maintenir leurs usines en activité, tous nos fabricants s'ingénierent naturellement à s'arracher les commandes, devenues insuffisantes pour la production. L'offre des papiers de qualité supérieure augmentait sans cesse et les demandes restant sensiblement stationnaires, des prix de plus en plus bas devaient être consentis, souvent même inférieurs au prix de revient. Dans ces conditions, de nombreuses machines furent arrêtées dès 1922 et en 1925, plus de 80 sur 540 ne fonctionnaient plus.

La plupart des usines ne se maintenaient dans une activité relative qu'en puisant dans leurs réserves ou en se faisant ouvrir des crédits en Banque.

**§ 5. — Variations des prix de vente
des papiers de presse et d'édition
comparées aux fluctuations des prix des Pâtes
entrant dans leur composition**

Nous avons constaté au cours de ce chapitre que les prix des pâtes et des papiers avaient subi diverses fluctuations. Avant de le terminer il nous paraît bon d'indiquer les rapports qui ont existé de 1920 à 1925 entre les prix des papiers et les prix des pâtes servant

à les fabriquer, ainsi que le pourcentage des prix du papier entrant dans la composition des livres courants et le prix de vente de ces livres.

Le premier tableau que nous avons dressé dans ce but établit, pour diverses époques, une comparaison entre le prix qui ressort du mélange de 75 % de pâte mécanique et de 25 % de cellulose écrue, destiné à produire 100 kilos de papier journal et le prix de vente des 100 kilos de papier journal (1).

Comparaison entre les prix de la COMPOSITION du papier journal (75 % pâte mécanique, 25 % cellulose écrue) et les prix de vente du papier journal fabriqué en France				
ANNÉES	Cours moyen des 100 kgs cellulose écrue prima	Cours moyen des 100 kgs pâte mécanique sèche	Prix de la composition pour 100 kgs de journal (en chiffres ronds)	Prix de vente des 100 kgs de papier journal
1920 Mai.....	310 fr.	240 fr.	275 fr.	350 fr.
— Décembre	230 »	140 »	162 »	245 »
1921 Janvier...	238 »	168 »	185 »	225 »
— Juillet...	75 »	35 »	45 »	110 »
— Décembre	90 »	60 »	67 »	125 »
1922 Janvier..	85 »	62 »	68 »	125 »
— Juillet...	60 »	43 »	47 »	110 »
— Décembre	86 »	62 »	68 »	125 »
1923 Janvier..	86 »	64 »	69 »	125 »
— Juillet...	114 »	85 »	92 »	148 »
— Décembre	108 »	76 »	84 »	148 »
1924 Janvier...	108 »	77 »	84 »	158 »
— Juillet...	109 »	72 »	81 »	150 »
— Décembre	115 »	75 »	85 »	153 »
1925 Janvier..	97 »	75 »	80 »	155 »
— Juillet...	130 »	80 »	92 »	175 »

(1) Les cours moyens des pâtes ont été établis d'après un

L'examen de ce tableau permet de conclure que, dans la période qui s'étend de mai 1920 à juillet 1925, la baisse des prix de la composition a été de 66 % et celle du prix de vente des 100 kilos de papier journal de 50 %. Il y a donc concordance entre la baisse de la matière première et celle du produit achevé.

Peut-être nous objectera-t-on qu'en prenant comme point de départ de ce calcul le mois de mai 1920, moment où la hausse des prix provoquée par la crise atteignait son maximum, nous devions nécessairement aboutir à la constatation d'une baisse des prix, les cours atteints en 1920 ne pouvant se maintenir aussi élevés. Pourquoi, demandera-t-on, n'avons-nous pas choisi, par exemple, le mois de juillet 1921, époque à laquelle ces prix étaient revenus à un chiffre normal; nous nous serions trouvés alors en présence d'une hausse continue des prix jusqu'en 1925 et c'est là, en définitive, l'aspect réel du mouvement des prix. A cela nous répondrons que, si nous avons envisagé le problème comme nous l'avons fait, ce n'est pas sans raison. C'est en effet en mai 1920, si l'on s'en souvient, que les journaux obtinrent de vendre leurs numéros 0 fr. 15 au lieu de 0 fr. 10. Il était donc naturel de prendre cette époque du relève-

arbitrage aussi exact que possible entre les valeurs fournies par la maison Nordling, Macé et Cie, la maison Falchenberg et Mercier et les cours établis par la commission intersyndicale d'estimation des pâtes, instituée d'accord avec la direction générale des douanes (pour procéder à la révision des prix en vue de l'application de la taxe d'importation).

Les prix du tableau s'entendent c.a.f. Rouen. Les cours du papier ont été extraits du « Courrier du Livre ».

ment du prix des quotidiens comme point de départ de l'étude des variations des cours des matières premières et du paier journal. Relèvement de 0 fr. 05 du prix des quotidiens, baisse de 66 % du prix de la « composition » et baisse concomitante de 50 % du prix de vente du papier journal, voilà ce que nous venons de constater. Or, malgré cette baisse survenue depuis l'augmentation du prix des quotidiens, nous devons enregistrer une nouvelle majoration de leur prix; le 1^{er} février 1925, le prix du numéro fut effectivement porté à 0 fr. 20.

L'augmentation du prix des journaux qui eut lieu en 1920 avait été motivée surtout par la hausse désordonnée du prix du papier dont le cours, en mai, atteignit 350 francs. A ce cours, dans chaque numéro de six pages pesant 38 grammes et vendu 0 fr. 15, le prix du papier figurait pour 0 fr. 133, ce qui représente 88 % du prix de vente. C'est là, vraiment, un pourcentage excessif mais que la chute des prix, fatale après une telle crise, devait bientôt ramener à un niveau plus normal. En effet, dès 1922, alors que les 100 kilos de papier journal valaient 125 frs, les 38 grammes ne revenaient plus qu'à 0 fr. 047 d'où réduction du pourcentage de 32 % en chiffres ronds. A la fin de janvier 1925, avant l'élévation du prix des journaux à 0 fr. 20, le prix du papier rentrant dans un numéro accusait un pourcentage de 38 % du prix de vente.

Quoique le prix du papier ait une répercussion toute naturelle sur le prix de revient du numéro et que la hausse de l'un justifie dans une certaine mesure

l'augmentation de l'autre, les autres facteurs entrant dans l'élaboration des quotidiens et englobés eux aussi dans le mouvement général de hausse, sont surtout appelés à légitimer les diverses élévations de prix des journaux.

Les pourcentages que nous avons constatés ne représentent pas, il nous semble, l'élément capital du prix de revient du numéro du journal et pour cette raison, il est permis de croire qu'un relèvement du droit de douane sur le papier journal n'aurait eu qu'une faible répercussion dans l'économie de la grande presse. Dans les chapitres suivants nous aurons à revenir sur ce point.

*
**

Nous allons maintenant examiner les mouvements des prix intéressant l'édition. Dans ce but, nous avons dressé un tableau montrant à la fois et les fluctuations des prix des diverses matières employées pour la fabrication du papier d'édition (1) et le prix de vente des deux qualités courantes de papiers utilisées par les éditeurs (2).

(1) Voir note page 107

(2) Cours du papier extraits du « Courrier du livre ».

ANNÉES	MATIÈRE PREMIÈRE - CENT KILOS			PAPIERS D'ÉDITION CENT KILOS	
	Cellulose blanchie	Cellulose écru	Pâte mécanique sèche	Satinés	Surglacés
1920 Juillet ...	453 fr.	270 fr.	180 fr.	425 fr.	480 fr.
1922 — ...	96 »	60 »	43 »	135 »	170 »
1923 — ...	160 »	114 »	85 »	175 »	230 »
1924 — ...	155 »	109 »	72 »	178 »	230 »
1925 — ...	190 »	130 »	80 »	210 »	240 »
1925 Décembre	225 »	160 »	105 »	260 »	300 »

De même que pour le papier journal, nous observons ici une hausse considérable des prix au moment de la crise de 1920 puis, nous voyons que dès 1922, après une chute, l'augmentation des prix commence à se dessiner à nouveau; enfin nous remarquons que la hausse des prix des papiers a été inférieure à celle des matières premières.

Du mois de juillet 1920 au mois de décembre 1925, la hausse des matières premières a été de 134 % environ pour la cellulose blanchie, de 171 % environ pour la cellulose écrue et de 388 % pour la pâte mécanique, soit une hausse moyenne de 231 % tandis que les prix de vente du papier n'ont augmenté que de 92 % pour la qualité « satinée » et de 76 % pour la catégorie des « surglacés », soit une augmentation moyenne de 84 %. Si nous tenons compte de ce que les matières premières n'entrent que pour 55 % dans le prix des papiers, nous arrivons à cette conclusion

que la hausse moyenne des matières premières a été de $231 \times 0,55$, soit 127 %, tandis que la hausse moyenne des prix de vente des papiers n'a pas dépassé 84 %. Logiquement, les prix de vente des papiers auraient dû varier dans la même proportion que le prix des pâtes; il n'en a pas été ainsi cependant et cela pour la raison que nous avons déjà indiquée, à savoir que les usines françaises, privées de travail par suite de l'importation des papiers étrangers, se trouvaient acculées, pour éviter des arrêts et le chômage de leur personnel, à vendre à perte et à se contenter des prix étrangers, inférieurs aux nôtres.

Passons à l'étude des variations qui existent entre le prix des papiers d'édition et le prix de vente d'un roman courant.

*
**

En 1920, alors que le cours moyen des 100 kilos de papier satiné atteignait 390, le roman courant du poids de 245 grammes était vendu 6 frs 75; les 245 grammes de papier revenaient donc à 0 fr. 955 et le pourcentage du prix du papier entrant dans le livre par rapport à son prix de vente ressortait ainsi à 14,1 %.

En 1925, ce même pourcentage n'était plus que de 6,8 % car le cours moyen du papier était tombé à 208 frs les 100 kilos et le volume de même poids se vendait couramment à cette époque 7 frs 50. Si nous comparons à ce moment les pourcentages du prix du papier entrant dans la composition du roman

courant avec le prix de vente de ce roman entre les années 1920 et 1925, nous constatons une diminution de $14,1 - 6,8 \times 100$, soit une baisse de 51, 7 % alors

14,1

que le prix de vente de ce même roman était passé de 6 frs 75 à 7 frs 50, accusant de ce fait une augmentation de 11,1 %.

Si enfin, abandonnant comme point de départ l'année 1920, année de hausse exagérée des prix, nous poursuivons le même raisonnement en partant de l'année 1921, nous arrivons encore à un écart assez important. La comparaison des pourcentages des prix du papier par rapport aux prix de vente du roman entre les années 1921 et 1925, conduit à enregistrer une hausse de 9,7 % (au lieu d'une baisse de 51,7 %) et une hausse du prix de vente de 11,1 % semblable à la précédente, les prix de vente n'ayant pas varié de 1920 à 1921. Même sous ce dernier aspect où cependant nous avons pris comme point de départ une année de baisse, nous constatons que la hausse des prix de vente a été supérieure à l'augmentation du pourcentage du prix du papier par rapport au prix de vente. Il est bien certain que si l'on prenait comme termes de comparaison les années 1914 et 1925, il apparaîtrait immédiatement que l'élévation du prix des volumes n'a pas marché de pair avec la hausse du prix des papiers. N'est-ce pas là la meilleure démonstration du faible pourcentage du prix du papier dans le prix de revient et de vente des livres, pourcentage qui peut être raisonnablement fixé à 8 % environ ? En ce qui concerne les journaux, la situa-

tion à ce point de vue est assez différente, le prix du papier entrant dans leur composition atteignant environ 30 % du prix de vente, d'où une répercussion plus sensible de la hausse du prix du papier sur le prix de revient des quotidiens. Mais si l'Edition est moins touchée que la Presse par l'augmentation du prix du papier elle supporte des droits d'auteurs, des frais de brochage, de publicité et autres qui élèvent sensiblement son prix de revient sans trouver de compensation dans les bénéfices procurés aux journaux par leurs annonces et leur publicité. Ce sont donc des frais dont nous venons de parler, beaucoup plus que du prix du papier et sans compensation possible, que peuvent surtout se plaindre les éditeurs. Et dès lors il est permis de se demander si un relèvement du prix des papiers aux 100 kilos correspondant aux droits normaux de douane, serait vraiment de nature à avoir une influence sensible sur les prix de l'Edition.

CHAPITRE III

La papeterie française de 1926 à 1928 et les difficultés d'une entente avec la Presse et l'Édition

§ 1. — La Crise de 1926

La dépréciation du franc qui se poursuivait progressivement depuis le mois de mai 1922 devait atteindre son maximum au commencement du second semestre de l'année 1926. A cette époque, une véritable panique précipita la chute de notre devise nationale; mais si les achats effectués à l'étranger en devinrent beaucoup plus onéreux, le rythme croissant des importations de papier n'en fut cependant pas ralenti. L'opinion publique, en effet, alarmée de l'effondrement du pouvoir d'achat de notre monnaie, constatant d'autre part une hausse extrêmement vive et régulière de tous les prix et ne sachant où serait la limite de l'un et de l'autre, pensa que le placement le plus sûr consistait à acheter en quantité et quel qu'en soit le prix les diverses mar-

chandises disponibles sur le marché. Les papiers ne furent pas exceptés de ce mouvement d'achat sans mesure. En peu de temps les stocks accumulés dans les entrepôts furent enlevés, en fonction même, pourrait-on dire, de l'augmentation de prix dont ils étaient frappés, et d'importantes commandes durent à la même époque être passées à l'étranger. La hausse des cours qui porta le prix du papier journal à 300 francs les 100 kilos et celui du papier d'édition satiné à 330 francs environ n'eut donc pas pour résultat de mettre un frein à leur importation ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants : pour les neuf premiers mois de 1926, mois au cours desquels la répercussion de la chute du franc se fit particulièrement sentir, les importations de papier atteignirent 123.000 tonnes (1) (187.692 tonnes pour toute l'année) en augmentation de 36.500 tonnes environ sur le tonnage introduit l'année précédente pendant le même laps de temps.

La quotité du droit de douane établi sur les papiers de presse et d'édition n'était d'ailleurs pas de nature à comprimer les importations car, si au cours de l'année 1926 le gouvernement, soucieux de maintenir l'équilibre des prix de revient entre les produits français et ceux de la concurrence étrangère, augmenta par deux fois les coefficients de majoration pour de nombreux produits, les papiers de la catégorie qui nous occupe ne furent pas compris dans ce relèvement. Cette augmentation fut l'œuvre de

(1) Chiffre fourni par le Syndicat des Papetiers.

la loi du 6 avril 1926 (1) qui fit passer le coefficient 3, établi au tarif minimum le 11 janvier 1921, à 3,9, et d'un décret-loi du 14 août 1926 (2) qui le majora à 5,1.

En conséquence, les papiers de plus de 35 grammes au mètre carré durent supporter un droit de $10 \times 5,1$, soit 51 francs au tarif minimum, tandis que les papiers de presse et d'édition, non compris dans ce relèvement, continuèrent à n'acquitter que le droit minime de 10 francs.

Ces majorations successives de droits entraînèrent nécessairement pour la fabrique française de papier une augmentation dans ses prix de revient d'où, pour elle, cette situation anormale que, soumise pour sa production à un régime protectionniste, elle restait pour sa vente sous le régime libre échangeiste. Cependant, comme le tarif général qui était appliqué depuis le 30 mars 1921 dans nos relations avec l'Allemagne comportait des droits jugés pas trop élevés, un accord fut conclu le 6 août 1926 qui réduisit les droits du tarif général de la façon suivante : les papiers (autres que ceux de presse et d'édition continuant à acquitter 15 francs au tarif général) bénéficièrent du tarif général diminué des 70 % de la différence entre le taux inscrit au tarif général et le taux du tarif minimum. Cet accord devait expirer le 29 juin 1927.

La baisse du franc ne devait plus s'accroître, et dès le second semestre de 1926, nous pûmes au

(1) *J. O.*, 5-6-7 avril 1926, p. 4.226.

(2) *J. O.*, 15 août 1926, p. 9.351.

contraire assister à son relèvement progressif grâce à la confiance revenue avec la constitution du cabinet d'Union nationale. Mais à partir de ce moment, plusieurs faits simultanés contribuèrent à raréfier les ordres au point de désorganiser totalement la marche des usines et d'obliger les unes à un arrêt partiel et les autres à un arrêt complet. En effet, les stocks constitués en période de dépréciation monétaire pesant lourdement sur le marché, les acheteurs tentèrent de les écouler et suspendirent leurs commandes; le commerce de son côté se tint sur la réserve, troublé par l'amélioration du franc et encore incertain de son avenir; enfin le public lui-même restreignit sa consommation et ses acquisitions, soit pour cause de diminution de ses facultés d'achat, soit dans l'espoir d'un relèvement plus prononcé du franc et d'une diminution concomitante des prix.

Jusque là et malgré le flot des importations, l'industrie du papier, bénéficiant de la prime que constituait pour toutes les industries la baisse progressive du franc, avait supporté, ou à peu près, le régime de faveur consenti à la presse et à l'édition, mais quand, menacée dans son existence même, elle les vit s'agiter à nouveau pour maintenir, comme en 1921, leurs positions et empêcher qu'elles ne fussent modifiées par le vote du projet de révision du tarif douanier dont le parlement devait être bientôt saisi, elle s'organisa à son tour et plus énergiquement encore que par le passé pour faire entendre sa voix,

*
**

Tout d'abord il convient de faire connaître l'état d'esprit qui allait présider dans chaque groupe intéressé au débat, c'est-à-dire Gouvernement, Presse et Edition, papetiers.

Pour le Gouvernement, son désir était celui d'un juste équilibre dans les satisfactions à donner, équilibre basé sur une transaction.

Pour la presse et l'édition, aucune aggravation du régime auquel elles étaient soumises ne devait être apportée, se déclarant incapables de supporter cette aggravation pour les raisons que nous connaissons déjà.

Quant aux papetiers, l'exposé des motifs accompagnant le projet de tarification douanière devait servir de justification et de fondement à leurs revendications.

§ 2. — Le projet de tarification douanière

Au début de l'année 1927 le projet de loi portant révision du tarif général des douanes fut donc distribué aux membres du Parlement. La nécessité d'un nouveau tarif se faisait en effet sentir, car le tarif désuet de 1892, même remanié dans certaines de ses parties, ne pouvait plus être un instrument de négociations acceptable pour la conclusion des accords commerciaux. Cet ancien tarif était moins spécialisé

que la plupart des tarifs européens alors en vigueur et, malgré les majorations qu'il avait subies, notamment en 1926, il ne tenait pas compte, et pour cause, d'une infinité d'éléments nullement négligeables apparus depuis. C'est ainsi que les impôts nouveaux votés au cours des années 1925 et 1926 avaient porté la charge par tête d'habitant à près de 1.000 francs; que la main-d'œuvre avait augmenté, en province particulièrement, de 630 % depuis 1911; que le prix des transports s'était considérablement élevé. D'autre part, des situations nouvelles étaient nées de la reconstitution des industries dans les régions dévastées au cours de la guerre et depuis la cessation des hostilités (1). Bref, notre politique douanière devait être en corrélation avec notre situation financière et le projet présenté arrivait à son heure. Mais ce projet qui devait s'inspirer notamment des considérations qui précèdent, allait-il enfin donner satisfaction à la papeterie tout en ne mettant pas la Presse dans la nécessité de relever le prix de ses numéros par suite de charges nouvelles ?

Si nous nous reportons au numéro 1.203 du projet du tarif relatif à la catégorie de papier qui nous occupe, nous constatons qu'il prévoit un droit de 165 francs au tarif général et de 55 francs au tarif minimum pour les papiers à la mécanique de plus de 35 grammes au mètre carré et contenant plus de 60 % de pâte mécanique mais il existe un renvoi...

(1) c.f. exposé des motifs précédant le projet de loi. Voir également la revue « Le papier », n° de mars 1927.

et ce renvoi précise que ce papier de plus de 35 grammes, s'il est destiné à l'impression des journaux et des publications périodiques, ne paiera que 15 frs au tarif général et 10 frs au tarif minimum, et s'il doit être à l'usage d'édition, qu'un droit de 37 francs au tarif général et de 25 frs au tarif minimum.

Ainsi le nouveau tarif qui accentuait notre régime protectionniste dans l'ensemble, continuait à établir une différence extrêmement marquée dans la catégorie des papiers de 35 grammes entre les papiers de presse et d'édition et les papiers destinés à d'autres usages et dont le droit de 55 francs au tarif minimum était encore considéré par les papetiers comme insuffisant.

§ 3. — Les revendications des papetiers et de la Presse

Insuffisant était ce droit de 55 francs, prétendirent les papetiers et pour le démontrer ils empruntèrent les éléments de leur raisonnement au § 4 de la page 8 de l'exposé des motifs du projet de ratification. On y lit, ce qui suit :

« le droit de douane se mesure à l'écart existant
« entre le prix de revient en France et à l'étranger.
« Il n'augmente pas nécessairement avec l'accroisse-
« ment de valeur des produits ou marchandises, ni

« dans la même proportion. Les prix peuvent dou-
« bler, tripler ou même décupler sans que l'écart
« des prix de revient augmente d'une unité si,
« d'autre part, les causes qui provoquent l'accroisse-
« ment des prix en France existent et agissent dans
« le même sens à l'étranger. Majorer les droits de
« douane proportionnellement à l'accroissement de
« valeur des marchandises, c'était admettre à priori
« que les causes qui avaient provoqué en France le
« relèvement des prix (augmentation des impôts,
« coût de la main-d'œuvre, de transport, etc.) étaient
« spéciales à la France et n'existaient pas à l'étran-
« ger. » (1).

Ainsi les charges supplémentaires dont le gouver-
nement se proposait de tenir compte sont bien spéci-
fiées ; ce sont celles qui résultent notamment de
l'augmentation des impôts, des salaires et des frais
de transport. Partant de cette donnée, les papetiers
ont alors calculé les augmentation de charges qu'ont
eû à supporter, au cours du second semestre de 1926,
les papiers fabriqués en France par une usine assez
éloignée de Paris et ils sont arrivés à cette conclusion
que, pour la catégorie des papiers auxquels le projet
de tarif accordait un droit de protection de 55 francs,
ce droit était insuffisant et devait être relevé à 90 frs.

L'étude à laquelle ils se sont livrés à ce sujet fait
apparaître certaines majorations de charges dont leur
industrie a eu à supporter le poids, et l'intérêt qui

(1) Exposé des motifs — § 4 page 8.

s'en dégage nous incite à nous arrêter sur quelques-unes de leurs constatations.

Suivant le raisonnement et le calcul des papetiers, l'augmentation des charges peut être soit directe si elle ressort des écritures, soit indirecte si elle se traduit par une augmentation du prix d'achat des matières employées dans la fabrication, du fait que les propres fournisseurs de l'industrie du papier doivent eux-mêmes supporter les majorations.

En ce qui concerne les charges directes, leur majoration résultant de la main-d'œuvre, des impôts, du transport à l'expédition, du transport des approvisionnements à la réception, et compte tenu de l'augmentation du droit de douane réclamé sur les pâtes chimiques, s'est élevé à 89 francs au cours du second semestre de 1926.

Quant à l'augmentation des charges par incidence — charges dont le charbon, l'habillage des machines, les frais d'entretien, les matières colorantes, le collage, sont la source principale et qu'il y a lieu de faire entrer aussi dans les calculs puisque les fournisseurs les incorporent dans leur prix de vente, — elle s'est élevée à 37 frs pendant la même période.

Le total des majorations visées par l'exposé des motifs et provenant de l'augmentation des charges directes ou indirectes, a donc atteint 126 frs par 100 kilos de papier fabriqué ; toutefois il y a lieu de déduire de ce chiffre le supplément des frais de transport que supporte le papier importé des ports du Nord à Paris, comparativement aux frais d'avant-guerre, soit 15 francs, de sorte que le chiffre de

protection efficace se trouvait ramené à 110 francs environ.

Si nous connaissons maintenant par les papetiers eux-mêmes l'augmentation de charges supportée par la papeterie française, la tâche se complique lorsque, ayant toujours en vue le § 4 de l'exposé des motifs, on veut entreprendre de chiffrer aussi l'augmentation correspondante supportée par la fabrication étrangère. Toutefois, il semble possible d'arriver, à défaut de certitude, à une certaine approximation, en procédant à une comparaison des impôts payés par les contribuables de divers pays.

Si nous envisageons les impôts établis chez les nations voisines nous constatons que, l'Angleterre exceptée, la France est le pays de l'Europe où le contribuable acquitte le plus lourd tribut fiscal. Alors, en effet, que l'impôt par habitant s'élève en Belgique à 25 dollars, en Italie à 20 dollars, en Espagne à 18 dollars, en Allemagne à 40 dollars, nous voyons la France arriver en tête avec un chiffre de 60 dollars environ, compte tenu du supplément d'impôt qui allait être réclamé en 1927.

Les charges nationales atteignant plus spécialement la production, il en résulte que la fabrication française se trouve grevée dans une mesure beaucoup plus large que la fabrication étrangère. Sous l'empire de cette constatation, nos papetiers ont songé à déterminer ce que devrait être réellement le droit de douane français pour lui conserver la même efficacité qu'avant la guerre. Dans ce but, ils ont relevé les augmentations respectives des charges nationales

de la France et de l'Allemagne de 1914 à 1927 et ils sont arrivés à ces conclusions : en Allemagne l'impôt par tête d'habitant est passé de 30 à 40 dollars et en France de 30 à 60 dollars comme nous l'avons vu d'ailleurs plus haut. Les charges nationales ont ainsi augmenté de 1 en Allemagne et de 3 en France et il est permis de supposer que les charges de la production des deux pays ont dû s'élever dans la même proportion. Les charges de la papeterie française s'étant donc accrues de 110 francs, celles de la papeterie allemande ont dû s'accroître de $110 = 36$ frs 60.

3

En conséquence, pour que la protection d'avant-guerre conserve la même efficacité, il fallait que le droit de 10 francs or d'avant-guerre (75 francs étant donné la diminution du pouvoir d'achat de l'or) fût de $110 + 75 = 149$ francs (1).

Tels étaient, en chiffres, les résultats des calculs et des déductions des papetiers, mais il n'était pas dans leur esprit de réclamer ce chiffre de 140 francs, ni même celui de 110 francs révélé par le calcul de l'augmentation des charges et leur demande se bornait à l'incorporation dans la nouvelle tarification douanière d'un droit protecteur de 90 francs pour les papiers de plus de 35 grammes et contenant plus de 60 % de pâte mécanique. Quant aux papiers d'édition et au papier journal, se basant toujours sur les

(1) « Le projet de tarification douanière et la papeterie française ». Brochure publiée par le syndicat des papetiers en mars 1927.

mêmes procédés de calculs relatifs aux augmentations de charges, ils estimaient que le même droit de 90 francs devait jouer pour les papiers d'édition, tandis qu'un droit de 52 francs devait être voté pour le papier journal en raison de certains frais moins élevés (1).

Les papetiers, d'ailleurs, attiraient l'attention sur la modicité de ce taux de protection, comparé aux taux en vigueur dans les pays voisins dont la production était cependant moins grevée que la nôtre; ainsi le droit frappant le papier journal entrant en Allemagne était de 75 francs, de 100 francs pour la Suisse et de 90 francs pour l'Espagne. Ils faisaient remarquer en outre que le prix des journaux étrangers, converti en francs, était bien supérieur au prix de 0 fr. 25 établi en France le 1^{er} juin 1926 puisque le journal coûtait 0 fr. 50 en Angleterre, 1 franc en Suède, 0 fr. 60 en Tchéco-Slovaquie et en Allemagne, 0 fr. 33 en Italie et 0 fr. 45 en Espagne.

Les brochures et les tracts publiés par les papetiers insistaient également sur la difficulté pour leur industrie, handicapée à la fois par le dumping étranger et par les achats de papier journal en grande partie effectués à l'extérieur, de procéder à l'installation de machines à papier de très grandes dimensions

(1) Nous faisons notamment remarquer à ce sujet que l'article 11 de la loi du 3 août 1926 a réduit la taxe sur le chiffre d'affaires à 1 fr. 30 % (au lieu du taux ordinaire de 2 %) pour les affaires imposables de journaux, et que le bénéfice de ce taux est étendu aux ventes de papier et aux prestations de services faites aux entreprises de journaux.

et à très grande vitesse. Ils faisaient ressortir que, faute d'un avenir assuré, les capitaux susceptibles de venir en aide à la papeterie avaient tendance à se détourner d'elle pour trouver ailleurs un placement plus sûr, et que c'était grâce à une protection six à sept fois supérieure à la nôtre que les Allemands avaient pu se risquer à établir un matériel très moderne. D'ailleurs, à l'abri d'un droit simplement compensateur, nos papetiers se faisaient forts et de rendre toute son ampleur à la production du papier journal qui était si prospère avant la guerre avec 180.000 tonnes annuelles réduites maintenant à 80.000 tonnes, et de satisfaire ainsi les besoins de la Presse. Celle-ci, ajoutaient-ils, par ses achats de la presque totalité de son papier à l'étranger alors que jadis elle ne se fournissait que sur le marché français, était en voie de se mettre à la merci d'un trust étranger, car on annonçait déjà la constitution d'un cartel au Canada, The Canadian Newsprint Company, cartel de vente qui englobait également une partie de la production américaine et qui pourrait rapidement en arriver à contrôler la production européenne, notamment la production française réduite à trois usines, d'où maîtrise des prix et de la quantité.

Les papetiers revenaient encore sur ce fait que l'industrie de la cellulose, indispensable à l'indépendance d'un pays pour sa défense nationale comme le papier lui-même est indispensable à l'expression de sa pensée, suivrait l'industrie du papier dans sa régression, et que cette régression introduirait chômage et mi-

sère (1) au foyer des ouvriers papetiers, ouvrant du même coup la porte aux doctrines communistes. Bref, la papeterie ne désirait nullement voir la ruine de la presse, qui devrait être sa meilleure cliente, mais elle ne voulait pas être seule à supporter les conséquences d'un régime qui, pour empêcher l'augmentation du prix des numéros, la conduisait à une décadence qui chaque jour s'accroissait. Quant à l'Édition, qui n'était pas au même point que la Presse, limitée dans son prix de vente et dont les bénéfices comportaient une marge plus grande, elle pouvait mettre les prix de ses livres en rapport avec leurs prix de revient et la papeterie considérait qu'aucune raison sérieuse ne justifiait le régime de privilège qui était le sien.

Malgré les arguments fournis par les papetiers, Presse et Édition restèrent sur leurs positions anciennes. La Presse alléguait notamment que la papeterie française avait vécu, depuis 1892, sous un régime douanier par trop protecteur ; qu'à l'abri du droit de 10 francs, elle n'avait peut-être pas songé autant qu'il eût été nécessaire à s'organiser techniquement et économiquement en vue de la concurrence étrangère et qu'après avoir été en tête du progrès, elle s'était laissé dépasser largement. La Presse affirmait en outre que, dans l'état où se trouvait la papeterie française, celle-ci ne pouvait pourvoir à ses

(1) Voir à ce sujet « Le Temps », 13 janvier 1927. — Enquête auprès de M. Mauban, président du syndicat des fabricants de papier et carton de France.

besoins et que sa destinée était de n'être qu'une industrie de transformation, la matière première, le bois, ne se trouvant pas en France en quantité suffisante pour alimenter une véritable industrie du papier et plus spécialement du papier journal.

En définitive, au commencement du mois de janvier 1927, la situation pouvait se résumer ainsi : du côté de la Presse et de l'Edition, refus de tout droit de douane nouveau susceptible d'entraîner une augmentation du prix de leurs papiers qu'elles se déclarent dans l'impossibilité de pouvoir supporter ; du côté des papetiers, réclamation, en premier lieu, d'un droit de 90 francs, tant pour les papiers de plus de 35 grammes et comprenant plus de 60 % de pâte mécanique, que pour les papiers destinés à l'édition, et, en second lieu, d'un droit de 52 francs pour les papiers de presse, droit que, par esprit de transaction ils consentiraient à réduire à 30 francs ; du côté du gouvernement, offre de 55 francs pour les papiers de la catégorie visée (papiers de plus de 35 grammes et de plus de 60 % de pâte mécanique), d'un droit de 25 francs pour les papiers d'édition et de 10 francs pour les papiers de presse.

Dans ces conditions, allait-on pouvoir trouver un terrain d'entente ?

§ 4. — Difficultés d'un accord entre les Papetiers
d'une part et la Presse et l'Édition d'autre part

La déclaration suivante faite par la Presse le 15 février 1927, à la suite de négociations avec le syndicat des fabricants de papiers, n'eut pas pour résultat de préparer ce terrain :

« Le problème, le plus urgent à résoudre est posé
« par le chômage qui existe et menace de se déve-
« lopper dans l'industrie du papier ; les deux groupe-
« ments sont d'accord pour estimer que les pouvoirs
« publics ont le devoir pressant, *en dehors de toute*
« *élévation du droit de douane pour le papier de*
« *presse*, de pourvoir par d'autres moyens également
« efficaces à la protection d'une industrie importante
« par le nombre des ouvriers qu'elle emploie...
« etc... ». (1)

Le groupe de la papeterie n'accueillit que par des protestations cette affirmation que le bureau de son syndicat était disposé à se contenter du droit de 10 francs, en s'en rapportant avec confiance à la Presse pour que celle-ci obtienne des pouvoirs publics en faveur des producteurs français, une subvention de 20 francs par 100 kilos de papier fabriqué. Apparemment cependant cette subvention de 20 francs,

(1) « Le Papier », mai 1927 : La révision du tarif douanier.

ajoutée au droit de 10 francs, devait tout aussi bien permettre à la production nationale de résister à la concurrence étrangère que si le droit de douane de 30 francs, souhaité par les papetiers, avait été établi. Mais, indépendamment de la question de principe qu'elle soulevait, cette subvention avait un grave défaut : elle reposait sur une espérance.

D'autres discussions suivirent au cours desquelles la Presse déclara, paraît-il, qu'elle entendait bénéficier du droit de douane de 10 francs, soit que les compensations fussent accordées ou non. Ce qui est le plus certain, c'est qu'elle ne prit ni à ce moment ni antérieurement un engagement ferme quelconque à ce sujet (1).

Si les négociations des fabricants continuèrent avec la Presse, elles furent par contre rompues avec l'Édition. Sur ces entrefaites, et afin d'éclairer la commission des douanes qui s'occupait de mettre au point le tarif douanier avec le désir de concilier les intérêts en cause, le syndicat de la papeterie fit établir une documentation abondante et précise dont le résultat fut d'obliger la commission à reconnaître que le droit de 30 francs réclamé en dernière concession par la papeterie pour les papiers de presse, au lieu du droit de 52 francs jugé cependant nécessaire, était un minimum indispensable au maintien, en France, de la fabrication du papier journal.

Une formule d'arbitrage ayant été présentée et

(1) « Le Papier », juin 1927. Voir une lettre de M. Bergès en date du 6 mai 1927 à M. le président du conseil, ministre des finances.

repoussée, la commission des douanes, dans sa séance du 13 avril 1927, s'efforça de résoudre le conflit par un nouveau texte qui liait les droits et les promesses de la Presse : le droit de 30 francs jugé nécessaire à l'existence de la papeterie était maintenu en principe, mais il était stipulé que ce droit serait ramené à 10 francs le jour où fonctionnerait un office national du papier chargé d'en assurer le contrôle et l'emploi, et doté de ressources suffisantes pour attribuer aux fabricants de papier journal français une compensation de 20 francs par 100 kilos de papier vendu et livré par eux aux journaux. Bien que la Presse, ainsi que nous l'avons vu, eût affirmé le 15 février qu'elle n'était pas hostile à une formule de cette nature, elle la refusa cependant.

Le gouvernement fit préparer alors un autre texte qui accordait le droit de 10 francs à un contingent de papier de presse à fixer chaque année par décret sur la proposition des ministres compétents. Ce fut au tour des papetiers de refuser ce projet, estimant ne pouvoir lier leur existence au bon plaisir des ministres successifs. La Presse, au contraire, l'aurait accepté, car, déclarèrent les délégués de la Fédération nationale des journaux français, « ils avaient la certitude, en l'acceptant, d'obtenir toujours gain de cause auprès du ministre, tant au point de vue du tonnage qu'au point de vue du prix ».

Enfin, à la suite d'une intervention du gouvernement, restant sur le terrain économique et repoussant toute pression politique, la commission des douanes rédigea, dans sa séance du 27 avril, un texte presque

identique au précédent : « Le renvoi n° 2 de l'article
« 1203 du projet 3352 est supprimé et remplacé par
« le texte suivant : papier à la mécanique... pesant
« plus de 35 grammes au m², à l'exclusion des papiers
« sans bois mécanique ou contenant de l'alfa et du
« chiffon, destiné exclusivement à l'impression des
« journaux et des périodiques, sous réserve d'une
« marque en pâte et des mesures de contrôle qu'édi-
« teront les ministres compétents : tarif général
« 45 francs, tarif minimum 30 francs.

« Provisoirement et pendant un délai qui ne pourra
« excéder quatre ans à partir de la promulgation de
« la présente loi, les papiers destinés exclusivement
« à l'impression des journaux et des périodiques,
« compte tenu des exclusions, marque et contrôle
« précités, pourront être admis au droit de : tarif
« général 15 francs, tarif minimum 10 francs jusqu'à
« concurrence d'un contingent déterminé annuelle-
« ment par une commission composée de : 2 séna-
« teurs désignés par la commission des douanes du
« Sénat, 2 députés désignés par la commission des
« douanes de la Chambre, 2 membres du syndicat
« général de la Presse, 2 membres du syndicat des
« fabricants de papiers et cartons, sous la présidence
« de M. le ministre du commerce ».

Mais la Presse refusa d'adhérer à ce nouveau projet, et le 29 avril 1927, les représentants des grands quotidiens réunis avec les représentants des fabricants de papier devant le Rapporteur général de la commission des douanes et le Rapporteur adjoint, mécontents de la décision prise deux jours avant par cette com-

mission relativement au droit d'entrée du papier journal, déclarèrent par la voix de leur président qu'une campagne très vive allait être menée contre le tarif douanier tout entier (1).

Cette déclaration n'eut pas pour effet de modifier l'attitude des papetiers à l'égard du droit de 30 francs faisant l'objet du débat, puisque, par lettres au ministre du commerce ou par entrevues avec lui, et appuyés d'ailleurs des vœux de nombreuses chambres de commerce, de conseils généraux et de conseils municipaux, ils insistèrent pour que ce droit nécessaire à l'existence de leur industrie ne fût pas diminué.

Pendant ce temps, l'urgence se faisait de plus en plus sentir d'en terminer avec les accords commerciaux en préparation (2) avec le Canada, les Etats-Unis et l'Allemagne, mais plus particulièrement avec l'Allemagne, car le premier accord conclu avec elle le 6 août 1926, comme nous l'avons vu, expirait le 29 juin 1927.

Dans ce but le Gouvernement, par une loi du 27 juillet 1927 (3), reçut du Parlement les pouvoirs nécessaires pour procéder, pendant les vacances par-

(1) Consulter sur les débats soulevés à la Chambre par la question du papier « Le Temps », 14 mai 1927.

(2) En vue de réduire les barrières qui opposaient de graves obstacles aux échanges internationaux, la Conférence économique internationale avait, au milieu de mai 1927, émis le vœu de voir les Etats procéder à la conclusion de traités de commerce.

(3) J. O., 29 juillet 1927.

lementaires, à une modification provisoire du tarif douanier en vigueur, modification qui fut effectuée par décret le 30 août 1927 (1) et qui devait servir de base aux concessions tarifaires du second accord franco-allemand. Ce second accord commercial, signé le 17 août 1927 (2), mis en application à titre provisoire par le décret du 26 août, ne devait entrer en vigueur qu'à partir du 6 septembre 1927, alors que le premier était expiré depuis le 29 juin.

La réforme du tarif douanier effectuée par le décret du 30 août 1927 augmenta, pour les papiers à la mécanique de plus de 35 grammes, le droit du tarif minimum en le portant de 10 francs à 13 francs, et fixa le droit du tarif général à 52 francs. Quant au coefficient de majoration de 5,1 établi par le décret du 14 août 1926, il fut ramené à 5, de sorte que le droit acquitté par ces papiers au tarif minimum se trouva ressortir à $13 \times 5 = 65$ francs. Les papiers de presse et d'édition restèrent soumis, eux, à l'ancien droit de 10 francs. Pour les pâtes, le tarif applicable était celui résultant de la loi du 29 mars 1910 multiplié par le coefficient 3.

DROITS AU CENT KILOS	T. G.	T. M.	COEFFICIENT
Pâtes mécaniques sèches	1,50	1,00	3
Pâtes mécaniques humides	0,75	0,50	3
Pâtes de cellulose chimique	2,50	2,00	3

(1) *J. O.* 31 août 1927, p. 9163.

(2) *J. O.* 31 août 1927, p. 9203.

D'autre part, le second accord franco-allemand signé le 17 août 1927 appliqua dans la liste B, aux papiers à la mécanique et de plus de 35 grammes, le nouveau tarif minimum issu de la modification effectuée au tarif douanier par le décret du 30 août 1927, soit 65 francs. Dans la liste C, les papiers de presse et d'édition, au lieu du droit de 15 francs du tarif général appliqué jusqu'alors, ne payaient plus que ce droit de 15 frs diminué des 70 % de la différence entre le tarif général (15 francs) et le tarif minimum (10 francs) soit 11 frs 50 (1), et ceci non seulement dans nos relations avec l'Allemagne mais encore dans nos rapports avec les Etats-Unis et le Canada.

Les démarches pressantes tentées tout spécialement auprès du ministre du commerce par les papetiers eurent donc pour résultat de faire obtenir à ceux-ci quelques satisfactions en ce qui concerne certaines espèces de papiers, dont notamment les papiers à la mécanique de plus de 35 grammes, qui eurent leur droit rehaussé ; mais elles restèrent sans effet à l'égard de cette même catégorie de papiers en tant que destinés à la Presse ou à l'Edition ; le droit d'entrée demeura fixé à 10 francs, sauf dans nos relations avec l'Allemagne, le Canada et les Etats-Unis, où il fut porté à 11 frs 50.

Des modifications propres à concilier les intérêts divergents seraient-elles apportées au tarif douanier lors de la ratification du décret qui l'avait réformé ?

(1) Différence entre le tarif général et le tarif minimum = 5 frs ; 70 % de 5 francs = 3 frs 50 ; 15 frs — 3 frs 50 = 11 frs 50.

Cette ratification ne pouvant avoir lieu qu'après la rentrée des Chambres, le syndicat des fabricants de papier en profita pour protester de nouveau auprès du ministre du commerce, notamment le 12 septembre, contre le maintien du régime auquel les papiers de presse et d'édition étaient soumis.

Les pourparlers avec la Presse furent renoués et, le 24 novembre 1927, le syndicat des fabricants de papier et carton se réunit en assemblée générale sur la demande de la commission à laquelle mandat avait été donné de reprendre contact avec la Presse. Le président de la commission, M. Perrigot, ayant fait connaître qu'il estimait devoir se mettre également en rapport avec le syndicat des Editeurs, l'assemblée fut d'avis que la commission Perrigot continuât ses pourparlers avec la Presse et l'Édition réunies, afin d'obtenir au plus tôt le dépôt d'un projet de loi spécial qui fixerait le statut des papiers de presse et d'édition (1).

Entre temps, le 15 novembre (2) puis le 6 décembre (3), la question fut évoquée à la tribune de la Chambre par MM. Paganon et Mistral en vue d'obtenir de M. Bokanowski, ministre du commerce, et de M. Poincaré, président du Conseil, une promesse ferme donnant satisfaction aux réclamations des papetiers. Mais le gouvernement, par la voix de M. Bokanowski et dans le souci très net de ne pas mécon-

(1) « Le Moniteur de la papeterie », 1^{er} décembre 1927, page 533.

(2) Ch. dép. 16 novembre 1927, p. 2989.

(3) Déb. parl. 7 décembre 1927, p. 3606.

tenter la Presse derrière laquelle se retranchait l'Édition, ne voulut prendre aucune initiative pour modifier la situation respective des parties et il fit en conséquence la déclaration suivante (1) : « Ma
« promesse est tout à fait formelle et la proposition
« ne souffre aucune incertitude. Si les intéressés
« viennent nous dire « nous sommes d'accord sur les
« formules que vous nous avez proposées il y a six
« mois », nous déposerons immédiatement le projet
« de loi qui pourra être rapporté dans les quelques
« jours nécessaires pour la procédure parlemen-
« taire ».

Cet accord dont parlait M. Bokanowski (2) devait être réalisé plus tard entre la Presse et les papetiers mais non sans concessions de la part de ceux-ci et, le 25 décembre, une délégation parlementaire fit connaître à M. Poincaré l'heureuse entente intervenue entre les deux parties.

En ce qui concerne les éditeurs, un litige subsistait sur le papier d'édition, et les fabricants de papier demandèrent l'arbitrage du président du Conseil, déclarant s'en remettre à sa décision. Avant de se prononcer, M. Poincaré voulut conférer avec M. Herriot, ministre de l'instruction publique, devant qui les éditeurs avaient exposé leur thèse (3).

(1) *Ibid.*

(2) Voir aussi le « Temps » 13 novembre 1927.

(3) « Journal des Débats », 25 novembre 1927.

§ 5. — Le tarif de 1928

Les résultats de ces dernières négociations, sur la complexité desquelles nous ne pouvons nous étendre, faute de détails et de précisions, devaient apparaître dans le statut douanier et dans son additif voté le 2 mars 1928 (1). L'article 1^{er} du statut est ainsi libellé : « Est ratifié et converti en loi le décret du « 30 août 1927 apportant certaines modifications au « tarif des douanes et précisant les conditions de « mise en application, vu l'accord commercial du « 17 août entre la France et l'Allemagne ».

L'accord commercial franco-allemand, ainsi que le précise l'article 2, était également ratifié ; la teneur de cet article est la suivante : « Le Président de la « République est autorisé à ratifier l'accord com- « mercial entre la France et l'Allemagne signé le « 17 août 1927 et mis en application à titre provisoire « par le décret du 26 août 1927 ».

Ce statut, non susceptible de révision, du moins en principe, avant le mois de juillet 1929, règle de la manière indiquée dans les tableaux ci-dessous la situation des papiers et des pâtes,

(1) J. O., 3 mars 1928.

AUX CENT KILOS	TARIF GÉNÉRAL	TARIF MINIMUM
Papiers à la mécanique pesant 35 gr. au m ²	260 fr.	65 fr.
Destinés à l'impression des journaux et des publications périodiques (1).	25 »	12 50
Destinés à l'édition (livres scolaires pour enseignement général et tech- nique, primaire et secondaire) (1)...	50 »	25 »
Autres livres (1).	80 »	40 »

Il est spécifié que les droits de douane perçus à l'entrée en France sur les papiers étrangers, admissibles aux droits réduits de 25 francs par quintal au tarif général et de 12 frs 50 au tarif minimum, constitueront un fonds commun sur lequel seront prélevées, dans des conditions à déterminer par décret, les allocations à attribuer aux fabricants de papier de l'espèce, au prorata des quantités effectivement livrées par eux à la Presse et aux périodiques.

Le taux de ces allocations était fixé à 12 frs 50 par quintal aussi longtemps que les quantités de papier fournies par les papeteries françaises à la Presse et aux périodiques ne seraient pas supérieures aux quantités de papier de l'espèce importées de l'étranger ; à partir de ce moment, l'allocation pourrait être réduite proportionnellement.

Le droit de 10 francs par quintal au tarif minimum

(1) A l'exclusion des papiers contenant de l'alfa ou du chiffon taxés au tarif normal.

continuera d'être appliqué jusqu'au 1^{er} janvier 1929 aux papiers importés de l'étranger destinés à la Presse et aux périodiques, à condition qu'il soit justifié auprès de la commission exécutive de la Presse, par des documents ayant date, que ces livraisons sont effectuées en exécution de contrats antérieurs au 1^{er} mars 1927.

Un décret, pris dans le délai d'un mois, déterminera les conditions d'application des dispositions qui précèdent et les modalités d'un contrôle efficace des papiers entrant aux droits réduits.

Le droit frappant les papiers de plus de 35 grammes au mètre carré non destinés à la Presse ou à l'Edition reste donc le même que celui inscrit dans le tarif mis en vigueur par le décret du 30 août 1927.

Par contre, une modification a été apportée au régime de l'Edition dont les papiers se trouvent divisés en deux rubriques comportant, l'une un droit de 25 francs si ces papiers sont destinés aux livres scolaires, et l'autre un droit de 40 francs s'ils doivent être employés pour des ouvrages autres ou pour des romans. Cette discrimination ne semble pas de nature à donner satisfaction à la papeterie, car, ainsi que nous l'avons vu, aucun motif sérieux ne paraît exister pour que les papiers d'édition soient soustraits au régime de droit commun et ne payent en conséquence le droit de 65 francs.

Quant aux papiers de presse, le droit de 12 frs 50 inscrit au tarif minimum ne répond pas non plus aux désirs des papetiers, ceux-ci estimant qu'un droit de 30 francs représente l'extrême limite des concessions

qui leur sont possibles. Il n'en est pas moins qu'en présence des intérêts en jeu, ce droit de 12 frs 50 est un maximum qui ne sera pas dépassé de longtemps et dont les fabricants de papier seront forcés de se contenter.

En ce qui concerne les pâtes, voici le tarif douanier en vigueur :

DÉTERMINATION D'EMPLOI	AUX CENT KILOS				AUX CENT KILOS			
	Pâtes mécaniques sèches		Pâtes mécaniques humides		Pâtes chimiques sèches		Pâtes chimiques humides	
	Tarif général	Tarif minimum	Tarif général	Tarif minimum	Tarif général	Tarif minimum	Tarif général	Tarif minimum
Sans détermination d'un des emplois suivants :	10,00	6,50	5,00	3,25	16,00	13,00	8,00	6,50
Pour papiers de plus de 35 gr. destinés à l'impression des journaux et périodiques	2,25	1,50	1,45	0,75	4,50	3,00	2,25	1,50
Pour papiers destinés à l'édition des livres scolaires	3,75	2,50	1,90	1,15	6,25	5,00	3,25	2,50
Pour papiers destinés à l'édition de tous les autres livres.....	6,00	4,00	3,00	2,00	10,00	8,00	5,00	4,00

Si nous comparons les droits sur les pâtes établis par le décret du 30 août 1927 à ceux inscrits dans le

tableau ci-dessus, nous constatons que tous ont été considérablement augmentés et que beaucoup ont été doublés. Est-ce à dire que, ainsi modifiés, ils donnent entière satisfaction à tous les papetiers ? Il nous est difficile de nous prononcer sur ce point.

En tout cas, cette majoration était réclamée tout particulièrement par les papetiers fabriquant surtout les pâtes. C'est que, malgré l'extension prise depuis quelques années par la fabrication des pâtes, cette industrie est en moins bonne situation chez nous, pour son ravitaillement en matière première, qu'elle ne l'est dans les pays scandinaves ou même en Allemagne, ce qui lui faisait redouter, et non sans raison, que les celluloses de ces pays ne viennent un jour envahir le marché français. Cette crainte toutefois tend à s'atténuer car, grâce à l'activité que nous venons de signaler, il semble permis aux fabricants de pâtes d'entrevoir ou tout au moins d'espérer que dans un avenir prochain, à l'abri des nouveaux droits (dont le taux pourrait être au besoin réduit par la suite, suivant les circonstances), il leur sera possible de résister victorieusement à la concurrence étrangère.

Assisterons-nous alors à un renversement de la situation ? Verrons-nous les importations actuelles de pâtes disparaître en partie pour être remplacées par les importations de bois étrangers, les fibres de ces derniers venant compléter celles tirées de nos propres ressources forestières, et formant une masse suffisante

pour en obtenir toutes les pâtes nécessaires à nos besoins ? (1).

La réalisation de cette autonomie partielle, si souhaitable qu'elle soit, est sans doute quelque peu chimérique, car les frais de transport des bois étrangers et l'emplacement moins favorable de nos usines nous laisseront vraisemblablement, et pour longtemps encore, dans un certain état d'infériorité.

Tout en se plaisant à escompter l'avenir, les papetiers ne perdent cependant pas de vue le présent. Aussi, à quelques uns d'entre eux reste-t-il un regret, c'est que le poids de la protection ne porte pas davantage sur le produit fini et plus spécialement sur le papier journal et le papier d'édition, car observent-ils, rien ne prouve que l'élévation des droits sur les papiers entraîne nécessairement une augmentation sensible de leur prix si la concurrence intérieure est suffisamment vive ; et la concurrence pourrait devenir telle, si nous parvenions à produire, à l'abri temporaire d'un droit au moins compensateur, une plus grande quantité de papier, d'où il résulterait presque inévitablement une diminution du prix de revient (2) ; tandis qu'un droit relativement élevé maintenu trop longtemps sur la matière première ou les pâtes aurait certainement pour résultat d'augmenter le prix de revient du produit fini.

(1) Voir à ce sujet René Théry « L'Effort des Papeteries de France », op. cit.

(2) Il existe à ce sujet un projet de création d'une grande usine de papier-journal.

TROISIÈME PARTIE

LES FRAUDES RELATIVES AUX PAPIERS ADMIS AUX DROITS RÉDUITS ET LES IMPORTATIONS DE PATES ET DE PAPIERS AU TITRE DES RÉPARATIONS ET DES PRESTATIONS EN NATURE

CHAPITRE PREMIER

Les Fraudes relatives aux papiers admis aux droits réduits

Nous n'avons pu traiter jusqu'à présent la question des fraudes relatives aux papiers admis aux droits réduits non plus que celle des prestations en nature, parce que, d'une part, leur répercussion sur les faits que nous avons exposés se produisait pour ainsi dire

d'une façon permanente, et que, d'autre part, nous ne pouvions raisonnablement en parler à tout moment et encore moins leur consacrer avant ce moment-ci un chapitre spécial. Au point où nous en sommes de notre étude, nous pouvons envisager l'une et l'autre et nous commencerons par la question des fraudes.

Lorsque le « Groupement des intérêts économiques de la Presse » obtint par le décret du 10 février 1918 une première réduction de 60 % des droits d'entrée sur les papiers destinés aux journaux, l'expression « papier journal » définissait seulement, il faut le rappeler ici, « l'emploi fait » d'un papier quelconque et non la composition spécifique d'un papier déterminé. Dès ce moment, et suivant ce que nous avons déjà laissé entendre lors de l'examen de la situation de la papeterie pendant la guerre, des fraudes se produisirent malgré les mesures adoptées pour empêcher le détournement de destination de ces papiers.

Pour qui veut pratiquer la fraude, il est en effet tentant de se procurer des papiers n'ayant acquitté qu'un droit d'importation réduit et de les revendre ensuite comme papier soumis au tarif ordinaire, avec partage ou non des bénéfices réalisés. L'administration des douanes prit bien quelques précautions en exigeant notamment un acquit à caution à l'arrivée, mais comme les propriétaires de ce papier pouvaient, les formalités une fois accomplies, le déposer en tel lieu qu'il leur plaisait, douane, police et municipalités, devant les difficultés qu'elles éprouvaient à le

suivre, trouvèrent plus simple, paraît-il, de fermer les yeux (1).

Les fabricants de papier élevèrent naturellement des plaintes, et le résultat en fut d'amener l'administration des douanes à exiger, à l'avenir, un certificat du directeur du journal. Malgré cette nouvelle mesure, des stocks énormes n'en furent pas moins constitués, d'où protestations véhémentes des papetiers se refusant à admettre que les directeurs de journaux puissent se faire marchands de papier. Certes les papetiers n'ignorent pas que les bobines employées par les journaux ne sont jamais utilisées complètement et qu'il reste toujours une petite quantité de papier, le bobineau, que la Presse peut, sans prêter à critique, revendre au prix courant ; aussi n'est-ce pas contre cet usage que les papetiers s'élèvent. Ce qu'ils critiquent, c'est l'opération de grande envergure pratiquée délibérément sur d'énormes quantités.

La réduction des droits normaux sur les papiers de presse, puis d'édition, aurait donc dû être complétée par l'établissement d'un « droit de suite », nécessaire au contrôle. Faute de ce droit, les papiers admis aux droits réduits peuvent, contrairement à leur destination d'origine, servir à l'impression de catalogues, de prospectus, de bulletins corporatifs, de publications administratives ou commerciales, d'affiches, et même de bulletins de vote ou de feuilles de propagande électorale. Ils peuvent être aussi uti-

(1) « Le Papier », par Jean Poirier, op. cit.

lisés indûment pour l'écriture : blocs, cahiers, enveloppes, ainsi que pour la confection des tickets de tramways, de nappes pour restaurants, de feuilles pour emballage, etc... Certains papiers même entrent aux droits réduits pour être ensuite transformés en France, tel le papier support, utilisé ensuite comme papier couché.

Bref les deux tiers du tonnage de notre production nationale étant représentés par les papiers au détriment desquels s'accomplissent les fraudes, et ces fraudes portant sur les quantités que nous venons de laisser supposer, il ne faut pas s'étonner que ceux de nos fabricants qu'atteint spécialement le trafic frauduleux ne puissent plus trouver sur notre marché un débouché suffisant pour leur production (1).

Dans le même ordre d'idées, si les papiers d'édition venaient à être soustraits au droit réduit pour subir le sort du régime douanier de droit commun, l'appât et les dangers de la fraude s'en trouveraient considérablement accrus, car alors, elle n'aurait plus pour objet seulement d'alimenter les ateliers de façonnage et autres auxquels nous faisons allusion tout à l'heure, mais elle se pratiquerait pour alimenter aussi l'édition elle-même.

Il est clair que la fraude qui existe continuera d'exister tant qu'il y aura une catégorie de papiers bénéficiant d'un régime douanier de faveur et que des mesures spéciales n'auront pas été prises pour la déjouer.

(1) D'après renseignements fournis par « Les Papeteries de France ».

Les chambres de commerce de nombreux départements, les revues périodiques de la papeterie, certains parlementaires même ont envisagé les moyens propres à réprimer ces abus, et si les avis diffèrent quelque peu sur le procédé technique à adopter, l'accord est unanime pour déclarer urgente une mesure de contrôle.

Le Brésil en cette matière nous fournit un exemple. Ayant admis en 1916 le papier de presse à un régime préférentiel, et le contrôle du tirage des journaux, ce qui revient à dire du papier employé, n'ayant point été, de même qu'en France, envisagé comme possible, le Brésil vit le papier introduit sous ce régime servir aux usages les plus divers ; mais alors l'industrie s'en émut, et par ses protestations répétées finit par obtenir la mesure propre à mettre un terme à de semblables pratiques. Dans son budget de 1926, le Brésil incorpora une disposition spécifiant que les papiers destinés aux journaux devaient, pour bénéficier de la réduction des droits, porter la « marque d'eau » (1).

Les avis sont, paraît-il, partagés en France sur le choix de la marque à adopter, mais ce n'est là qu'une difficulté secondaire. Une marque quelconque, marque d'eau, filigrane ou marque en surface, appliquée aux papiers admis aux droits réduits, contribuerait sans aucun doute à comprimer chez nous et peut-être à

(1) La « marque d'eau » se présente sous l'aspect de lignes parallèles ayant, lorsqu'on les regarde par transparence, une teinte différente de celle du reste du papier et ressemblant à une tache d'eau en forme de ligne.

supprimer entièrement les fraudes. Deux résultats seraient du même coup obtenus ; d'une part, diminution d'importation des papiers en question par difficulté ou impossibilité de les détourner de leur destination, et d'autre part, perspective pour nos fabricants de papier d'un marché national enfin élargi après 12 ans de resserrement.

Les papetiers peuvent d'ailleurs espérer voir bientôt leurs vœux réalisés puisque le tarif voté le 2 mars 1928 prévoit qu'un décret sera pris dans le délai d'un mois en vue de déterminer les modalités d'un contrôle efficace des papiers entrant en France aux droits réduits,

CHAPITRE II

Les Importations de pâtes et de papiers au titre des Réparations et des Prestations en nature (1)

Apprécier les répercussions produites par le règlement de la dette allemande sur l'économie de l'industrie papetière, serait tâche fort délicate. Aussi nous bornerons-nous à un bref exposé historique qui nous permettra de voir l'importance et de suivre les modalités successives des importations de pâtes et de papiers, sans perdre toutefois de vue les problèmes d'ordre économique (2) soulevés par ce règlement.

§ 1. — Règlement de la Dette allemande et Importations de Pâtes à papier depuis l'Armistice jusqu'à la mise en vigueur du Plan Dawes le 1^{er} Septembre 1924

De l'étude générale de cette première période se dégage l'impression que les pays créanciers et parti-

(1) ALRIQ. — Le plan Dawes (1927).

(2) LESCURE. — Le problème des réparations. Comment le résoudre (1922).

culièrement la France ont, avant tout, cherché à affaiblir le vaincu et à obtenir la satisfaction immédiate de leurs besoins les plus urgents nés de la guerre (1). A cette époque, en effet, les prestations en nature n'offrent pas le caractère d'un mode libératoire de l'indemnité allemande ; elles comportent seulement des livraisons déterminées et rapides d'Etat à Etat sans que le côté économique ou financier du problème soit envisagé. Les premières livraisons en nature effectuées à la suite des conventions d'armistice ou du traité de Versailles confirment notre dire. Le § 19 de l'annexe II de ce traité prévoyait bien, il est vrai, que la commission des réparations pouvait accepter les paiements en biens mobiliers ou immobiliers, en marchandises, etc..., et les quelques livraisons qui furent faites dans ce sens présentent évidemment la caractéristique d'un mode auxiliaire de paiement, car elles n'étaient déjà plus exclusivement réservées aux besoins de la reconstitution, mais ce texte ne créait pas une obligation pour l'Allemagne, il lui accordait une faculté dont elle pouvait user ou non à son gré. D'autre part, les producteurs français, voyant là un danger de concurrence, élevèrent des réclamations. Ceci permet de comprendre pourquoi les prestations facultatives ne jouèrent jusqu'en 1921 qu'un rôle extrêmement réduit et pourquoi nous n'avons à enregistrer jusqu'à aucune importation de pâtes ou de papiers.

(1) Le rapport Dawes et la nouvelle politique des réparations en nature. Xavier Oudiette. Thèse, Paris 1927.

En mai 1921 l'état des paiements fixa pour la première fois des échéances déterminées et précises de la dette allemande et alors, aux échéances, apparurent les difficultés pratiques d'exécution. Pour résoudre le problème des transferts, les prestations furent envisagées comme un moyen essentiel d'assurer les paiements que devait faire l'Allemagne. En conséquence, lors de l'établissement de l'état des paiements de Londres, du 5 mai 1921, un paragraphe 19 bis fut ajouté au paragraphe 19 de l'annexe II du traité de Versailles, transformant en une obligation ce qui n'avait été jusque-là qu'une simple faculté.

L'idée générale qui a présidé au règlement des prestations ayant été dégagée, nous ne nous arrêterons pas sur les multiples accords (1) ou modifications qui eurent lieu jusqu'en 1924, non plus que sur les modalités de fonctionnement de la Commission des réparations. Nous dirons seulement que, par l'effet du paragraphe 19 bis, nous eûmes à enregistrer, à défaut d'importations de papier, les entrées de pâtes à papier suivantes (2) :

(1) « Le Rapport Dawes et la nouvelle politique des réparations en nature ». Op. cit. L'accord Gillet et l'accord de Wiesbaden, entre autres, ne s'occupaient que des prestations pour les sinistrés.

(2) Chiffres fournis par la Commission des réparations, rue de Tilsitt.

	QUANTITÉS IMPORTÉES	VALEURS
	EN KILOS	EN MARKS OR
Octobre 1922	153 843 kgs 800	27.304 m. o. 60
Novembre —	1.156.773 » 985	228 319 » 21
Décembre —	864 784 » 580	237.252 » 46
Janvier 1923	257.039 » 000	96.331 » 94
Février-Mars . . . — (frais de transport)	.	20.343 » 79
TOTAL	2.432.411 » 365	609.551 » 70

Les importations au titre des réparations devinrent, dans leur ensemble, extrêmement difficiles dès la fin de 1922. A cette époque, l'Allemagne, complètement acquise au nationalisme et manœuvrant pour ne plus supporter la charge des réparations, réclama un moratoire de quatre années. Le 11 janvier 1923 une mission d'ingénieurs fut envoyée en Allemagne dans le but d'assurer l'application des programmes de la commission des réparations, l'idée de la France étant d'accomplir cette œuvre en collaboration avec l'Allemagne. De collaboration il ne pût être question, la France s'étant heurtée, comme chacun sait, à une résistance passive de sa débitrice et ayant dû recourir à l'occupation de tout le bassin de la Ruhr. Les livraisons en nature prirent alors la forme de saisies de stocks ou d'exploitation directe.

Enfin, le 24 septembre 1923, après huit mois de résistance, l'Allemagne, ruinée et acculée à la catas

trophe financière, capitula sans conditions et le 23 novembre fut signée une convention entre les industriels de la Ruhr et la mission interalliée de contrôle. L'industrie privée se substituait au Reich, pour l'exécution des réparations et la Haute Commission interalliée passait avec les industriels rhénans des arrangements pour la livraison de colorants, de textiles, de papiers, etc...

En ce qui concerne les pâtes à papier — car nous n'avons pas encore à enregistrer d'importations de papier — il a été saisi, pendant l'occupation de la Ruhr, pour l'achèvement des commandes antérieurement passées par la commission des réparations, 294.760 kilos, d'une valeur de 206.500 francs en mai 1923.

En outre, les réquisitions suivantes ont été faites (1) :

Octobre 1923	79.760 kilos d'une valeur de	82.152,80
Janvier 1924	197.511 — — — —	203.436,33
Février —	91.489 — — — —	94.233,67
Août —	68.211 — — — —	70.257,30
Total		450.080,10

Ces chiffres ne comprennent pas les réquisitions supplémentaires effectuées en sus des réquisitions principales pour couvrir les frais des opérations. Enfin le fonds commun constitué à la suite d'arrangements entre la Haute commission interalliée et les

(1) Chiffres fournis par la Commission des réparations, rue de Tilsitt.

industriels allemands servit à acheter en Allemagne divers produits, en particulier de la pâte à papier. Toutefois ces produits n'ont pas été comptabilisés à la Commission des réparations, qui a tenu compte seulement du montant global du fonds commun.

La résistance de l'Allemagne suivie de l'occupation de la Ruhr eut en somme pour résultat de mettre fin à toute livraison volontaire de sa part, au titre des prestations en nature. Les livraisons volontaires ne purent être reprises qu'après la conclusion des accords de Londres du 1^{er} septembre 1924, lorsque fut mis en vigueur le plan Dawes.

§ 2. — Les importations de pâtes de papier sous le régime du Plan Dawes et du règlement Wallenberg

Accepté par les Alliés et par l'Allemagne, le plan Dawes remplaça l'état des paiements du 5 mai 1921 et régla à nouveau, pour partir du 1^{er} septembre 1924, l'échelonnement des versements allemands. L'innovation la plus importante du plan Dawes fut de déterminer d'une façon définitive les moyens par lesquels les versements de l'Allemagne devaient être à l'avenir transférés aux états créanciers (1).

Il fut notamment décidé que la quotité des annuités

(1) « Les prestations en nature et les transferts », Pihier-Thèse, Paris 1927.

prévues par le plan devrait être versée par le Reich, en marks; à l'Agent général du paiement des réparations, de sorte que les Puissances pouvaient ainsi avoir à leur disposition, à Berlin, des crédits susceptibles d'être employés dans des conditions déterminées et de servir particulièrement au paiement des livraisons faites au titre des prestations en nature. C'est d'ailleurs par ce moyen que les Etats créanciers assurèrent par la suite et dans la mesure où ils le purent le transfert de leurs créances.

Compter sur les prestations en nature pour que s'effectuât ce transfert semblait très pratique, mais encore fallait-il attirer par certains avantages les usagers éventuels de ces prestations. D'autre part, il n'était pas moins indispensable de ménager l'économie de l'Allemagne en empêchant la sortie des marchandises indigènes ou achetées de l'étranger. Enfin d'autres mesures encore paraissaient s'imposer si l'on ne voulait pas que l'introduction en France, sans discernement, des marchandises allemandes vint à provoquer chez nous des troubles économiques profonds. On ne pouvait évidemment songer à supprimer toute concurrence entre les prestations et la production française, mais on conviendra qu'il était convenable qu'une concurrence ayant cette origine ne pût aller jusqu'à devenir sérieusement nuisible à nos producteurs.

Concilier ces divers intérêts et faciliter les échanges au titre des prestations semblait donc tâche délicate. Le règlement Wallenberg du 9 juin 1925 y pourvut cependant. Voici quels en sont les traits essentiels :

Pour ménager l'économie de l'Allemagne, certaines marchandises ne peuvent en aucun cas être livrées comme prestations en nature. D'autre part, certaines livraisons sont contingentées, c'est-à-dire que les produits dont elles faisaient l'objet ne sont livrables que dans les limites d'une quantité maxima fixée d'avance. Il en est ainsi pour le papier. Enfin d'autres marchandises, dont les pâtes à papier, où sont incluses pour plus de 25 % de matières premières provenant de l'étranger, sont payables directement par l'acheteur au vendeur pour la part que représente, dans le prix de vente de la marchandise, la valeur des matières premières venant de l'étranger, le surplus étant payable au moyen des fonds de l'Agent général (1).

Il est en outre convenu que l'on assurerait aux exportateurs le remboursement de la valeur du prélèvement de 26 % effectué par les douanes alliées sur le montant des factures de marchandises venant d'Allemagne au titre de prestations (2).

(1) Ainsi les pâtes allemandes importées en France étaient fabriquées, en Allemagne, avec une certaine quantité de bois que les papetiers allemands avaient acheté et payé à la Suède. Il avait été établi que ce bois étranger entraît pour 40 % dans le prix des pâtes allemandes. L'acheteur français payait alors directement à son vendeur allemand 40 % du prix des pâtes que ce dernier avait payé ou devait payer à la Suède et l'agent général des paiements versait au papetier allemand les 60 % qui restaient à acquitter.

(2) L'Etat des paiements de Londres du 5 mai 1921 avait prévu qu'en plus d'une annuité de deux milliards de marks-or, l'Allemagne devait payer 26 % du produit des exportations.

Ces précautions étant données, quelle procédure doit suivre l'acheteur de pâte ou de papier pour se procurer en Allemagne les produits qu'il se propose de faire entrer au titre des réparations ?

L'acheteur passe avec un vendeur de son choix un contrat en tous points semblable à ceux du marché libre, la commission des réparations ayant désiré qu'aucune gêne ne vint troubler les tractations commerciales. Le contrat doit spécifier que la fourniture est faite au titre des prestations en nature et l'acheteur doit s'engager, sous sanction de pénalité à ne pas réexporter la marchandise. Une fois élaboré, le contrat est présenté au gouvernement français. Si, après avoir considéré l'intérêt de l'industrie française, l'état d'exécution des programmes et les crédits disponibles chez l'Agent général des paiements, le gouvernement l'agrée, l'acheteur prend alors les engagements voulus touchant le paiement au Trésor de la contre-valeur des traites qui lui sont remises. Le contrat est ensuite transmis au bureau de la commission des réparations spécialement chargé des prestations ; ce bureau, à son tour, communique le contrat à un bureau représentant le gouvernement allemand près de la commission des réparations pour l'exécution des prestations en nature. Si, dans un délai de trois jours, aucune objection n'est soulevée par le bureau de la commission des réparations ou par le bureau allemand, le bureau de la commission des réparations approuve le contrat. Le contrat ainsi homologué est adressé à l'agent général chargé d'opérer le paiement au vendeur. A cet effet, l'ache-

teur se fait remettre par le gouvernement français, contre remboursement, au comptant ou à terme, de la contre-valeur, une traite sur l'Agent général des paiements. Cette traite est endossée au nom du vendeur et lui est envoyée par l'acheteur. A l'échéance, l'Agent général des paiements paye la traite et débite la France de la contre-valeur en marks-or (1).

Après cette vue d'ensemble des idées directrices qui ont présidé à l'élaboration du règlement Wallenberg et après en avoir expliqué le mécanisme succinctement et sans entrer dans les détails d'ordre budgétaire, il convient d'examiner les importations de papiers et de pâtes effectuées sous l'empire de ce règlement.

La mise en application du plan Dawes, étant donné les modalités d'exécution prévues par le règlement Wallenberg, devait inciter la France à détourner à son profit le courant des exportations de papier allemand dirigé principalement vers l'Amérique du Sud et à réduire les importations scandinaves. Mais deux difficultés se présentaient. En effet, l'industrie scandinave bénéficiait de conditions de production extrêmement économiques et, d'autre part, nous savons que les importations en France jouissaient du tarif minimum lorsqu'elles ne provenaient pas d'Allemagne ou d'Autriche, pays soumis au tarif général. Il fallait donc, pour détourner de la France le courant des importations scandinaves au profit des impor-

(1) Sir J.-C. STAMP. — « Le paiement des réparations et l'avenir du commerce international », 1925. ~

tations allemandes moins favorisées, consentir aux acheteurs français au titre des prestations, certains avantages. C'est pour cela qu'un premier contrat, présenté au mois de septembre 1925, prévoyait l'introduction en France, au titre des prestations en nature, de 30.000 tonnes de papier journal et envisageait les conditions suivantes dont plusieurs offraient un avantage évident : fixation, pour les conversions des monnaies, d'un cours de change uniforme, égal au cours d'ouverture de la Bourse de Paris du 1^{er} octobre 1925 ; ristourne de la différence de 5 francs existant entre les droits de douane frappant le papier allemand (15 francs au tarif général) et le droit du tarif minimum (10 francs) ; délai de deux mois sans intérêts entre l'émission des traites et le versement au trésor, ou escompte de 1 % ; participation du Trésor aux économies éventuellement réalisées par suite de la suppression de l'impôt sur le chiffre d'affaires ou de détaxes de frais de transport ; enfin un abattement de 3,66 % ou de 3,54 % pour tenir compte de toutes les charges que ne supportaient pas les papiers scandinaves importés directement par les consommateurs.

Une autre livraison de 26.000 tonnes de papier journal répartie en 9 contrats fut commandée au début de 1926 et les conditions de remboursement des traites étaient les suivantes : fixation d'un taux de change uniforme de 23 francs par dollar et en outre, comme dans le précédent contrat, ristourne du droit

de douane, crédit de deux mois et participation du Trésor aux économies réalisées (1).

En 1927, il ne fut accordé aucun abattement proprement dit, mais le cours du dollar fut fixé à 21 frs par décision du conseil des ministres en date du 21 décembre 1926. En ce qui concerne les pâtes, les contrats bénéficièrent d'un certain abattement variant de $5 \frac{1}{2}$ à 10 %.

Si nous consultons le tableau analysant les contrats soumis au comité des transferts pendant la période allant du 1^{er} septembre 1925 au 31 août 1926, nous voyons que les importations de pâtes de bois et de papiers sont bloquées ensemble et s'élèvent à 164.274 tonnes d'une valeur de 37.328.396 reichmarks, réparties en 213 contrats. Pour la seconde période s'étendant du 31 août 1926 au 31 mai 1927, nous constatons l'entrée en France de 91.557 tonnes de pâtes et de papiers représentant 26.203.822 reichmarks faisant l'objet de 131 contrats (2).

(1) Renseignements procurés par le service des prestations en nature, 21, rue de l'Université.

(2) Malgré de nombreuses démarches effectuées auprès des administrations compétentes, nous n'avons pu obtenir les quantités respectives de pâtes et de papiers composant ces importations globales. Cependant une certaine précision sur ce point nous paraissant utile, nous avons demandé à une maison qui s'occupe tout spécialement des importations de papier journal et d'édition au titre des prestations et qui en détient presque le monopole, de bien vouloir nous fournir quelques chiffres relatifs aux entrées de ces produits.

En juin 1926, il aurait été présenté environ 12 contrats portant sur 64.800 tonnes de papier journal et d'édition (54.000 tonnes de papier journal et 10.800 tonnes de papier

*
**

Les mesures prises par les divers organismes des prestations en nature en vue de régler les importations de papier par la fixation annuelle d'un contingent correspondant aux besoins que ne pouvaient satisfaire nos papetiers et, d'autre part, les règles observées pour l'examen des contrats, semblaient de nature à protéger notre industrie papetière contre une concurrence anormale de la part de l'Allemagne.

Nombreuses cependant furent les doléances des papetiers, accusant le régime des prestations de favoriser, par la fixation d'un contingent trop élevé et par des abattements excessifs, les importations massives de papier journal et d'édition. Le contingent pourtant était fixé par les représentants des industries intéressées et par les consommateurs, mais il est à penser que là-dessus, comme dans la question de l'augmentation du droit de douane, la voix des papetiers ne fut pas toujours la plus écoutée. Quant à l'abattement consenti par la caisse des réparations sur les dollars cédés aux importateurs, abattement qui

d'édition), quantité dont l'importation avait été autorisée. Les importations globales de pâtes et de papier pour la période s'étendant du 31 août 1926 au 31 mai 1927 étant de 91.557 tonnes, par soustraction nous déduisons qu'il y aurait donc eu approximativement 119 contrats pour les pâtes portant sur 26.757 tonnes. Pour la période s'étendant du 31 mai au 31 août 1927 et pour laquelle, bien entendu, nous manque le chiffre global des importations, nous avons pu savoir qu'un contingent de 61.000 tonnes de papier avait été autorisé, faisant l'objet de 7 contrats.

provenait de la garantie de change réclamée par la Presse (1) et qui atteignit 20 % en 1927 (2), les papetiers pensaient, non sans raison, que c'était là une prime considérable à l'importation pour le fabricant allemand, prime qui venait s'ajouter à celle découlant déjà de l'insuffisance du droit de douane.

En fait les papetiers français reconnaissaient bien qu'il fallait assurément tirer parti de tout ce que pouvait donner le plan Dawes, mais ils pensaient qu'il était vraiment déraisonnable de demander à une industrie déjà plus éprouvée qu'aucune autre, des sacrifices excessifs sous le prétexte que ces sacrifices constituaient à la Presse et à l'Edition françaises des avantages dont elles avaient besoin. Demander au plan Dawes des produits qu'une insuffisance naturelle ou une politique d'économie nous empêchaient d'obtenir ou d'utiliser en quantité désirée, tels le charbon ou les bois, soit, mais il ne convenait pas que, par des faveurs spéciales s'ajoutant à tant d'autres, on accrût les importations d'un produit, tel le papier, que notre industrie était capable de produire.

A la fin de l'année 1926, avant la mise en vigueur du règlement facilitant les importations, celles-ci n'étaient que de 11.894 tonnes (3), et cette quantité effrayait déjà les papetiers. Sous le régime des prestations en nature, en neuf mois seulement, du 31 août

(1) « L'Observateur Européen », 17 sept. 1927, n° 25. — Une industrie nationale en péril ; Pierre AUDIBERT.

(2) Le dollar fut garanti à 21 francs alors qu'il en valait 24.

(3) Tonnage de papiers de presse et d'édition.

1926 au 31 mai 1927, les importations de papiers de presse et d'édition dépassèrent 54.000 tonnes. Cette progression des importations semble bien de nature à justifier les doléances des papetiers.

Certaines modifications viennent d'être apportées au régime des prestations en nature : la fixation d'un taux de change est supprimée et, le 3 février 1928, les négociateurs français et allemands ont paraphé une convention destinée à modifier les modalités de perception du prélèvement effectué sur la valeur des importations allemandes au titre des réparations. Nous ne pouvons encore nous prononcer sur les répercussions que ces modifications sont susceptibles de produire dans l'économie de notre industrie papetière.

QUATRIÈME PARTIE

LE PROBLÈME DE LA MATIÈRE PREMIÈRE NATIONALE

Parmi les éléments de prospérité et de sécurité d'une industrie, l'un des plus importants réside incontestablement dans la possibilité de trouver sur le sol même du pays où elle est établie toutes les matières premières qu'elle est destinée à transformer. Mais rares sont les industries jouissant complètement de cet avantage et, malgré les affirmations des partisans du nationalisme économique, qu'un pays doit pouvoir se suffire en tout à lui-même, nous constatons que les nations les plus puissantes et les plus riches sont loin de posséder tous les éléments de production dont elles ont besoin. La France ne fait pas exception à cette règle et beaucoup de matières premières, ou lui font défaut, ou n'existent sur son territoire qu'en quantité insuffisante. Encore, parmi celles qu'elle possède plus ou moins, en est-il, comme la houille

par exemple, dont les dépôts s'épuisent sans qu'il soit en notre pouvoir de les reconstituer. Là, ce que la nature a fait à l'aide des siècles, l'homme ne peut le refaire. Mais en ce qui concerne les fibres qui forment la matière première de l'industrie du papier, notre impuissance n'est plus la même ; nous pouvons avoir, semble-t-il, une action sur leur production, sur leur renouvellement. Dans quelle mesure ? Est-ce que la France, à l'aide d'une politique économique appropriée, ne pourrait pas parvenir à produire sur son propre sol ou à trouver dans ses colonies les quantités de bois, de fibres nécessaires à l'alimentation de son industrie papetière ?

Telle est la question que suggère le problème des fibres. Avant d'examiner les divers moyens préconisés pour le résoudre, il convient de voir quels sont les besoins actuels de la France en fibres utilisables pour notre papeterie.

§ 1. — Production de bois français et quantités nécessaires à la Papeterie

De divers ouvrages qui ont été consacrés à cette étude (1), il résulte que la papeterie française aurait besoin de :

(1) Ouvrages de MM. ARNOULD et SEURRE.

300.000 m³ de pin sylvestre ;
1.668.000 m³ de sapin et d'épicéa.
175.000 m³ de peuplier ;
175.000 m³ de tremble ;
50.000 m³ d'alfa.

Total. 2.368.000 m³.

Si telle est la quantité réclamée par la papeterie, l'exploitation de notre domaine forestier, en France, n'est pas en mesure de lui donner actuellement satisfaction, car si les bois, soumis ou non au régime forestier, représentent bien 10.345.688 hectares fournissant un rendement annuel de 23.000.000 m³, dont 3.000.000 m³ de bois feuillus tels que le peuplier et le tremble, 3.113.000 m³ de bois résineux comme le pin sylvestre, le sapin et l'épicéa, et enfin 3.305.000 m³ de pin maritime, la papeterie n'est pas la seule industrie utilisant ces essences, loin de là ; sur les chiffres que nous venons de citer, une proportion telle est prélevée pour le bois d'œuvre, qu'il ne reste, affirme-t-on, qu'environ un million de mètres cubes pour nos fabriques de pâtes alors qu'elles devraient en traiter plus de deux millions. La nécessité de faire appel à l'étranger pour plus de la moitié de nos bois de papeterie est donc évidente.

Pour nous libérer de cette dépendance, le reboisement a été considéré comme l'un des moyens les plus efficaces, mais ici comme en toutes choses, que valent les moyens les meilleurs s'ils demeurent trop longtemps à l'état de conception ?

§ 2. — Le reboisement

Le reboisement est une œuvre de longue haleine, une œuvre de prévoyance à base d'années et, partant, peu en faveur auprès des propriétaires français, étant donné le souci toujours grandissant des profits immédiats ; c'est pourquoi, jusqu'à présent, malgré discours, congrès et magnifiques résolutions, nulle phase de réalisation pratique n'est encore apparue.

Et pendant que le reboisement reste à peu près en sommeil, le danger de déboisement ne fait que s'accroître ; aussi un ministre de l'agriculture pouvait-il dire récemment que si, en France, l'on coupe 100 hectares de bois par jour, on n'en replante pas 100 hectares par semaine.

Pour justifier une semblable pratique, il n'est pas même possible d'alléguer que les espaces ainsi dénudés sont conquis par la culture, car depuis 1913, la superficie des landes et des terres incultes s'est accrue de plus d'un million d'hectares.

Cette consommation sans remplacement compensateur d'une richesse qui, plus que toute autre, est lente à se reconstituer, n'est d'ailleurs pas particulière à notre pays et les Etats-Unis ne nous ont pas toujours donné l'exemple de la sagesse à ce sujet. Ayant alimenté pendant plus de trente ans les convois du Great Pacif Railway avec les bois des montagnes

Rocheuses et des monts Alleghanys, les Américains furent effrayés un jour du désert qui s'était formé dans leurs régions forestières ; mais dans la circonstance, plus logiques que nous, passant alors rapidement des résolutions aux actes, ils entreprirent sans délai un vaste plan de reboisement qu'ils ne cessèrent de poursuivre avec ténacité.

Cet exemple devrait, il nous semble, inciter l'Etat à encourager et à coordonner les initiatives privées en créant un Office de reboisement. Dans ce sens, il appartiendrait au service des Eaux et Forêts de dresser un inventaire des terrains susceptibles d'un reboisement facile et urgent et d'examiner en commun avec les papetiers et tous autres industriels les modalités de transport des bois, les ressources en main-d'œuvre, les forces hydrauliques à installer à proximité des exploitations forestières projetées, ainsi que les industries dont le bois sert de matière première et qui pourraient être organisées dans chaque région envisagée. « Le reboisement serait considéré comme une « affaire » et accompagné « dans chaque cas particulier d'un devis ; le compte des immobilisations « serait établi avec le concours des industriels et les « fonds seraient assurés en partie par la caisse centrale, en partie aussi par les consommateurs intéressés à un reboisement déterminé. A côté des versements à la caisse centrale, où l'argent n'est certes « pas perdu, mais perdu de vue, il importerait de « réserver aux intéressés la possibilité d'effectuer « leur contribution à des plantations connues

« d'eux (1) ». Par contre, lorsque l'opération de reboisement se traduirait plus tard par des coupes, il serait logique de demander alors aux propriétaires bénéficiaires une redevance déterminée dont le montant serait versé à l'Office de reboisement.

S'il est souhaitable qu'il donne un concours toujours plus large aux initiatives privées, l'Etat n'est cependant pas resté indifférent à la question du reboisement.

Diverses lois ont été promulguées dans le désir de remédier à la crise forestière, telle la loi du 16 août 1913 (2) modifiant et complétant celle du 4 avril 1882 sur la restauration et la conservation des terrains en montagne.

La loi du 4 avril 1882 était en effet apparue comme insuffisante, excluant de la déclaration d'utilité publique tous les terrains non dégradés ou non éboulés et ne visant que la consolidation, par plantation, des berges des torrents ; il en résultait qu'à la première averse les berges consolidées continuaient à s'effondrer. Il fallait donc, et ce fut un des motifs de la loi de 1913, étendre l'application de la loi de 1882 non seulement aux régions montagneuses entières et faire porter les travaux de reboisement, pour toute la France, sur 6 millions d'hectares, surface vingt fois supérieure à celle à laquelle paraissait se limiter l'action de la loi du 4 avril 1882. Parmi les mesures adoptées, l'Etat doit, aux termes de cette loi de 1913,

(1) R. BOUVIER, *Op. cit.*

(2) *J. O.*, 22 août 1913, p. 7653.

agir concurremment avec les communes ou se substituer à elles en cas d'inaction de leur part, mais, précise l'article 4, les Communes ou les Etablissements publics négligents peuvent toutefois conserver la propriété de leurs terrains s'ils parviennent à s'entendre avec l'Etat avant le jugement d'expropriation, moyennant l'exécution de certaines obligations de restauration et de reboisement. L'article 5 ajoute que, dans les pays de montagne, des subventions continueront à être accordées aux Communes, aux Etablissements publics ou particuliers à raison des travaux entrepris par eux pour le reboisement, l'amélioration ou la consolidation du sol. Enfin, en cas de soumission des terrains au régime forestier, par application du § 4 de l'article 90 du code forestier, en vue de les convertir en bois ou de les améliorer en paturages, la part afférente aux travaux réels de reboisement et à verser par l'Etat sur les subventions par lui allouées aux communes, aux Etablissements publics ou aux associations doit être au moins égale aux $\frac{2}{3}$ des dépenses faites pour ces travaux. A ce sujet, il est regrettable que l'Administration des Eaux et Forêts ait presque cessé d'appliquer, tout au moins dans les régions montagneuses, le § 4 de l'article 90 du code forestier (1), lequel accorde toutes facilités pour soumettre au régime forestier non seulement les bois susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière, mais encore les ter-

(1) Rapport du Sénateur Vagnat, 18 juillet 1913.

rains en nature de friches, landes ou ravines, en vue de les convertir en bois.

Peu de temps avant la loi du 16 août 1913, celle du 2 juillet (1) de la même année avait été promulguée pour soumettre au régime du code forestier des terrains qui jusque là ne pouvaient être possédés sous ce régime et en bénéficier.

En effet, lorsque le code forestier a été mis en vigueur, les départements, à la différence des communes, ne pouvaient être encore propriétaires de bois ou de forêts ; or la loi du 2 juillet les autorise à acquérir des terrains boisés ou à reboiser et elle confère les mêmes droits aux associations reconnues d'utilité publique. L'article 3 précise que, moyennant une redevance annuelle déterminée à la suite d'une entente entre le conservateur des forêts de la région et les intéressés, l'administration forestière peut se charger de la conservation et de la régie des bois, même de ceux des simples particuliers. Aux termes de l'article 5, les acquisitions de bois, forêts ou terrains à boiser sont appelées à bénéficier des dispositions de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 et sont comprises dans la catégorie des placements que les caisses d'épargne peuvent effectuer en valeurs locales sans que, toutefois, le montant total de ces acquisitions puisse excéder 1/10 du capital de leur fortune personnelle. Les caisses d'épargne peuvent donc donner l'exemple du reboisement et contribuer à cette œuvre de premier plan par des entreprises réduites mais bien aménagées.

(1) *J. O.*, 6 juillet 1913, p. 5809.

La loi de finances du 31 juillet 1920, article 46, § 7 au 2^{do} a déterminé les subventions qui pouvaient être accordées aux œuvres ou travaux intéressant le reboisement.

Par une loi du 28 avril 1922 (1), les forêts ont été classées en deux catégories : les forêts de protection d'une part, et les autres forêts d'autre part. Les forêts de protection sont celles qui sont indispensables au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes et qui assurent la défense physique et mécanique du sol. Cette classification vient faire obstacle aux coupes sombres en même temps qu'elle permet la constitution d'un capital forestier précieux pour l'avenir, quand des coupes sagement réglées deviendront possibles dans les forêts de cette catégorie.

Un décret du 2 août 1923, portant règlement d'administration publique, détermine en outre les conditions d'application de la loi du 28 avril 1922 relative aux forêts de protection.

Citons encore une modification apportée au code forestier par une loi du 26 mars 1924 (2) concernant les mesures à prendre contre les incendies de forêts.

Enfin, la loi de finances de 1926, dans son article 299, établit que les dispositions de l'article 71 de la loi de finances du 27 avril 1912 sont applicables aux crédits afférents aux acquisitions de forêts et de terrains à reboiser.

Les diverses lois que nous venons de citer, excel-

(1) *J. O.* 4 mai 1922.

(2) *J. O.*, 27 mars 1924.

lentes en elles-mêmes ou par leur intention, ont l'inconvénient de trop éparpiller les efforts et il n'est pas douteux qu'un meilleur résultat pourrait être obtenu si un office du reboisement était chargé d'en poursuivre l'application et d'en faire connaître les modalités généralement ignorées. Mieux attaquées, les difficultés du reboisement ne seraient certainement pas insurmontables, car s'il nous manque, avons-nous dit, un million de mètres cubes, cette quantité pourrait nous être fournie par la plantation de 500.000 hectares, c'est-à-dire par la plantation de la vingtième partie seulement de la superficie actuelle de nos forêts. Et s'il n'est pas démontré que les 720.000 hectares de landes, marais ou terres vagues qui existent en France ne sont pas impropres à des plantations sylvestres, nous aurions là les espaces nécessaires au reboisement désiré.

Les bienfaits d'un reboisement bien compris pourraient être complétés par un meilleur aménagement de nos forêts.

§ 3. — Aménagement des forêts française

La nécessité de réglementer les coupes de bois n'avait pas échappé à Colbert et la France d'alors lui dut un édit rendant obligatoire le balivage, afin d'assurer à l'industrie un ravitaillement régulier en

bois de futaie. Pendant combien de temps et comment cet édit fut-il effectivement respecté ? Nous ne saurions le dire, mais ce que nous savons bien, c'est que le régime du balivage n'est plus pratiqué par les propriétaires que dans la mesure de leur convenance et de leur intérêt personnel.

En présence de cette situation, un spécialiste des questions papetières (1) s'est demandé s'il n'y aurait pas lieu, relativement aux bois, d'étendre à la pleine propriété les dispositions que le code civil consacre à la propriété démembreée, c'est-à-dire à l'usufruit ? Les articles 590 et 591 imposent en effet à l'usufruitier l'obligation de se conformer, pour l'exploitation des bois, aux usages suivis par l'ancien propriétaire. S'il s'agit de taillis, il doit réserver, comme son prédécesseur, un certain nombre de balivaux à l'hectare pour la croissance des futaies sur taillis, et des mesures législatives, ajoute cet auteur, ou plus simplement des règlements d'application régionale s'inspirant des articles précités et imposant au droit de propriété certaines limitations d'intérêt public, auraient vraisemblablement pour résultat de régénérer notre capital forestier qui, sur 6.000.000 d'hectares de taillis n'en compte que 155.000 en conversion.

D'autre part, les statistiques nous apprennent que les trois quarts de notre rendement forestier sont représentés par le bois de feu, de peu de prix.

Pour remédier à cette composition défectueuse de

(1) M. André NAVARRE « Celluloses et papiers ». Communication faite au VII^e Congrès de chimie industrielle à Paris, le 18 octobre 1927.

nos essences forestières, il serait souhaitable de voir se développer la plantation des peupliers. Les peupliers blancs de Suisse ou du Canada notamment, dont la croissance est fort rapide, poussent avec facilité dans les terrains humides presque sans valeur. De grandes fabriques françaises se sont déjà lancées dans cette voie, et dans le département de la Somme, ces arbres fournissent de bonnes pâtes mécaniques pour le journal. Les Italiens, d'ailleurs, nous ont montré la voie et une importante fabrique de papier journal de la vallée du Pô a aménagé en peupliers une vaste étendue de terrain qui lui procure tout le bois nécessaire pour sa pâte mécanique. De même les sapins qui sont en quantité insuffisante pourraient être substitués aux hêtres (1).

§ 4. — Nouvelles fibres métropolitaines : le pin des Landes, la paille

Une autre essence, jusqu'à ce jour presque délaissée et qui maintenant, traitée par un procédé spécial, donne de bons résultats, est le pin des Landes. Plus d'un million d'hectares de ces arbres recouvrent les départements des Landes, de la Gironde et du Lot-et-Garonne.

(1) M. André NAVARRE « Cellulose et papiers ». Communication faite au VII^e Congrès de Chimie Industrielle à Paris, le 18 octobre 1927.

Autrefois employés principalement comme poteaux de mines, du fait que la résine qu'ils contenaient les rendait impropres à fabriquer des pâtes, ils sont devenus précieux pour la papeterie le jour où, à la suite de recherches tenaces, les papetiers sont parvenus à éliminer cette résine. Soumis à un traitement alcalin, ils fournissent actuellement une pâte écrue permettant la confection de papiers d'emballage connus sous le nom de kraft, nom donné par les Suédois au papier de cette qualité fabriqué chez eux. Blanchie, cette pâte peut remplacer la pâte de sapin blanchie. C'est ainsi que l'usine de Montfournat, des papeteries Navarre, transforme d'une manière régulière le pin maritime. Les usines de Mimizan, appartenant aux papeteries de Gascogne, traitent le pin maritime par un autre procédé dû à un ingénieur suédois, Rinman — procédé qui, paraît-il, assure un excellent rendement. La méthode Rinman permet en outre d'obtenir des sous-produits de vente très rémunératrice, d'où abaissement du prix de revient du papier. « Grâce à ce procédé, 3 tonnes de bois de « pin des Landes, sec et bien écorcé, permettent d'obtenir, en dehors de la pâte écrue, 36 kilos d'alcool « méthylique pur, 24 kilos d'acétone, 24 kilos d'éthyl « méthylcétone, 12 kilos d'huile d'acétone, 50 kilos « d'huile légère et d'huile lourde ainsi qu'un déga- « gement de 400 m³ environ d'hydrogène pur (1). Ainsi traitée une tonne de pin des Landes procurerait

(1) « La Science et la Vie » — Article de M. P. ARVERS, n° 120, juin 1927.

900 francs de papier et 200 francs de sous-produits, alors que la même quantité de ce bois, vendue pour étais de mines, ne rapporterait que 110 francs. Or, la région des Landes exporte annuellement en Angleterre 800.000 tonnes de poteaux de mines qui pourraient donner 150.000 tonnes de pâte à la soude, c'est-à-dire beaucoup plus que la consommation française actuelle.

Ces chiffres sont suffisamment éloquents pour orienter les capitaux vers les plantations de ce pin ; d'ailleurs une grande usine de traitement « La Cellulose du Pin », est actuellement en construction à Fature, dans la Gironde, et elle pourra fabriquer, par un nouveau procédé, d'excellente cellulose blanchie, apte à tous les usages que comporte ce produit.

Si l'utilisation du pin des Landes en papeterie est relativement récente, l'emploi de la pâte de paille remonte à 1854.

*
* *

Les premières expériences de pâte de paille ont été faites à cette époque par un français, Mellier, au moyen d'un traitement par la lessive de soude sous pression.

La pâte obtenue par ce procédé était peu résistante, aussi la production mondiale annuelle en 1914 ne dépassait-elle pas 80.000 tonnes, dont 40.000 tonnes environ élaborées par l'Allemagne seule.

Grâce à un perfectionnement du procédé de traite-

ment, les papetiers ont réussi à produire une pâte souple et pure et il est à prévoir que les quantités fabriquées par nos usines iront sans cesse en augmentant. En effet, la pâte de paille ne constitue plus, comme avant la guerre, une simple pâte de remplissage dont l'emploi était relativement limité mais, améliorée comme nous venons de le dire, elle entre maintenant dans la composition des papiers tirés sur machines à grande vitesse. Les Américains qui, comme nous, voient avec inquiétude se raréfier leurs disponibilités en fibres de toute nature, commencent à en faire aussi un large emploi.

En ce qui nous concerne et pour autant que l'on peut ajouter foi aux statistiques, notre production de paille de seigle ou de blé nous permettrait d'élaborer plus de 6 millions de tonnes de cellulose, quantité telle qu'elle suffirait à alimenter toutes les usines de papiers du monde. Si extraordinaire que paraisse ce chiffre, il n'en reste pas moins évident que nous avons là une matière première fort abondante, même après les prélèvements effectués par les agriculteurs pour le fonctionnement de leurs exploitations. Cependant il faut remarquer que l'emploi de la cellulose de paille ne pourra se généraliser que lorsque son prix de revient sera inférieur à celui de la cellulose de bois, éventualité prochaine d'ailleurs, à ne considérer que l'élévation constante des cours du bois. La pâte de paille pourrait alors remplacer la pâte mécanique obtenue avec l'épicéa; « c'est en effet « un gaspillage éhonté et dont s'étonneront sans doute « nos petits neveux, que de transformer en pâte méca-

« nique, c'est-à-dire en pâte de bois sans consistance, « l'épicéa dont l'admirable fibre donne à nos papiers « leur solidité » (1). Quand cette substitution de pâte de paille à la pâte mécanique des sapins sera accomplie, nous aurons ainsi économisé 50 % de bois de sapin et nous enlèverons aux pays du Nord le plus clair de leurs avantages.

La Société anonyme des Celluloses de Bourges, l'usine de Saint-Rivalain dans le Morbihan, la Société Zuber Rieder et Cie à Boussières dans le Doubs, les Etablissements Mayen à Venette dans l'Oise, se sont spécialisés dans cette fabrication.

Quelques usines élaborent la pâte de paille et en font elles-mêmes l'emploi concurremment avec d'autres pâtes ; ainsi procèdent les usines Aussedat à Annecy et celles de Lancey et de Moirans. Certains producteurs, faute de trouver la matière première sur place en quantité suffisante, sont obligés d'acheter au loin ; tel est le cas des Usines de Préau dans l'Ain, de Saint-Victor de Cessieu près de Vienne, de Chanas dans la Drôme et de Fures dans l'Isère. Le Massif Central, par contre, est mieux partagé ; les cultures de seigle sont très prospères sur les hautes terres de roches cristallines et la paille peut être fournie en abondance aux usines d'Auduze, de Marsac près d'Ambert, de Giroux aux environs d'Olliergues, d'Espaly près du Puy, de Saint-Didier de Séauve dans la Haute-Loire, de Mont-Verdun en Forez et enfin de Saint-Amant-Tallande dans le Puy-de-Dôme. Mais la

(1) M. André NAVARRE, *op. cit.*

consommation de paille par ces usines est si grande qu'elles sont néanmoins obligées d'en faire venir un tiers de la Champagne, de la Brie, de la Beauce, et de l'Yonne (1).

Indépendamment des diverses matières que nous venons d'énumérer, la papeterie pourrait encore employer de très nombreuses fibres ; mais nous sortons alors du domaine pratique. En effet, il faut compter avec le prix de culture ou tout au moins avec les frais de manutention et il est nécessaire que la fibre utilisée ait un certain rendement en cellulose ainsi que diverses qualités propres. C'est ainsi que l'on a essayé de traiter le sarment de vigne, le genêt, l'ajonc, les orties, la mousse, le houblon, les graines de chardon, la tourbe, et dernièrement des essais ont été tentés sur le bois d'ailanthe ou vernis du Japon à l'Ecole Française de papeterie de Grenoble. Ce sont là expériences de laboratoire dont la généralisation ne saurait être poursuivie dans le domaine industriel (2).

La France n'est pas seule à offrir à la papeterie une assez grande variété de fibres ; notre domaine colonial contient également des plantes ou bois qui semblent convenir à la fabrication du papier. Mais, ainsi que nous venons de le remarquer pour la

(1) « Le Papier », revue technique des industries du papier et du livre. Article de M. Raoul BLANCHARD, professeur à la Faculté de Grenoble, n° 2, février 1927.

(2) Ouvrage d'échantillons de papiers fabriqués avec diverses matières premières, de Jacob Christian SCHAEFFER, publié en 1765, à Ratisbonne.

métropole, si l'on peut faire du papier avec tous les végétaux, tous ne conviennent pas également au point de vue économique, et il importe de considérer la qualité du papier obtenu en même temps que le coût de la matière première une fois mise en pâte.

§ 5. — Les fibres coloniales, végétaux et bois
L'alfa, le bambou

Les végétaux annuels, outre qu'ils ne laissent qu'une faible proportion de cellulose par rapport au poids total de la matière, sont difficiles à récolter à temps et à emmagasiner. Nous citerons à titre d'exemple, et pour mémoire seulement : l'herbe à pailote du Tonkin dont le rendement en cellulose blanchie atteint à peine 25 % en raison de la finesse de la pâte, cause d'un déchet considérable dans les opérations ; le papyrus du Congo, le Luc-binh ou glaïeul bleu de Cochinchine, très répandu dans les lacs et les rivières, véritable entrave à la navigation, surtout utilisé pour la fabrication des toiles grossières et de la sparterie mais dont le rendement en pâte ne dépasse pas non plus 25 % ; enfin le ravinala de Madagascar, le typha, le jute, l'aloès qui ont aussi fait l'objet d'études de la part des laboratoires d'essais des papeteries.

Les végétaux plurannuels au contraire, tels que l'alfa et le bambou sont de plus en plus utilisés,

aussi retiendront-ils tout particulièrement notre attention,

*
**

L'alfa (1) est une graminée qui recouvre plus de 1.200.000 hectares en Tunisie et 3.900.000 hectares en Algérie. Ses qualités textiles étaient déjà connues du temps de Pline, mais de la seconde moitié du siècle dernier date seulement son emploi pour la fabrication de la pâte à papier, pâte de qualité remarquable. Sa récolte est toute spéciale et les législations algérienne et tunisienne qui régissent l'arrachage de la plante sont très strictes pour réprimer les procédés destructeurs. Cette graminée présente en effet la particularité de ne plus repousser quand on la fauche ou que l'on vient à enlever la gaine qui est fixée au sol par des racines ; aussi doit-on veiller, pour ménager l'avenir, à n'extraire que le « limbe », la gaine qui l'entoure devant rester en terre pour se régénérer. La récolte des limbes est suivie du séchage au soleil et d'un triage destiné à faire disparaître les parties malsaines ou contenant des corps étrangers ; puis a lieu la mise en balle pour l'expédition (2).

C'est en 1860 qu'un Anglais, Routlige, introduisit cette matière cellulosique en Angleterre où, vite appréciée, des industries s'organisèrent sans retard

(1) « Alfa et papier d'alfa » de H. de MONTESSUS DE BALLORE. Dunot et Pinat, Paris.

(2) Voir à ce sujet un article de « La Croix » du mercredi 6 juillet 1927 : l'Alfa en Algérie et en Tunisie.

pour la traiter en grande quantité, car l'alfa possède une fibre de grande finesse qui permet un feutrage excellent et donne un papier des plus aptes à recevoir avec souplesse la pression des caractères d'imprimerie ou de musique. L'Angleterre est devenue ainsi le premier et le plus gros producteur de papier d'alfa, presque à l'exclusion de la France qui, logiquement, aurait dû la primer, puisque la matière première provenait de ses colonies. Comment expliquer cette anomalie ?

A bien réfléchir, la question du prix de revient semble en être la raison principale (1).

Avant la guerre, en effet, le coût de la fabrication de la pâte d'alfa apparaissait sensiblement plus élevé que celui des pâtes de bois ou de paille car, alors qu'en 1914 ces dernières pâtes revenaient à 32 francs environ les 100 kilos, les pâtes d'alfa fabriquées en France devaient être vendues de 42 à 45 francs. Du fait de cette différence de prix, la pâte d'alfa ne pouvait donc être utilisée avantageusement comme fibre de remplissage, d'autant plus que, excessivement fine, elle se dispersait à travers les autres fibres sans procurer au papier qu'elle concourait à former un avantage de solidité ou de rendement.

Pour remédier à cet inconvénient, il aurait été nécessaire d'employer plus de 80 % de pâte d'alfa concurremment avec d'autres pâtes, mais alors le prix du papier s'en fût trouvé considérablement

(1) « Le papier pour les livres ». Rapport de M. A. CROLARD au Congrès national du livre, Paris 1917, op. cit.

augmenté. D'ailleurs, dans ces conditions, la pâte d'alfa aurait fourni un papier présentant des caractéristiques telles qu'il n'aurait trouvé avant la guerre, en France, que peu de débouchés, tandis que, par sa teinte jaunâtre en même temps que par son épaisseur et à la fois sa légèreté, il convenait particulièrement à cette époque aux goûts de l'Angleterre pour ses journaux illustrés et son papier à lettres.

Si donc l'essor pris par les papiers d'alfa en Angleterre s'explique dans une certaine mesure par des considérations de mode et de goût, un autre élément que nous avons fait entrevoir intervient aussi, et peut-être plus décisif, c'est-à-dire le coût de production beaucoup plus avantageux en Angleterre qu'en France.

Cette différence dans le prix de revient est influencée par divers facteurs au premier rang desquels il faut placer les diverses conditions de fret.

En France, la cherté du fret place nos armateurs dans une situation défavorable quant à la concurrence. Si cette cherté a pour origine première les charges extrêmement lourdes qui grèvent l'armement français du fait de la construction et de l'entretien des navires, la nature même du fret qui s'offre aux armateurs dans les ports français y contribue aussi pour une grande part. A la différence des Anglais, nous ne pouvons compter d'une façon certaine sur un chargement important tant à l'aller qu'au retour. Tandis que les Anglais quittent les ports de la Grande-Bretagne avec un fret de charbon par exemple, fret lourd et encombrant qui leur assure

un chargement complet et leur permet, au retour, de n'exiger qu'un taux de fret modéré pour l'alfa à ramener en Angleterre, nos navires, au contraire, ne sont généralement assurés au départ que d'un fret léger, de grand prix, tenant peu de place et obligeant nos armateurs à espacer leurs départs afin de ne les effectuer qu'avec un chargement complet. Souvent même, quittant nos ports presque sur lest, nos navires sont contraints, au retour, de réclamer un taux de fret beaucoup plus élevé que celui de leurs concurrents anglais, s'ils veulent couvrir leurs dépenses.

Pour toutes ces raisons et pour d'autres encore sur lesquelles nous ne pourrions nous appesantir sans être entraîné trop loin, il est compréhensible que les Anglais aient pu pendant longtemps travailler l'alfa plus économiquement que nous, surtout si l'on tient compte que le charbon anglais fournit les calories nécessaires au traitement de ce végétal à des conditions plus avantageuses que le nôtre.

Au surplus l'Angleterre avait pris soin de se réserver la production d'une partie des hauts plateaux algériens et de se constituer ainsi une sorte de monopole de fait.

Mais, depuis la guerre, de gros efforts ont été faits dans le but d'intensifier notre production de pâte d'alfa et de papier, et la baisse du franc, néfaste à tant de points de vue, en a favorisé la fabrication en élevant une barrière provisoire à l'entrée des papiers de même nature que nous livrait l'Angleterre.

D'un autre côté, les conditions de fret de retour

sont devenues moins avantageuses pour l'Angleterre, son fret de départ ayant été considérablement amoindri pendant un certain temps par les grèves et les exigences des mineurs.

Aidées par ces circonstances et par une industrie chimique et électro-chimique plus développée qu'avant 1914 (1), les usines de pâtes traitant l'alfa n'ont cessé dès lors de se développer dans notre pays. Parmi ces usines nous pouvons citer entre autres la fabrique de Saint-Rivalain, les usines Outhenin-Chalandre à Seveux dans le Doubs, les papeteries du Marais et de Sainte-Marie en Seine-et-Marne, les Etablissements Aussedat à Annecy, l'usine de Montfourrat appartenant au groupe Navarre. Dans le même ordre d'idées, la maison Outhenin-Chalandre s'est mise à la tête d'un groupement important, « l'Alfa », qui a créé une vaste usine à la Traille près de Sorgues, dans le département de Vaucluse. Cette société anonyme au capital de 16 millions a été fondée en juin 1922 et elle s'achemine vers une production annuelle de 6.000 tonnes de pâte blanchie sèche ; ce n'est d'ailleurs là qu'un rendement provisoire, car tout y a été prévu pour que cette production puisse doubler rapidement.

Si maintenant nous franchissons la Méditerranée, nous voyons : en Algérie, la société de cellulose de l'Afrique du Nord établir une usine de pâte d'alfa à Aïn El Hadjar près de Saïda, malgré la difficulté

(1) Pour la période d'avant-guerre : « Traité pratique de la fabrication de la cellulose », Max SCHUBERT (traduit par E. Bibas), Béranger, Paris.

d'approvisionnement des matières d'entretien et du recrutement du personnel technique et malgré l'impureté des eaux et les méfaits occasionnées par le sable entraîné par le vent ; en Tunisie, les établissements Maunoury et Cie se livrant à la fabrication de la demi pâte et de la pâte d'alfa.

La France devient donc plus largement productrice de pâte d'alfa et sa consommation augmente sensiblement aussi, atteignant environ 20.000 tonnes en 1925 alors qu'elle n'était que de 5.000 tonnes avant 1914.

Cette appropriation de fibres nouvelles ne nous est d'ailleurs pas spéciale et le mouvement se généralise également à l'étranger ; ainsi, en quelques mois, les Italiens ont su créer une industrie nationale du papier d'alfa en utilisant cette graminée qui pousse en abondance dans le désert de Lybie.

*
* *

Nous venons de parler de l'alfa, fibre moderne peut-on dire, et nous lui avons donné la priorité sur le bambou (1), non pour un motif chronologique, mais en raison de la place plus importante que l'alfa occupe actuellement dans l'industrie papetière ; car, à ne tenir compte que de la date d'utilisation des deux fibres, le bambou peut revendiquer son classement parmi les vétérans de la papeterie.

Nous avons vu en effet, dans notre court aperçu

(1) « Bamboo for papermaking — R. W. SINDALL (London).

historique, qu'au temps lointain de Tsaï-Loum le bambou jouait déjà son rôle dans la fabrication du papier:

Poussant avec une extrême abondance en Birmanie, en Indo-Chine, dans les Indes, il offre à un prix modique une matière première presque inépuisable mais d'un traitement difficile. Sa transformation à la main est lente et ne peut convenir qu'à des époques et à des pays où l'ouvrier est sans exigences. Pour en généraliser l'emploi, des procédés de traitement plus pratiques devaient donc être trouvés et ce furent, comme toujours, la mécanique et la chimie qui s'en chargèrent. Aujourd'hui la fibre de bambou est soumise à un broyage énergique et à un puissant lessivage à la soude caustique qui viennent triompher de sa dureté.

Mais établir sur le lieu d'origine une usine de transformation disposant de la force et des produits chimiques suffisants, était une entreprise aléatoire et compliquée, aussi les premiers essais furent-ils plus ou moins heureux. Poursuivis avec persévérance et appuyés sur des capitaux non effrayés par les risques, toutes les difficultés furent enfin surmontées et la Société des papeteries de l'Indo-Chine peut exploiter maintenant avec succès à Viétri (Tonkin) une usine de pâte de bambou dont la production annuelle de 4.000 tonnes environ ne devrait que s'accroître (1). Toutefois le transport en France de ces pâtes est

(1) L'annuaire de la papeterie, 1927-1928, L'HOMME et ARGY, Paris.

paralysé dans une certaine mesure par la cherté du fret, et c'est pour contre-balancer cet élément défavorable que la Société en question a pris le parti de transformer ses pâtes en papier, aussi bien dans son usine de Viétri que dans une autre qu'elle possède à Dap-Cau. La cellulose de bambou étant formée de fibres fines et souples, le papier produit par ces fabriques est excellent, mais sa généralisation sur le marché français n'a pas l'ampleur qu'elle mériterait d'avoir, ses frais de transport demeurant trop élevés (1).

*
* *

Après cet examen rapide de quelques végétaux de nos colonies, aptes à produire de la pâte à papier et pleins de promesses pour l'avenir, si nous envisageons les essences arborescentes de ces mêmes colonies, nous éprouvons plutôt des déceptions.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, à part l'eucalyptus, le fromager et le parasolier qui peuvent donner de bonnes pâtes marchandes, tous les autres bois sont à éliminer soit à cause de leur dureté ou de leur couleur, soit à cause du peu de longueur de leurs fibres et de l'absence presque totale des qualités rencontrées dans les arbres du Nord ou du centre de l'Europe (2). Des fibres utilisables, il ne serait

(1) R. BOUVIER, *op. cit.*

(2) Il en est ainsi pour le Vang, le Gut, le Sang Voi, le Tram. Ces bois ne donnent que des fibres courtes et les feuilles cellulosiques obtenues manquent de souplesse. La

d'ailleurs possible de tirer que de la pâte chimique à l'exclusion de toute pâte mécanique, et si l'on ajoute à ces tares la difficulté d'exploitation, il devient évident que ce n'est pas vers ces arbres ni vers ces arbustes que l'industrie papetière doit porter ses efforts, pour le moment du moins, et jusqu'à ce que la chimie puisse convertir en matières utilisables celles qui, de leur nature, ne le sont pas entièrement encore.

Toutefois une intensification de l'exploitation forestière dans nos colonies serait très souhaitable, tant pour permettre à nos fabriques de pâtes de recevoir une partie des bois de France à son usage qui passent en bois d'œuvre, que pour favoriser le reboisement de nos étendues forestières en essences appréciées par l'industrie du papier.

*
* *

En résumé, reboisement méthodique et actif des surfaces métropolitaines, aménagement plus intelligent de nos forêts en pensant moins au présent qu'à l'avenir, utilisation rationnelle des variétés de fibres et de bois coloniaux, tels sont les principes directeurs d'une politique à laquelle la vie de nos usines de pâtes à papier, considérablement intensifiée depuis huit ans déjà, est intimement liée.

Pour rendre cette action efficace et la faire sortir de son demi-sommeil, un groupement s'est formé

résistance à la traction et à la déchirure est, en outre, généralement médiocre.

sous la dénomination d' « Association nationale et industrielle du bois », appelant à lui toutes les industries dont le bois est à la base, de même que celles qui n'ont avec le bois que des rapports accessoires et indirects.

L'ambition de cette association, d'après ses statuts, est de « porter plus particulièrement ses efforts sur
« l'étude des moyens propres à obtenir un meilleur
« rendement des bois et des forêts et à utiliser au
« mieux des intérêts généraux du pays les terres
« incultes ou abandonnées, de rechercher et d'encourager dans ce but toutes les réalisations d'ordre
« pratique : mutualités, assurance, création de pépinières, de terrains de démonstration, de centres de
« distribution de semences et de plants, d'entreprendre toute une campagne de propagande méthodique et suivie en vue de développer l'amour des
« arbres et de créer à ce sujet une véritable doctrine
« nationale. Elle invite donc à se joindre à elle tous
« ceux que préoccupe la disparition progressive de
« nos ressources forestières, et plus particulièrement
« les collectivités de toute nature, départements, communes, chambres de commerce, associations, syndicats, mutualités scolaires ou forestières qui trouvent
« dans leur perpénité les raisons de subordonner à des
« mobiles d'un ordre plus élevé les considérations
« d'intérêt pécuniaire immédiat. »

Si cet appel est entendu de beaucoup et sérieuse-

(1) Association nationale et industrielle du bois, 44, rue Blanche, Paris (9^e).

ment accepté, c'est-à-dire avec une ferme intention d'apostolat et de persévérance, et si, par la suite, le programme dont nous venons de donner un extrait se traduit par des réalisations proportionnées à son ampleur, l'Association nationale et industrielle du bois aura accompli une œuvre féconde en fournissant à l'industrie papetière française le moyen de se libérer de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger ou tout au moins de la diminuer très sensiblement.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHELEMY

Vu : *Le Président de la Thèse,*
GERMAIN-MARTIN

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

a) DOCUMENTS OFFICIELS

Débats parlementaires et documents parlementaires — J. O.
Rapport général sur l'Exposition Universelle Internationale
de 1889 (Alf. Picard) — Imp. Nat.

Le bilan d'un siècle, 1801-1900 (Alf. Picard) — Imp. Nat.

Rapport au conseil national économique — Paris 1927.

Rapport général sur l'industrie française. — Ministère du
Commerce — direction des études techniques. Paris 1919.
— Imp. Nat.

Résultats statistiques du recensement des industries et pro-
fessions — Ministère du commerce — Imp. Nat.

Répartition des forces motrices à vapeur et hydrauliques --
Office du travail — Ministère du commerce — Imp. Nat.
1899.

Règlement relatif aux prestations en nature — Ministère des
affaires étrangères — Paris 1925, J. O.

Tableau général du commerce et de la navigation, 1890 à 1923
— Ministère du commerce. — Imp. Nat.

Traité de Versailles et annexes, 1919.

b) OUVRAGES ET ÉTUDES

ALRIQ. — *Le plan Dawes (1927).*

ARVERS. — *La France peut-elle fabriquer tout le papier dont*
elle a besoin. — La Science et la Vie, n° 120, juin 1927.

- BICLET. — L'industrie du papier en France et en Dauphiné, Grenoble 1917.
- BLANCHET. — Essai sur l'histoire du papier et de sa fabrication (1900).
- BOUVIER. — La papeterie. Extrait de l'ouvrage : 1914-1924. Dix ans d'efforts scientifiques et industriels, Paris 1926.
- CAVAILLES. — La houille blanche, Paris 1922.
- CROLARD. — Le papier pour les livres, Paris 1917.
- DUCREST. — La houille blanche dans les Alpes, Grenoble 1917.
- HERRY. — Etude d'une formule d'arbitrage entre la Presse et la Papeterie, Paris s.d.
- LBOMME et ARGY. — Annuaire de la papeterie universelle, Paris 1928.
- LESCURE. — Le problème des réparations — Comment le résoudre (1922).
- MONTESUS DE BALLORE. — Alfa et papier d'alfa, Paris s.d.
- Fabrication des celluloses de papeteries autres que celles du bois, Paris s.d.
- NAVARRÉ (A.). — Celluloses et papiers, Paris 1927.
- Des conditions de développement de la fabrication du papier en France, Grenoble 1918.
- ODIETTE. — Le rapport Dawes et la nouvelle politique des réparations en nature. — Thèse, Paris 1927.
- PAPETERIES DE FRANCE. — Au berceau de la houille blanche, Paris 1927.
- PIHIER. — Les prestations en nature et les transferts. — Thèse, Paris 1927.
- POIRIER. — Le papier. Association nationale d'expansion économique, Paris 1917.
- PUGET. — La fabrication du papier, Paris s.d.
- SIR J.-C. STAMP. — Le paiement des réparations et l'avenir du commerce international (1925).
- SINDALL. — Bamboo for papermaking, London s.d.
- SCHUBERT. — Traité pratique de la fabrication de la cellulose (traduit par Ed. Bibas), Paris s.d.
- Fabrication et mise en œuvre du papier et du carton, Royaume de Belgique, Ministère de l'industrie et du travail, Bruxelles 1906.
- La crise et le chômage dans la papeterie française, Anonyme, Paris 1927.

- Projet de tarification douanière et la papeterie française,
Anonyme, Paris 1927.
- Statuts de l'association nationale et industrielle du bois.
- Syndicat des fabricants de papier et carton de France :
Révision de la tarification douanière. Délibération des
chambres de commerce, mars 1927.
- La situation critique de l'industrie française du papier, s.d.
- Après l'accord commercial franco-allemand, s.d.
- La situation de la papeterie française, mars 1927.
- Le grand péril d'une industrie nationale, s.d.
- L'industrie française du papier. Sa situation critique, mars
1924.
- Rapport sur la papeterie française ; légitimité et nécessité
d'une protection douanière pour cette industrie (1919).
- La Presse française. Sa politique du papier. Janvier 1923.
- Note sur l'industrie française du papier, s.d.
- L'industrie française des papiers et le projet de loi portant
révision du tarif général des douanes, s.d.
- Lettre de M. Bergès à M. G. Théry, directeur de l'Œuvre
- Lettre de M. Bergès à M. le Président du Conseil, ministre
des Finances.
- TIFFON. — L'industrie du papier à Angoulême. — Thèse Bor-
deaux 1909.
- THÉRY R. — L'effort des papeteries de France pour la consti-
tution d'une industrie nationale du papier, Paris 1924.

c) PÉRIODIQUES

- Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations
économiques.*
- La réforme économique.*
- Le Moniteur de la papeterie française.*
- Le Courrier du livre.*
- Le Papier.*
- L'Observateur européen.*
- L'Animateur des temps nouveaux* (n° 71 — 15 juillet 1927).
- Le Capital.*
- Journal des papetiers.*
- Journal des marchands de papiers en gros.*
- Bulletin journalier des fabricants de papier.*
- Le Papyrus.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION I

PREMIÈRE PARTIE

La papeterie antérieurement à 1918

[illegible]

CHAPITRE IV. — <i>La papeterie pendant la guerre de 1914</i>	47
§ I. — Désorganisation de la papeterie consécutive à la déclaration de guerre	47
§ II. — Le problème du papier journal. — Mesures prises pour faciliter le ravitaillement des journaux en papier	51

DEUXIÈME PARTIE

La papeterie française après la guerre .. 65

CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'industrie papetière et spécialement celle du papier journal au cours des années 1919 et 1920</i>	67
§ I. — Situation économique après l'armistice. Maintien d'un régime douanier de faveur pour les papiers de presse	67
§ II. — Comparaison de la fabrication du papier journal en France et à l'étranger	74
§ III. — Répercussion d'une augmentation du droit de douane sur le prix de revient des livres courants et des journaux	79
§ IV. — La crise économique de 1920	83
CHAPITRE II. — <i>Politique douanière suivie, pour les papiers de presse et d'édition, de 1921 à 1926</i>	88
§ I. — Les décrets du 11 janvier et du 28 mars 1921 et leurs conséquences	88
§ II. — Insuffisance des droits frappant les papiers de presse et d'édition	91
§ III. — Manœuvres de dumping de la part de l'étranger	100
§ IV. — Abandon, par nos papetiers, de la fabrication des papiers courants, objet d'importations considérables	104
§ V. — Variations des prix de vente des papiers de presse et d'édition comparées aux fluctuations des prix des pâtes entrant dans leur composition ..	106

CHAPITRE III. — *La papeterie française de 1926 à 1928*

<i>et les difficultés d'une entente entre la Presse et l'Édition</i>	115
§ I. — La crise de 1926	115
§ II. — Le projet de tarification douanière	119
§ III. — Les revendications des papetiers et de la Presse	121
§ IV. — Difficultés d'un accord entre les papetiers, d'une part, et la Presse et l'Édition d'autre part	131
§ V. — Le tarif de 1928	139

TROISIÈME PARTIE

Les fraudes relatives aux papiers admis aux droits réduits et les importations de pâtes et de papiers au titre des réparations ou des prestations en nature.

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Les fraudes relatives aux papiers admis aux droits réduits</i>	145
CHAPITRE II. — <i>Les importations de pâtes et de papiers au titre des réparations et des prestations en nature</i>	151
§ I. — Règlement de la dette allemande et importations de pâtes à papier depuis l'armistice jusqu'à la mise en vigueur du plan Dawes, le 1 ^{er} septembre 1924	151
§ II. — Les importations de pâtes et de papiers sous le régime du plan Dawes et du règlement Wallenberg	156

QUATRIÈME PARTIE

Le problème de la matière première nationale	157
§ I. — Production de bois français et quantités nécessaires à la papeterie	168
§ II. — Le reboisement	170
§ III. — Aménagement des forêts françaises	176
§ IV. — Nouvelles fibres métropolitaines : le pin des Landes, la paille	178
§ V. — Les fibres coloniales. — Végétaux et bois : l'alfa, le bambou	184
BIBLIOGRAPHIE	197

